

**BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT**



**DEPARTEMENT DE L'ÉVALUATION DES OPERATIONS  
(OPEV)**

**GABON**

**EVALUATION DE L'ASSISTANCE DE LA BANQUE  
1996-2008**

**Division de l'Évaluation de Haut Niveau (OPEV.2)**

**Février 2011**

## TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS .....	i
RESUME ANALYTIQUE.....	iii
I. INTRODUCTION.....	1
1.1 Objectifs et portée de l'évaluation .....	1
1.2 Approche méthodologique.....	1
II. CONTEXTE DU PAYS, POLITIQUES ET STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT .....	2
2.1 Contexte géopolitique .....	2
2.2 Evolution de la situation économique .....	3
2.3 Evolution de la situation sociale .....	5
2.4 Principaux défis de développement du pays .....	5
2.5 Politiques et stratégies de développement du pays .....	7
III. EVALUATION DE L'ASSISTANCE DE LA BANQUE AU GABON : PRODUITS ET SERVICES .....	7
3.1 La stratégie de la Banque et sa pertinence .....	7
3.2 Mise en œuvre de la stratégie de la Banque : opérations de prêts.....	10
3.3 Mise en œuvre de la stratégie de la Banque : activités non financières .....	14
IV. EVALUATION DES RESULTATS DE L'ASSISTANCE DE LA BANQUE.....	18
4.1 Consolidation du cadre macro-économique et renforcement de la gouvernance .....	18
4.2 Diversification de l'économie.....	21
4.3 Développement des infrastructures .....	25
4.4 Développement du capital humain.....	26
4.5 Aspect transversaux .....	28
4.6 Impact sur le développement institutionnel .....	29
4.7 Efficience .....	29
4.8 Durabilité .....	30
4.9 Evaluation globale .....	31
V. PERFORMANCES DES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT .....	31
5.1 Gouvernement et agences d'exécution.....	31
5.2 La Banque .....	32
5.3 Facteurs exogènes .....	33
VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS .....	33
6.1 Conclusions.....	33
6.2 Recommandations.....	34

<b>ANNEXES</b>		<b>Nb. de page</b>
1	Carte du Gabon	1
2	Récapitulatif des performances de l'assistance de la Banque selon les critères d'évaluation	2
3	Liste des projets achevés, arrêtés, annulés et en cours, sur la période 1996-2008	1
4	Tableaux des opérations de la Banque 1996-2008 (situation au 31/12/08)	1
5	Axes d'intervention, résultats intermédiaires et indicateurs de performance	6
6	Gabon : Principaux indicateurs macro-économiques	1
7	Gabon : Indicateurs socio- économiques comparatifs	1
8	Gabon : Indicateurs des objectifs du millénaire pour le développement (OMD)	1
9	Informations sur la coordination de l'aide au Gabon	1
10	Revue documentaire	2

## **TABLEAUX**

Tableau 1 : Stratégie de la Banque au Gabon, 1996-2008.....	8
Tableau 2 : Notes de l'évaluation des DSP.....	10
Tableau 3 : Indicateurs de mise en œuvre des projets en cours.....	13

## **GRAPHIQUES**

Graphique 1 : Evolution du PIB par secteur, 1990-2007.....	3
Graphique 2 : Performance économique 1996-2008.....	4
Graphique 3 : Engagements nets et allocations par DSP.....	11
Graphique 4 : Gouvernance.....	19
Graphique 5 : Facilité des affaires.....	22

Le présent rapport a été préparé par une équipe dirigée par H. Razafindramanana, Chargé d'évaluation principal et composée de J. Mouanda, Chargé d'évaluation, M. SANOU, M. Camara et I. Kendel Consultants, à la suite d'une mission qu'ils ont effectuée au Gabon en Février 2009. Toute question relative au rapport devra être adressée à Mme. O. Keller Chef de Division OPEV.2 poste 2195 ou à M. Razafindramanana, poste 2294.

## SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AFD	Agence française de développement
APIP	Agence de promotion des investissements privés
BAD	Banque africaine de développement
BID	Banque Islamique de Développement
CDMT	Cadre de dépenses à moyen terme
CEMAC	Communauté économique et monétaire des Etats de l'Afrique centrale
CEEAC	Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale
CTP	Comité technique de privatisation
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
DSCRP	Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté
DSP	Document de stratégie par pays
DSPAR	Document de stratégie par pays axé sur les résultats
EAP	Evaluation de l'assistance-pays
EGEP	Enquête gabonaise d'évaluation de la pauvreté
EPIP	Évaluation des politiques et institutions du pays
EES	Etudes économiques et sectorielles
EU	Etats-Unis
IDH	Indice du développement humain
ISTA	Institut supérieur de statistique et technologie avancée
ITIE	Initiative de transparence des industries extractives
FCFA	Francs de la communauté financière africaine
FER	Fonds d'entretien routier
FMI	Fonds monétaire international
FHV Ebola	Fièvre hémorragique virale de type Ebola
GAFO	Gabon Field Office
HEVEGAB	Société de développement de l'hévéaculture
LDAT	Loi de développement et d'aménagement du territoire
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
OHADA	Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
OPEV	Département de l'évaluation des opérations
OPSM	Département du secteur privé de la Banque
PAP	Plan d'action prioritaire
PAS	Prêt d'ajustement structurel
PDSS	Projet de développement des services de santé
PIB	Produit intérieur brut
PME/PMI	Petite et moyenne entreprise/ Petite et moyenne industrie
PNBG	Programme national de bonne gouvernance
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PR1	Programme routier phase 1
PRI	Pays à revenu intermédiaire
PRIVATIS	Programme de restructuration/privatisation des entreprises publiques
PTF	Partenaire technique et financier
RAP	Rapport d'achèvement de projet
RRP	Rapport de revue de portefeuille
SIAT	Société d'investissement pour l'agriculture tropicale
SII	Système d'information intégré
SOGADEL	Société gabonaise de développement de l'élevage
UC	Unité de compte
VIH/SIDA	Virus d'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquis

## Préface

Le Département de l'évaluation des opérations (OPEV) adresse ses remerciements à toutes les parties prenantes qui ont aidé à la préparation de ce rapport. Ce rapport a été partagé, pour examen et commentaires, avec les autorités gabonaises et l'équipe-pays de la Banque. Il n'y a pas eu de commentaires écrits de la part des autorités et ceux de la Banque ont été pris en compte. Le Département OPEV est entièrement responsable du rapport.

## **RESUME ANALYTIQUE**

### **Contexte**

1. Pays peu peuplé avec une population estimée à 1,5 million d'habitants en 2008, le Gabon est le 4ème pays producteur de pétrole de l'Afrique subsaharienne. Sa coopération avec la Banque remonte à 1974. L'objectif de la présente étude est d'évaluer l'assistance de la Banque au Gabon durant la période 1996-2008 et son impact sur le développement du pays, en vue de tirer des conclusions et recommandations utiles pour le futur. Les critères d'évaluation sont conformes à celles du Comité d'aide au développement (CAD). Trois documents de stratégie pays (DSP) ont été élaborés pendant la période pour orienter l'action de la Banque.

### **Evolution de la situation économique et sociale**

2. L'économie du Gabon repose essentiellement sur l'exploitation du pétrole. Son caractère épuisable et la volatilité des cours sur le marché international ont amené les autorités à porter tôt leur réflexion sur la diversification de l'économie, avec une plus grande implication du secteur privé. Toutefois, malgré les efforts, la mutation vers une économie de production plus diversifiée s'opère lentement. En 2008, le secteur pétrolier a fourni 64% des recettes budgétaires de l'Etat, 82% des recettes d'exportation et a contribué à 48% du PIB. Les contributions au PIB des secteurs agricole (3,8%), forestier (1,4%) et manufacturier (4,9%) sont marginales. La part des importations alimentaires, qui ont presque doublé en valeur courante pendant les dix dernières années, atteint 20%.

3. Pendant la période en revue, le Gabon a entrepris des réformes soutenues par la communauté internationale dont la Banque. Entre 2003 et 2008, la croissance a été relativement modérée avec un pic de 5,6% en 2007. Le Gabon a réduit fortement son endettement extérieur et a respecté la plupart des critères de convergence de politiques économiques de la CEMAC. Le Gabon est un pays à revenu intermédiaire se situant dans la frange supérieure, avec cependant des indicateurs sociaux comparables à ceux des pays à faibles revenus. Les taux élevés de chômage (25%)<sup>1</sup> et de pauvreté (33%) et les inégalités sociales sont aussi préoccupants.

### **Assistance de la Banque**

4. La Banque est l'un des principaux bailleurs de fonds du Gabon. Sur l'ensemble de la période en revue (1996-2008), ses stratégies ont appuyé les objectifs de développement suivants du Gabon : (i) consolidation du cadre macro-économique et renforcement de la bonne gouvernance, (ii) diversification de l'économie (iii) renforcement des infrastructures, et (iv) développement du capital humain. Les DSP ont été pertinents dans la mesure où ils sont alignés sur les besoins du pays ainsi que sur les stratégies et programmes du Gouvernement des périodes concernées, en particulier le Pacte national de solidarité et de développement, la Loi de développement et d'aménagement du territoire (LDAT), le Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP intérimaire) et le Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (DSCR).

5. Une plus grande sélectivité peut être notée dans le DSPAR 2006-2010 par rapport aux DSP précédents, dans la mesure où la Banque s'est concentrée sur deux piliers : (i)

---

<sup>1</sup> Source : BAD/OCDE, 2006/2007

le « Renforcement de la gouvernance » et (ii) l'« Amélioration des infrastructures ». Il y a lieu de noter cependant que le mot « pilier » apparaît pour la première fois dans ce DSPAR. Et qu'il y a lieu de veiller à la sélectivité stratégique dans le cadre des deux piliers retenus afin de ne pas disperser les efforts dans trop de secteurs. Dans le DSPAR, le pilier « gouvernance » vise l'amélioration et l'efficacité de l'administration, le renforcement du processus budgétaire et l'amélioration du climat des affaires. Le pilier « infrastructures » est particulièrement large dans la mesure où il inclut, d'après le rapport de revue à mi-parcours du DSPAR, l'aménagement du réseau routier, l'assainissement et l'électrification.

6. La Banque a mobilisé des dons du Fonds fiduciaire PRI pour le renforcement des capacités et les travaux analytiques, en appuyant certaines opérations comme le Programme routier phase 1 (PR1) et le projet Education III relatif à l'enseignement technique professionnel. L'appui au Groupe SIAT, à travers ses filiales du Ghana et du Gabon, est un bon exemple de collaboration entre un groupe privé et la Banque. Le volume des ressources BAD allouées au Gabon a été de 338,18 millions d'UC sur la période en revue. En termes d'instruments de financement, les prêt-projets sont les plus importants : 77,5% contre 22,5% pour un prêt d'ajustement structurel. La répartition sectorielle des financements a évolué, le secteur Transport ayant renforcé sa prédominance soit 65,1% contre 29,4% sur la période 1974-1996. Viennent ensuite plus loin le Multisecteur (23,2%), l'Agriculture et le développement rural (7%), et le Social (4,4%). Avec une seule intervention qui a été une réussite, l'assistance du Guichet du secteur privé mérite d'être renforcée afin d'aider le Gabon à développer un secteur privé dynamique et à préparer l'après pétrole.

## **Conclusions**

7. Malgré la pertinence des stratégies, les résultats de l'assistance de la Banque au Gabon sur l'ensemble de la période 1996-2008 ont été jugés globalement peu satisfaisants.

La performance du portefeuille actif s'est améliorée mais est restée globalement peu satisfaisante à cause de la persistance de problèmes génériques identifiés par les deux parties dans les revues de portefeuille. La performance globale des projets achevés est aussi peu satisfaisante. Les longs délais de satisfaction des conditions des prêts, les insuffisances liées à la qualité à l'entrée, les problèmes de capacité de mise en œuvre auxquels s'ajoutent les conséquences de la longue période de sanction (de 1998 à 2001), ont été à l'origine d'annulations d'activités et de retards dans l'obtention des résultats. Ce manque d'efficacité et de réactivité a réduit la capacité de la Banque à contribuer plus efficacement au développement du pays. A l'exemple du Programme Routier PR1 qui est censé tirer les leçons du passé, les programmes de la Banque mettent encore du temps à se concrétiser. Par ailleurs, la durabilité des effets des projets a été limitée faute de politique post-opération.

8. Cependant il faut noter la performance satisfaisante des activités non financières grâce aux efforts récents de renforcement des capacités, d'études, de dialogue de politique et de contribution à la coordination de l'aide. Les EES ont apporté leur contribution à la définition des politiques. La présence et le renforcement du Bureau régional GAFO ont amélioré le dialogue rapproché, le partenariat ainsi que l'assistance continue au pays.

9. Ces progrès indiquent une tendance à l'amélioration. Cependant la traduction des objectifs et des actions en résultats tangibles reste un défi. Si l'appui de la Banque, avec les autres partenaires, à la consolidation du cadre macroéconomique et à l'amélioration de la gouvernance a été jugé satisfaisant, les contributions de la Banque restent limitées dans les autres domaines

notamment par rapport aux objectifs stratégiques comme la diversification économique, le renforcement des infrastructures et le développement du capital humain. La durabilité des résultats macro-économiques risque d'être peu probable compte tenu de la volatilité de la situation économique du pays, un risque qui est accentué en raison de la crise financière internationale.

10. La performance du Gouvernement a été peu satisfaisante dans l'ensemble ; cependant il y a lieu de noter son adhésion à la mise en œuvre de réformes parfois difficiles telles que l'observation des critères requis par ITIE, les déclarations de fortune et la lutte contre l'enrichissement illicite. L'appropriation de l'aide sous forme de projets a été insuffisante. La Banque a fait des efforts pour améliorer la qualité du portefeuille en renforçant le rôle de supervision et la capacité d'intervention du Bureau régional GAFO. Mais à l'exemple du PR1 en cours d'exécution, les programmes de la Banque mettent encore du temps à se concrétiser et à produire leurs effets. D'où la nécessité d'un dialogue plus efficace entre toutes les parties prenantes et d'un renforcement des capacités en vue d'un meilleur impact de l'assistance de la Banque sur le développement du Gabon.

### **Recommandations**

Les recommandations des évaluations faites par OPEV sur la qualité à l'entrée et la supervision sont aussi valables pour le Gabon. A cela s'ajoutent les recommandations suivantes :

1. Accroître la sélectivité stratégique à l'intérieur des piliers infrastructures et gouvernance du DSP en s'appuyant sur des analyses économiques et sectorielles de haute qualité et un dialogue de politique plus ciblé.
2. Renforcer l'appui de la Banque au développement du secteur privé par une implication plus active et de plus fortes synergies dans l'amélioration du climat des affaires et le soutien direct au secteur privé.
3. Renforcer le soutien à la bonne gouvernance en améliorant la concrétisation, l'efficacité et la synergie des actions par l'application effective des textes et des instruments mis au point.
4. Accorder un intérêt accru au renforcement des capacités du pays à s'approprier et à mettre en œuvre les opérations financées par la Banque. Définir un plan de mise en œuvre des projets avec un choix rigoureux des personnes en charge des projets, des programmes de formation, la mise en place de systèmes de gestion comptable et financière et de manuels de procédures.
5. Renforcer le suivi-évaluation et la présence de la Banque sur le terrain en responsabilisant davantage GAFO ainsi qu'à travers des missions de supervision conjointes associant l'expertise disponible à GAFO et au niveau central, afin d'éviter les écarts trop grands avec les objectifs de départ et les dérapages en cours de réalisation des projets.
6. Améliorer la coordination et la synergie d'action entre les différents départements de la Banque, y compris le Département du secteur privé et GAFO, autour d'une vision partagée de l'assistance de la Banque au Gabon, de la division du travail et des responsabilités.

## **I. INTRODUCTION**

### **1.1 Objectifs et portée de l'évaluation**

1.1.1 La présente Evaluation de l'assistance pays (EAP) examine l'assistance du Groupe de la Banque africaine de développement (« Banque ») au Gabon au cours de la période 1996-2008, qui recoupe trois cycles de programmation 1996-1998, 2003-2005 et 2006-2010, reposant chacun sur un document de stratégie pays (DSP). En raison de la suspension des décaissements pour cause de sanctions dues aux arriérés de remboursement, la Banque n'a pas élaboré de DSP durant la période 1999-2001.

1.1.2 L'objectif de l'évaluation est de tirer des conclusions et de faire des recommandations afin d'améliorer les interventions en cours et futures. Le rapport évalue l'aide de la Banque sous forme de prêt et les activités non financières. Il prend en compte les projets et programmes approuvés avant 1996 et achevés après 1996, ceux approuvés durant la période 1996 et 2007 (achevés ou en cours), ainsi que les études économiques et sectorielles, la mobilisation des ressources, le dialogue sur les politiques et la coordination de l'aide.

### **1.2 Approche méthodologique**

1.2.1 Le cadre du rapport repose sur la méthodologie d'EAP du Département de l'évaluation des opérations (OPEV)<sup>2</sup> et s'inspire des bonnes pratiques des banques multilatérales de développement<sup>3</sup>. L'EAP analyse la performance de l'assistance de la Banque et sa contribution au développement du Gabon. L'AEP évalue les résultats de l'assistance de la Banque et non les progrès accomplis par le Gabon dans le cadre de son développement général. Les performances de l'assistance de la Banque au pays sont appréciées en utilisant un ensemble de critères d'évaluation<sup>4</sup>.

1.2.2 La Banque intervient au Gabon avec d'autres partenaires au développement pour appuyer les efforts du Gouvernement; sa contribution spécifique aux changements est souvent difficile à établir du fait de la multiplicité des facteurs affectant les effets directs et indirects des actions de développement au niveau du pays. Par conséquent, l'évaluation des effets de l'assistance de la Banque identifiera les principaux facteurs ayant conduit à leur réalisation et dans quelle mesure la Banque a (ou n'a pas) apporté une contribution réelle et significative aux principaux résultats. Cette association vraisemblable de l'aide de la Banque et des résultats de développement sera évaluée en (i) caractérisant le rôle de la Banque dans le secteur ou le domaine thématique et (ii) tenant compte des actions d'autres partenaires au

<sup>2</sup> Guidelines for Country Assistance Evaluation, Note, OPEV/BAD, 2005.

<sup>3</sup> Good-Practice Standards for Country Strategy and Program Evaluation, MDB-ECG, May 2008.

<sup>4</sup> la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité, l'impact, le développement institutionnel, la performance du Pays et la performance de la Banque. La pertinence est relative au degré de cohérence de la conception et des objectifs de la stratégie et des programmes de l'assistance, avec les besoins du pays et les plans de développement et priorités du Gouvernement. Le critère optionnel de positionnement permet de préciser l'évolution de la concentration de la stratégie. L'efficacité se réfère à la mesure dans laquelle les instruments d'assistance ont réalisé les objectifs retenus. L'efficience se réfère à la mesure selon laquelle les ressources (fonds, expertise, temps, etc.) sont converties en résultats de façon économe. La durabilité se réfère à la mesure dans laquelle les résultats réels et anticipés seront résistants aux risques, au-delà la période de programme. Le développement institutionnel se réfère à la mesure dans laquelle l'assistance a amélioré la capacité du pays à faire un usage plus efficace, équitable et durable de ses ressources humaines, financières et naturelles. L'impact se réfère à la contribution de l'assistance de la Banque aux changements à long terme dans les conditions du développement du Gabon. Une échelle de notation à 4 niveaux est utilisée (voir en annexe 2).

développement et des facteurs exogènes. L'évaluation essayera de déterminer la contribution de la Banque aux résultats, en évaluant dans quelle mesure l'aide de la Banque a apporté une valeur ajoutée, au-delà de ses prestations financières.

1.2.3 L'évaluation est fondée sur la documentation disponible à la Banque ainsi qu'au niveau du pays et des partenaires, notamment : documents de politique (DSP, stratégie de lutte contre la pauvreté, politiques macroéconomiques et sectorielles, etc.), de projets (rapports d'évaluation, de supervision et d'achèvement de projets) et d'autres données. Le système de suivi-évaluation tant au niveau de la Banque que du pays est assez limité. Cette limite a été autant que possible compensée par une documentation de sources internes et externes.

1.2.4 Outre les revues documentaires, des évaluations sectorielles ont été faites sur (i) le multisecteur et (ii) les infrastructures. L'évaluation s'appuie sur les résultats des visites sur le terrain et des entretiens avec les parties prenantes aux interventions de la Banque, dans le cadre de la mission d'évaluation de l'assistance de la Banque au Gabon qui a séjourné au Gabon du 24 janvier au 6 Février 2009. Cette mission était accompagnée dans les visites par un représentant de GAFO et par un Conseiller du Ministre de l'Economie et des Finances dont les interventions au cours des discussions tendaient à justifier et à mettre en relief les acquis des actions engagées par le Gouvernement. Ces rencontres ont permis de passer en revue, de manière participative, l'assistance de la Banque au Gabon, en utilisant les critères d'évaluation. La mission a pu ainsi recueillir des informations utiles, compléter et valider les constatations issues de la revue documentaire préliminaire.

## II. CONTEXTE DU PAYS, POLITIQUES ET STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT

### 2.1 Contexte géopolitique

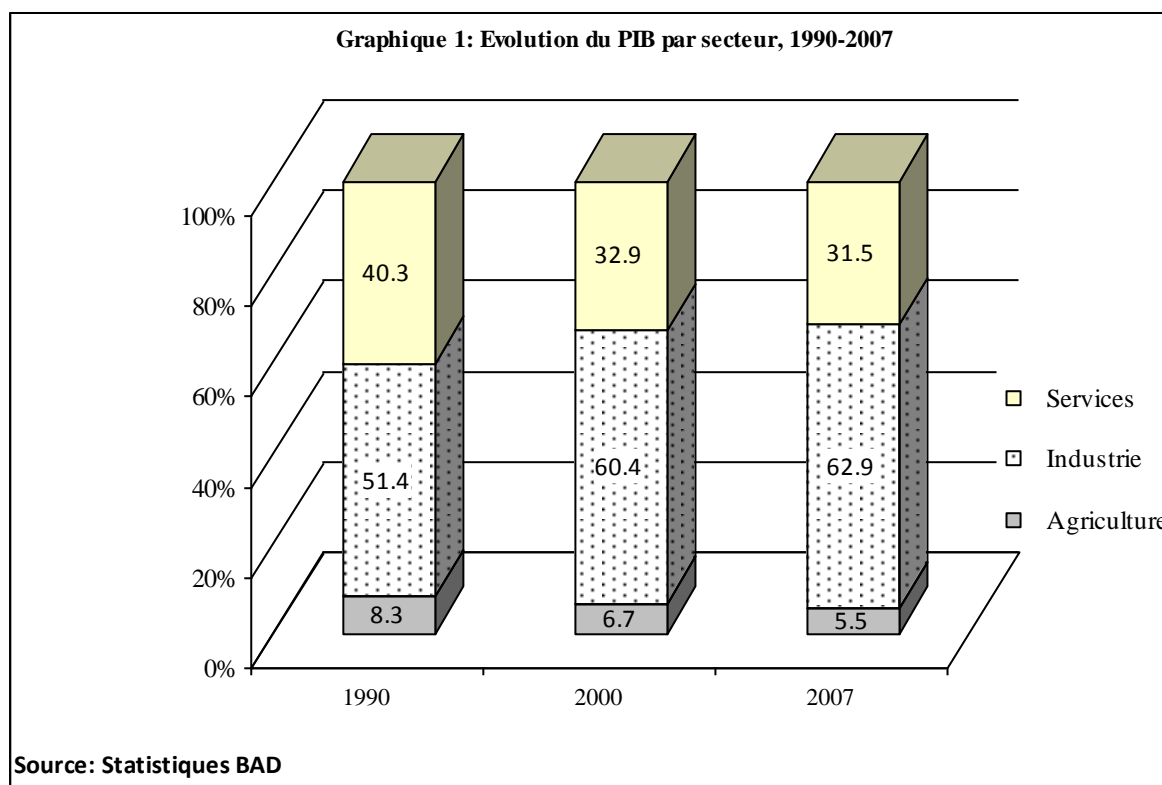
2.1.1 *Un pays doté de ressources naturelles exceptionnelles avec une population fortement urbanisée.* Le Gabon est un pays peu peuplé avec une population estimée à 1,5 million d'habitants en 2008. Il couvre une superficie totale de 267667 km<sup>2</sup>, soit une densité de la population de 5,4 habitants au km<sup>2</sup>, la plus faible d'Afrique. Le Gabon est un pays essentiellement forestier. En effet, près de 85 % de la superficie totale du pays est couverte de forêts, soit une superficie d'environ 22 millions d'hectares. La rente pétrolière et sa distribution ont provoqué un exode rural très rapide qui s'est soldé par un des taux d'urbanisation les plus élevés d'Afrique : 84,6%. Le pays bénéficie d'une situation géographique favorable, au cœur du Golfe de Guinée et de l'Afrique centrale avec un littoral long de 800 km, qui ouvre des opportunités d'intégration régionale. Il dispose d'atouts importants avec notamment deux saisons de pluies et des précipitations abondantes atteignant 1831 mm, un sol fertile, et un réseau hydrographique dense et la forêt qui couvre plus de 80% du territoire. Le Gabon est également le 4ème pays producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne, après l'Angola, le Nigeria et la Guinée Equatoriale, avec 289 700 barils par jour, les réserves prouvées s'élevant à 2,5 milliards de barils. Le pays dispose également d'autres richesses naturelles notamment le manganèse, le minerai de fer et le bois dont il est le deuxième plus grand exportateur africain après le Cameroun.

2.1.2 Le contexte politique se caractérise par une relative stabilité des institutions. On note le dynamisme des organisations de la société civile. La stabilité est parfois menacée par des poussées de mécontentements à travers des grèves et des contestations des résultats des élections. Mais les principaux facteurs d'instabilité potentielle sont les taux élevés de

chômage (25%) et de pauvreté (33%), deux situations susceptibles d'engendrer des mouvements sociaux plus amples pour l'avenir.

## 2.2 Evolution de la situation économique

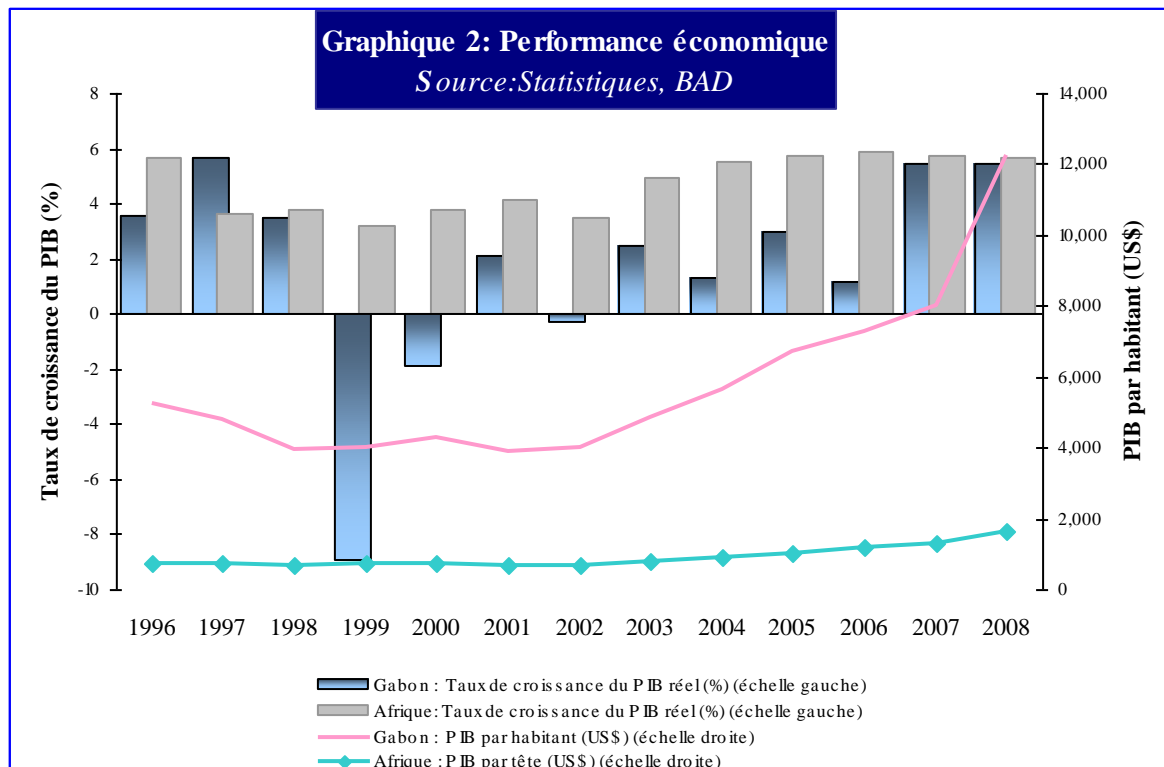
**2.2.1 Pays à revenu intermédiaire (PRI), avec une économie de rente vulnérable aux chocs extérieurs - en l'occurrence les fluctuations de ses principales exportations, et qui peine à se diversifier.** L'économie du Gabon repose essentiellement sur l'exploitation du pétrole, manganèse et bois. Malgré la création d'entreprises publiques et la réalisation d'un vaste programme d'investissement au cours de la décennie 1975-1985, la mutation vers une économie de production diversifiée s'opère lentement. La croissance du PIB du secteur non pétrolier repose essentiellement sur le bois et le manganèse qui sont des produits de rente. En 2007, le secteur pétrolier a fourni 64% des recettes budgétaires de l'Etat, 82% des recettes d'exportation et contribué à 48% du PIB. Les contributions au PIB des secteurs agricole (3,8%), forestier (1,4%) et manufacturier (4,9%) sont marginales. La structure de l'économie gabonaise n'a pas globalement changé depuis 1990 et reste caractérisée par la prédominance du secteur de l'industrie qui englobe essentiellement les industries extractives dont le pétrole (graphique 1).



**2.2.2 L'économie du Gabon a connu plusieurs phases dans son développement.** Entre 1975 et 1985, grâce à une forte hausse des cours du pétrole, le PIB a enregistré une croissance annuelle moyenne d'environ 7,2%. Mais en 1986 le pays a connu une crise sévère consécutive à la détérioration du prix du pétrole et à la dépréciation du dollar américain. Le PIB réel va chuter de 27% en 1986 et la récession se poursuivra en 1988 (-6,2%). Les efforts de réforme engagés par le Gouvernement dans le cadre des programmes de stabilisation financière et d'ajustement structurel (1987-1993), furent freinés en raison particulièrement de troubles socio-politiques au début des années 1990. La structure de l'économie demeura inchangée en conséquence.

2.2.3 La tendance s'est inversée après la restructuration générée par la dévaluation de 50% du FCFA en 1994 et la mise en place d'un programme de relance économique 1994/1995 et 1995/1998. Le PIB a augmenté de 3,4% en 1994 contre une baisse de 3,3% en 1992 et le budget a enregistré un excédent de 2,7% en 1996 après un déficit de 5,7% en 1993. Cette embellie durera jusqu'en 1998 avant que l'économie n'entre à nouveau en récession avec de faibles taux de croissance (-8,9% en 1999, 2,0% en 2001 et -0,6% en 2002).

2.2.4 La reprise observée par la suite est liée aux réformes structurelles engagées depuis 2002, visant à stabiliser l'économie et restaurer sa viabilité intérieure et extérieure et donner une impulsion à la croissance. En effet, l'ampleur des déséquilibres macroéconomiques et financiers et la dégradation des perspectives du secteur pétrolier ont conduit le Gouvernement à mettre en place un vaste programme de réformes économiques, en 2003, basé sur une politique d'assainissement des finances publiques et de stimulation de la croissance du secteur non pétrolier. Dans ce cadre, le Gouvernement a conclu un programme de référence avec le FMI sur la période de septembre à décembre 2003, suivi d'un accord de confirmation en mai 2004 appuyant le Programme de réformes 2004-2005. La Banque a soutenu ce programme à travers le 3ème Prêt d'ajustement structurel (PAS III). Un autre accord de confirmation triennal (2007-2010) est en cours pour approfondir les réformes.



2.2.5 Les performances enregistrées par l'économie se sont traduites par des taux de croissance plus ou moins élevés entre 2003 et 2008, avec un pic de 5,6% en 2007 (cf. graphique 2), le plus élevé depuis 10 ans, tiré par le secteur hors pétrole. Les finances publiques sont caractérisées par un solde primaire excédentaire de 11,5% du PIB en 2007 contre 7,9% en 2002. L'inflation qui avait atteint 33% suite à la dévaluation du FCFA, a été contenue dans des limites raisonnables avec une moyenne annuelle de 0,7% durant la période 2001-2005 et 4,8% en 2007 (en deçà des limites fixées aux pays de la CEMAC, soit 3%). Le taux d'endettement est passé de 69,1% en 2002 à 15,2% du PIB en 2008, bien en deçà des 70% fixés par les critères de convergence de la CEMAC.

## 2.3 Evolution de la situation sociale

**2.3.1 Des indicateurs sociaux comparables à ceux des pays à faible revenu qui contrastent avec la richesse et le potentiel du pays.** Avec un revenu national brut par habitant de 8000 \$EU en 2007, le Gabon se situe dans la catégorie des PRI de la frange supérieure. Toutefois, les indicateurs sociaux restent comparables à ceux des pays à faibles revenus. L'espérance de vie à la naissance (57 ans), et l'IDH (0,677) en 2007 sont en deçà des moyennes observées pour l'ensemble des pays en développement soit respectivement 65 ans et 0,690 pour les mêmes indicateurs. La pauvreté est relativement répandue et les inégalités sociales sont également manifestes à travers la disparité des revenus, le chômage des jeunes et la précarité de l'habitat urbain.

2.3.2 L'évaluation des progrès vers les OMD montre qu'avec un taux net de scolarisation en constante amélioration : 92,4% en 2006<sup>5</sup> contre 78% en 2005, le Gabon n'est pas loin d'atteindre l'objectif de 100% en 2015. La problématique relative à l'égalité des sexes ne se pose pas, au regard de la quasi parité entre filles et garçons (93% contre 92% en 2006). Le taux d'alphabétisation des adultes, 70% en 2006, est au-dessus de la moyenne africaine (66,7%). L'amélioration de la santé infantile est devenue plus significative avec une baisse du taux de mortalité de 81,6 pour 1000 en 2001 à 53,8 pour 1000 en 2007. Chez les enfants de moins 5 ans, l'incidence du paludisme qui a baissé de 16,3% en 2000 à 4,9% en 2005, se rapproche de la cible retenue (4%). Plus de 82% des Gabonais avaient accès à l'eau potable en 2006 contre 70% en 2000.

2.3.3 La relative performance au niveau de l'éducation doit néanmoins être relativisée du fait de la faible efficacité interne du système éducatif gabonais et son inadaptation aux impératifs des marchés de l'emploi. Le taux de redoublement est considérable (estimé à 40% en 2001 dans le primaire), avec un grand nombre d'abandons (17% en 2001) au cours de l'année. Le problème réside dans le maintien des enfants dans le système éducatif. La mortalité maternelle, s'est aggravée, passant d'un taux 500 pour 100 000 naissances vivantes sur la période 1990-99 à 520 pour 100 000 naissances en 2005-07. En nette progression, le VIH/SIDA, constitue une menace de santé publique et même de développement. Le taux de prévalence est passé de 2,8 % en 1993 à un seuil critique de 8.9 pour cent de la population en 2008. Malgré un environnement économique favorable, le taux de chômage de la population active a progressé de 20% en 1997 à 25% en 2005. L'indice de Gini (compris entre 0 et 1) d'environ 0,44 en 2005 confirme la disparité des revenus au niveau du pays. Selon l'Enquête gabonaise d'évaluation de la pauvreté (EGEP) de 2005 l'incidence de la pauvreté au Gabon était d'environ 33%. La pauvreté est essentiellement urbaine avec près de 46% des ménages vivant dans des quartiers insalubres.

## 2.4 Principaux défis de développement du pays

2.4.1 Le défi d'assurer à l'économie la mutation nécessaire à la période « après-pétrole », a conduit le Gouvernement à adopter le DSCRIP comme cadre de référence à l'opérationnalisation des politiques économique, financière et sociale du Gabon. Dans ce contexte, l'enjeu est de mettre en œuvre effectivement et efficacement cette stratégie pour stimuler la croissance et l'emploi (en promouvant les secteurs non-pétroliers) et réduire la pauvreté. A cet effet, le Gabon doit faire face aux défis suivants.

<sup>5</sup> PNUD, GABON, 2ème rapport national sur les OMD, 2006

**2.4.2 Diversifier les sources de croissance de l'économie.** Il convient de rappeler que l'économie gabonaise est vulnérable aux fluctuations des prix des principales exportations du pays (pétrole, manganèse, caoutchouc et bois). Le pétrole qui contribue à plus de 50% du PIB est une ressource non renouvelable. Par conséquent, l'après-pétrole devient le thème récurrent de la vie politique et économique du pays. La part des importations alimentaires, qui ont presque doublé en valeur courante pendant les dix dernières années, atteint 20%. La crise financière mondiale ainsi que le ralentissement économique est venue renforcer la nécessité de cette diversification. Dans ce contexte, des efforts sont indispensables pour améliorer, entre autres, le climat des affaires afin de favoriser le développement du secteur privé et la construction des infrastructures - facteurs de compétitivité. Cette diversification passe aussi par le développement du capital humain, notamment celui de l'enseignement technique et professionnel, en vue de doter le pays des compétences nécessaires.

**2.4.3 Développer un secteur privé dynamique.** Pour soutenir un développement durable et réduire la pauvreté, le Gabon doit aussi relever le défi du développement de son secteur privé. Le développement de ce secteur se heurte à plusieurs contraintes dont le coût élevé des facteurs de production, l'insuffisance des infrastructures et services de base (transports, eau, électricité, télécommunications) pour soutenir l'expansion des activités productives, le manque d'efficacité des structures de promotion et d'encadrement, un accès limité aux financements et un environnement peu propice aux affaires en particulier la lenteur et l'opacité des procédures administratives et l'insécurité juridique des investissements. A ces éléments s'ajoute la faiblesse de la concurrence du fait que la plupart des entreprises les plus importantes sont des quasi-monopoles. En ce qui concerne l'environnement des affaires, le « Doing Business 2009 » de la Banque mondiale, classe le Gabon à la 151<sup>ème</sup> place sur 178 économies étudiées, alors qu'il était 148<sup>ème</sup> en 2008. La promotion d'outils efficaces d'accès au crédit (y compris la création d'institutions de type banque populaire/crédit mutuel), l'investissement dans les infrastructures et le renforcement de la gouvernance et de la sécurité judiciaire sont essentiels pour améliorer le climat des investissements, rehausser la confiance des investisseurs nationaux et étrangers, et promouvoir la création de nouvelles PME/PMI<sup>6</sup>.

**2.4.4 Faire sensiblement reculer la pauvreté:** La structure de l'économie du Gabon est caractérisée par la prédominance du secteur primaire. Ce déséquilibre structurel de l'économie a des impacts négatifs sur la répartition socio-économique des richesses du pays, notamment la concentration des activités dans les zones où le pétrole est exploitée au détriment des zones rurales et semi-urbaines peu habitées. L'inégale répartition de la richesse a créé une situation où la misère côtoie la richesse. Environ 60% des gabonais vivent en dessous du seuil de pauvreté et 23% vivent une pauvreté dite extrême. Le pays est classé au 119<sup>ème</sup> rang sur 179 pays selon l'IDH publié par le PNUD en 2007<sup>7</sup>. La pauvreté, les inégalités sociales et le chômage des jeunes, constituent un défi majeur pour le Gouvernement. Ils peuvent engendrer des tensions sociales.

**2.4.5 Renforcer la bonne gouvernance et la transparence:** L'amélioration de la gouvernance est essentielle pour créer un climat propice aux affaires. Quelques initiatives ont donné une impulsion à la transparence, notamment dans le secteur pétrolier avec la publication des rapports ITIE. Il reste encore beaucoup à faire pour rehausser la transparence et rendre plus accessible l'information économique. Dans ce contexte, il est capital d'améliorer, entre autres, la gestion des finances publiques en vue d'axer les dépenses publiques sur les objectifs du DSCR.

<sup>6</sup> Petites et moyennes entreprises/ industries

<sup>7</sup> Rapport sur le Développement Humain du PNUD, 2007

## **2.5 Politiques et stratégies de développement du pays**

2.5.1 L'objectif global visé par les politiques de développement du Gouvernement est d'assurer la transformation de la structure d'une économie de rente, dépendante quasi-exclusivement du secteur pétrolier à une économie diversifiée visant à éradiquer la pauvreté. Ces politiques sont inscrites dans un ensemble de lois d'orientation, documents stratégiques et plans/programmes sectoriels. Il s'agit notamment : de l'Etude prospective «Gabon 2025» publiée en 1998, du Plan directeur intermodal des transports (PDIT 1998-2015), du Pacte national de solidarité (1999), de la LDAT (2003), du DSRP intérimaire (2003), du DSCRP (2006), du Plan national d'action environnemental, du Plan Directeur de développement agricole (PDDA 2006-2015), du Programme sectoriel forêt et environnement (PSFE), du Programme national de développement sanitaire (PNDS 2006-2010), du PNBG (2008), etc.

2.5.2 La plupart de ces documents, élaborés selon un processus consultatif national incluant les PTF, sont pertinents. Toutefois, leur efficacité repose sur leur mise en œuvre qui est parfois compromise par le non-respect des priorités fixées, un exercice de programmation encore mal maîtrisé et de problème de gouvernance. A cet égard, le défi pour le Gabon est de pallier à ces insuffisances, y compris l'obtention de résultats dans le cadre des projets et programmes soutenus par les PTF.

2.5.3 Le DSCRP est venu renforcer le DSRP intérimaire adopté en 2003. Il fournit une évaluation assez exhaustive de la pauvreté et définit une stratégie cohérente de croissance axée sur la consolidation des équilibres macroéconomiques, la diversification de l'économie et la réorientation des dépenses publiques vers les secteurs prioritaires (éducation, santé, infrastructure). Il s'appuie sur quatre piliers : (i) la promotion d'une croissance forte, soutenue et bénéfique aux pauvres, (ii) l'amélioration des infrastructures, (iii) l'amélioration de l'accès des populations aux services essentiels ; et (iv) l'amélioration de la gouvernance. Il est soutenu par des plans d'action prioritaires (PAP) et des cadres de dépenses à moyen terme (CDMT) qui fixent le processus d'allocation des ressources. Le processus de mise en œuvre du DSCRP nécessite encore le renforcement du mécanisme de suivi-évaluation notamment un appareil statistique plus performant.

## **III. EVALUATION DE L'ASSISTANCE DE LA BANQUE AU GABON : PRODUITS ET SERVICES**

### **3.1 La stratégie de la Banque et sa pertinence**

#### **3.1.1 Les objectifs prioritaires de l'assistance de la Banque**

3.1.1.1 Sur l'ensemble de la période 1996-2008, les stratégies de la Banque ont cherché à appuyer les objectifs de développement suivants du Gabon : (i) consolidation du cadre macro-économique et renforcement de la bonne gouvernance, (ii) diversification de l'économie (iii) renforcement des infrastructures et (iv) développement du capital humain.

3.1.1.2 Le DSP 1996-1998 avait pour objectifs l'amélioration de la compétitivité de l'économie, la diversification de la base productive, le renforcement des infrastructures de communication, et la mise en place d'infrastructures sociales et de programmes de lutte contre le chômage urbain. Les secteurs d'intervention retenus ont été : multisecteur, agriculture et développement rural, industrie et social.

3.1.1.3 Entre 1999 et 2002, la Banque n'a pas produit de DSP en raison de : (i) la crise économique et financière que connaissait le pays ; (ii) la suspension de ses interventions, d'août 1998 à mars 2001, pour cause de sanctions ; et (iii) la décision des autorités de marquer une pause au niveau de l'endettement extérieur du pays. Le dialogue avec le pays y compris le recouvrement des arriérées de remboursement a permis une reprise plus durable de la coopération depuis 2003.

3.1.1.4 Le DSP 2003-2005 s'inscrivait dans la continuité du DSP 1996-1998 dont il a intégré certaines priorités comme le développement des infrastructures, de la pêche et de l'aquaculture ainsi que le soutien au secteur privé. Il était axé sur le passage à une économie de production plus libéralisée et la réduction de la pauvreté, en soutien au Pacte national de solidarité (1999) et à la LDAT (avec le DSRP intérimaire sa composante principale). Ses objectifs visaient la viabilisation du cadre macroéconomique, la transformation structurelle de l'économie et l'amélioration de la gouvernance. Les secteurs d'intervention ont été : le multisecteur, les transports, l'agriculture et développement rural.

3.1.1.5 Le DSPAR 2006-2010 soutient l'opérationnalisation du DSCRП en s'alignant sur ses 2<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> piliers. **Une plus grande sélectivité peut être notée par rapport aux DSP précédents, dans la mesure où la Banque s'est concentrée sur deux piliers : (i) le « Renforcement de la gouvernance » et (ii) l'«Amélioration des infrastructures ». Il y a lieu de noter que le mot « pilier » apparaît pour la première fois dans ce DSPAR. Cependant, il y a lieu de veiller à la sélectivité stratégique dans le cadre des deux piliers retenus afin de ne pas disperser les efforts dans trop de secteurs.** Le pilier « gouvernance » vise l'amélioration et l'efficacité de l'administration, le renforcement du processus budgétaire et l'amélioration du climat des affaires. Le pilier « infrastructures » est particulièrement large dans la mesure où il inclut, d'après le rapport de revue à mi-parcours du DSPAR, l'aménagement du réseau routier, l'assainissement et l'électrification.

### 3.1.2 Pertinence et qualité des stratégies de la Banque

3.1.2.1 **La pertinence de l'assistance de la Banque est jugée satisfaisante.** Les stratégies de la Banque sont pertinentes dans la mesure où elles sont alignées sur les priorités de développement du pays et les stratégies et programmes du Gouvernement des périodes concernées : Programme de relance économique (1995-1998), Pacte national de solidarité (1999), Programme de réformes économiques (2003), LDAT (2003), DSRP intérimaire (2003) et DSCRП (2006).

<b>1 : Consolidation du cadre macro-économique et renforcement de la bonne gouvernance</b>	Réformes économiques Réformes administratives Renforcement du processus budgétaire
<b>2 : Diversification de l'économie</b>	Amélioration du climat des affaires Développement rural et environnement Industrie Soutien direct au secteur privé
<b>3 : Renforcement des infrastructures</b>	Transport Electricité Assainissement
<b>4 : Développement du capital humain</b>	Infrastructures sociales Programmes de lutte contre le chômage

3.1.2.2 **L'analyse des DSP 2003-2005 et 2006-2010 indique une amélioration de leur qualité en particulier une plus grande sélectivité et un meilleur positionnement de la Banque.** Cette amélioration se situe dans le cadre de celle de l'ensemble des DSP de la Banque<sup>8</sup>. Elle se traduit par une analyse plus approfondie du phénomène de la pauvreté fondée sur les études de la Banque mondiale

<sup>8</sup> Le Plan stratégique 2002 de la Banque prônait la sélectivité, l'efficacité et l'assainissement du portefeuille

(1996), les rapports nationaux et mondiaux du PNUD sur la perception de la pauvreté et le développement humain et les résultats de l'Enquête gabonaise d'évaluation de la pauvreté (EGEP 2005). Des consultations élargies à la société civile ont été effectuées. Elles ont orienté les DSP vers la réforme des politiques, des institutions, et des systèmes de gouvernance. Elles ont abouti à la prise en compte des priorités du Gouvernement en matière de diversification de l'économie, dans le cadre de la revue à mi-parcours du DSPAR 2006-2010. Une attention accrue a été portée aux enseignements de l'autoévaluation qui ont orienté les DSP vers un allègement du programme de prêt et une meilleure prise en charge du problème d'endettement du Gabon dans le cadre des réformes. Bien que nécessitant des améliorations, les indicateurs de suivi des résultats sont mieux définis et le cadre met en évidence les liens de cause à effet entre la stratégie fixée et les réalisations quantifiées induites par les interventions proposées.

3.1.2.3 La sélectivité s'est améliorée avec la réduction du nombre de « piliers » qui est passé de 4 dans le DSP 1996-1998 à 2 dans le DSPAR 2006-2010, même si ce terme « pilier » n'est utilisé que dans le DSPAR. La revue à mi-parcours du DSPAR 2006-10 a réaffirmé les deux piliers, à savoir le renforcement de la gouvernance et l'amélioration des infrastructures, et a cherché à concentrer l'assistance de la Banque sur les opérations qui contribueront à la diversification des sources de croissance économique. Cette dynamique reflète les priorités institutionnelles de la Banque qui met l'accent sur les infrastructures et la gouvernance comme leviers du développement. L'intégration du Gabon dans l'économie régionale est une priorité des DSP qui se manifeste par le rôle de la Banque dans la mise en œuvre du programme NEPAD concernant l'Afrique centrale notamment l'opérationnalisation du Plan directeur consensuel des transports en Afrique centrale (PDCT-AC). Ce choix renforce également le rôle de pôle de croissance que peut jouer le Gabon en tant que PRI au niveau sous-régional.

3.1.2.4 La stratégie s'est adaptée aux contraintes et priorités de développement du Gabon. L'accompagnement de l'évolution du pays apparaît à travers le soutien continu aux réformes initiées par le Gouvernement. Ainsi, le DSP 1996-1998 a soutenu le programme de désengagement de l'Etat des entreprises publiques visant à créer une économie compétitive. Le DSP 2003-2005 a appuyé le Programme de réformes 2004-2005 à travers le 3ème Prêt d'ajustement structurel (PAS III). Le DSPAR en cours vise à consolider les réformes entamées dans le cadre du PAS III notamment l'ancrage de la bonne gouvernance dans les politiques publiques. La Banque a surtout conforté son positionnement dans le sous-secteur des transports avec le PRI qui représente, à lui seul, plus de 80% des engagements nets de son portefeuille actif. La Gabon ayant la densité de route 0,03 km/km<sup>2</sup>, la plus faible de la sous-région, la Banque soutient le désenclavement des zones de production ainsi que l'amélioration de l'accès aux marchés intérieurs et sous régionaux, des perspectives qui sont favorables à la diversification et la compétitivité de l'économie. Il en est de même pour l'étude sur la diversification des sources de croissance. Le tableau suivant résume les notations des différents DSP selon plusieurs critères.

Tableau 2 : Notes de l'évaluation des DSP

Critères <sup>9</sup>	DSP 1996-1998	DSP 2003-2005	DSP 2006-2010
Participation des parties prenantes	Très peu satisfaisante	Satisfaisante	Satisfaisante
Sélectivité stratégique	Peu satisfaisante	Peu satisfaisante	Satisfaisante
Priorité à la réduction de la pauvreté	Satisfaisante	Satisfaisante	Satisfaisante
Analyse de la gouvernance	Peu satisfaisante	Satisfaisante	Satisfaisante
Autoévaluation fondée sur l'expérience	Satisfaisante	Satisfaisante	Satisfaisante
Indicateurs de résultats	Très peu satisfaisante	Satisfaisante	Satisfaisante
Qualité du DSP	Peu satisfaisante	Satisfaisante	Satisfaisante

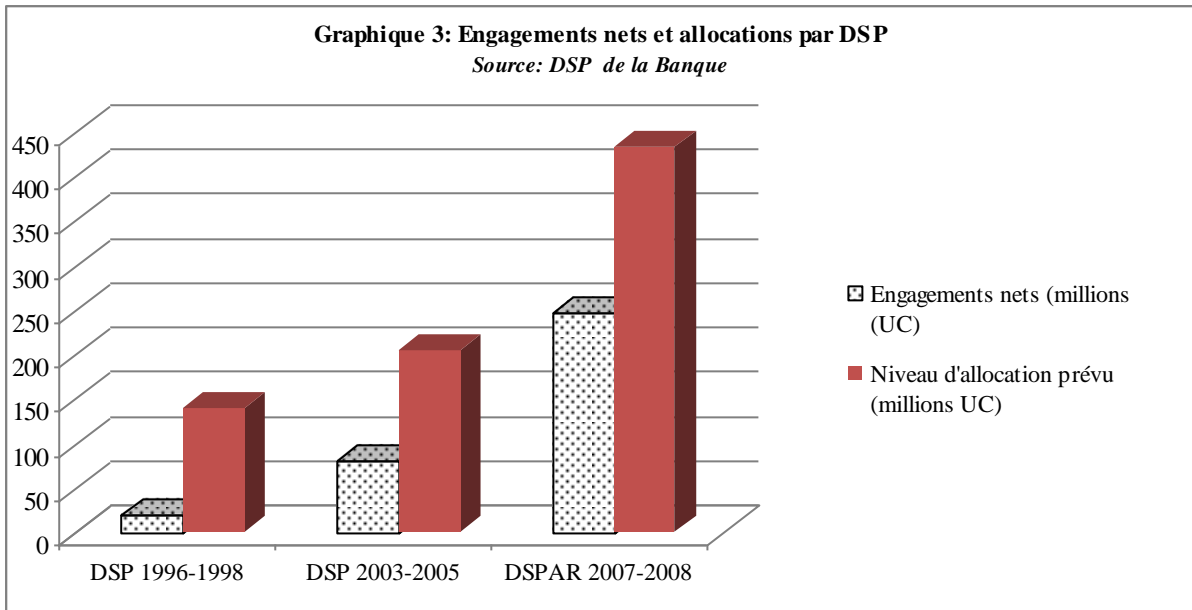
### 3.2 Mise en œuvre de la stratégie de la Banque : opérations de prêts

#### 3.2.1 Analyse du programme de prêts 1996-2008

3.2.1.1 **Une prédominance des prêts projets, un renforcement de la primauté du secteur des transports** et une amélioration progressive de la capacité d'absorption du pays : sur la période 1996-2008, la Banque a approuvé 7 opérations de prêts, dont 4 en cours, 2 achevées et 1 annulée. Le montant total des engagements nets d'annulations s'élève à 338,18 millions d'UC, entièrement financés sur des ressources BAD (voir la liste détaillée des prêts en annexe 4). La capacité d'absorption de ressources par le pays s'améliore progressivement du fait d'un environnement économique plus favorable, y compris un niveau plus soutenable de la dette extérieure. En effet, comme le montre le graphique 3, sur la période 1996-1998 l'enveloppe allouée de 140 millions d'UC, a été engagée à hauteur de 15%, contre 40.3% pour le DSP 2003-2005, et 57% des autorisations d'engagements plafonds cumulés ont été effectives en fin 2008 pour le DSPAR 2006-2010.

3.2.1.2 En termes d'instruments de financement, les prêts-projets (au nombre de 6) représentent 77,5% des ressources contre 22,5% pour le prêt d'ajustement structurel. Des ressources complémentaires ont été mobilisées en faveur du Gabon, environ 3,1 millions d'UC, à travers des dons PRI (2), des dons multilatéraux FAD (2), et le fonds spécial de secours d'urgence (1). L'intervention du Guichet secteur privé ne représente que 3% des engagements nets cumulés.

<sup>9</sup> Ces critères d'analyse ont été mis en œuvre par une étude d'OPEV : « Revue des documents de stratégie pays sur la période 2002-2004 » ? Juin 2005 - (ADF/BD/WP/2005/75



3.2.1.3 Comparativement à la période 1974-1996, la répartition sectorielle des opérations en 1996-2008 a évolué, le secteur Transport ayant renforcé sa primauté (65,1% contre 29,4% la période antérieure). Viennent ensuite plus loin le Multisecteur (23,2%), l'Agriculture et développement rural (7%) et le Social (4,4%). Ces deux derniers secteurs ont vu leur poids se réduire significativement (voir tableau x en annexe). Cette configuration reste conforme à l'évolution des priorités dans les DSP. Outre la sélectivité accrue, le poids des transports est dû à l'importance du PR1 qui s'inscrit dans le cadre de l'opérationnalisation du 2<sup>ème</sup> pilier du DSPAR 2006-2010 relatif à l'« Amélioration des Infrastructures ».

### 3.2.2 Performances du portefeuille

#### Performance des projets achevés

3.2.2.1 **La performance globale des projets achevés est peu satisfaisante.** Les dix (10) opérations achevées au cours de la période 1996-2008, relèvent des secteurs Agriculture et développement rural (2), Transport (2), Social (4) et Multisecteur (2).

3.2.2.2 **Pertinence.** En considérant les critères d'évaluation, **la pertinence est jugée satisfaisante** car, dans leurs domaines respectifs, les interventions s'articulent en appui aux programmes de développement ou de réformes du Gouvernement comme le Programme d'aménagement et de réhabilitation routier (PARR, 1991) qui a servi de référence au choix des deux projets achevés relevant du domaine. **En ce qui concerne la qualité à l'entrée des projets, elle a été négativement affectée par des lacunes**, notamment le manque de précision des objectifs, des activités et du cadre de suivi des résultats ainsi que des conditionnalités parfois peu réalistes par rapport aux capacités de l'emprunteur. Ces lacunes sont reflétées au niveau du cadre logique, avec des objectifs, résultats et impacts attendus du projet moins précis et un manque d'indicateurs de résultats intermédiaires. La faible performance d'exécution du PRIVATIS renvoie aussi à des insuffisances au niveau de la préparation. La composante « modernisation de l'environnement des affaires » par exemple, n'avait pas été déclinée en mesures à l'évaluation du projet en 1998. Le calendrier de la matrice des activités s'est révélé inadapté à la lumière de la complexité sociale du programme de privatisation, de la faiblesse des capacités nationales d'exécution, et du risque non cerné de la mise sous sanctions du pays.

**3.2.2.3 Efficacité. Le redimensionnement de PRIVATIS a réduit son efficacité** par rapport à certaines valeurs cibles notamment l'augmentation à 90% de la part du secteur privé dans le PIB et l'amélioration du climat des affaires. Les projets agricoles ont montré leurs limites dans le cadre de l'approche s'appuyant sur l'Etat comme principal acteur. Les résultats n'ont pas été économiquement et financièrement viables à cause des coûts de production élevés. Fondés sur une assistance technique extérieure relativement coûteuse, les projets agricoles n'ont pas aidé les cadres nationaux à prendre la relève, par le biais du renforcement des capacités. Pour le secteur des transports, le projet Franceville-Lastoursville a été réalisé à hauteur de 50% ; et il y a lieu de noter que la régie du FER n'a pas bénéficié d'un soutien conséquent du Gouvernement pour assurer la maintenance des infrastructures routières. Dans l'ensemble, les projets achevés après 1996 dans les transports, l'agriculture et la santé n'ont pas connu de succès. **L'efficacité des projets achevés est donc globalement peu satisfaisante.**

**3.2.2.4 Efficience.** Les coûts de transactions en ce qui concerne les conditions des prêts en nombre important et les procédures lourdes de passation des marchés et de décaissements ainsi que les problèmes de capacité de mise en œuvre auxquels s'ajoutent les conséquences de la longue période des sanctions, à l'origine de retards dans l'obtention des résultats et annulations d'activités, ont conduit à une **efficience jugée peu satisfaisante.**

**3.2.2.5 Développement institutionnel.** Au niveau institutionnel, les projets ont contribué à renforcer ponctuellement les capacités nationales (dans les transports, l'éducation et la santé) et aidé à mettre en place des mécanismes et des circuits de travail relativement mieux maîtrisés (Systèmes intégrés d'information de la chaîne des dépenses publiques, application du nouveau Code des marchés publics, lutte contre l'enrichissement illicite, etc.). La durabilité des résultats s'appuie sur le renforcement des capacités institutionnelles mises en place et l'engagement des autorités à approfondir les réformes comme l'atteste le troisième accord (2007-2010) conclu par le Gouvernement avec le FMI. Mais elle est incertaine compte tenu de la volatilité de la situation économique du pays, un risque qui est accentué en raison de la crise financière internationale actuelle.

#### Performance des projets actifs

**3.2.2.6 Un portefeuille rajeuni, avec néanmoins une persistance des problèmes qui entravent l'exécution des projets.** Conduites à une fréquence régulière depuis 1996, les revues de portefeuille (1996, 1998, 1999, 2001, 2004 et 2007) ont identifié un éventail de problèmes génériques récurrents. Du côté du Gouvernement : la longueur des délais de mise en vigueur des prêts ; la faible appropriation des règles et procédures de la Banque ; la faiblesse des capacités en matière de passation des marchés et de surveillance des travaux ; la faiblesse des capacités du suivi de l'exécution des projets ; les lenteurs dans le processus de règlement des litiges avec les entreprises défaillantes ; la non disponibilité à temps des fonds de contrepartie. Pour ce qui est de la Banque : la nécessité d'alléger les conditions de mise en vigueur des prêts ; l'amélioration de la qualité des rapports d'évaluation au plan de la précision des objectifs, des activités, du calendrier d'exécution et du cadre de suivi ; les longs délais pour accorder la non objection et traiter certains dossiers et la faible délégation de pouvoir à GAFO, qui engendre des lenteurs dans la prise des décisions.

**3.2.2.7 Les différentes revues de portefeuille ont permis à la Banque et au Gouvernement de convenir d'un train de mesures correctives en vue d'assainir le portefeuille.** Il s'agit entre autres de l'annulation des soldes des prêts surdimensionnés, de la fermeture des projets âgés et des actions d'amélioration de la performance du portefeuille telles que : i) le

renforcement du Bureau régional pour lui faire jouer un plus grand rôle dans le suivi de la performance, la mobilisation des fonds de contrepartie et le respect du calendrier de décaissement des ressources ; ii) le renforcement du dialogue avec les autorités sur la gouvernance, les acquisitions de biens et services et les capacités de supervision des travaux ; et iii) le renforcement de l'appropriation des règles et procédures de la Banque par les autorités.

**Tableau 3: Indicateurs de mise en œuvre des projets en cours**

Projet	Secteur	Date d'approbation	Montant net	Taux de décaissement (%)	Temps écoulé			
					approbation-signature (mois)	Approbation-mise en vigueur (mois)	Approbation-premier décaissement (mois)	Age depuis l'approbation (années)
Projet d'appui au secteur de la pêche et de l'aquaculture	Agriculture	27-juil.-05	13,68	3,86	3,1	14	15,9	4,5
Projet d'expansion de SIAT Gabon	Agriculture	12-sept.-07	9,65	100	5,3	5,3	9,7	2,3
Programme routier I	Transport	17-sept.-07	247,20	...	1,3	12,6	.....	2,3
Projet Education III	Social	11-déc.-97	18,76	33,15	1,1	11,8	11,8	12,2
<b>Ensemble portefeuille actif</b>			<b>289,28</b>	<b>7,26</b>	<b>2,4</b>	<b>11,3</b>	<b>12,5</b>	<b>4,7</b>

3.2.2.8 Ces mesures se sont traduites par un rajeunissement du portefeuille dont l'âge moyen a enregistré une baisse de 6,2 ans en 2004 à 4,7 ans en fin 2008, et se rapproche de la moyenne du portefeuille de la Banque (4,2 ans<sup>10</sup>) en 2007. Cette amélioration s'est accompagnée d'une augmentation significative de la taille moyenne par projet de 10,8 millions d'UC en 2001 à 56,23 millions d'UC (contre 34,12 millions pour la Banque mondiale en 2006<sup>11</sup>), grâce au poids du PR1 (221,9 millions UC). Cette orientation vers les grands projets d'investissements cadre avec les besoins actuels du Gabon notamment le soutien à l'opérationnalisation de la stratégie de diversification du DSCR et avec la stratégie de la Banque à moyen terme 2008-2012.

3.2.2.9 **Toutefois, les problèmes génériques qui affectent le portefeuille persistent dans une large mesure.** Le taux de projets à risques, 40% en novembre 2007 reste élevé (21% pour la Banque mondiale en 2006). **Les projets Education III et Appui au secteur de la pêche et de l'aquaculture (PSPA) faisaient l'objet de suspension de décaissement pour mauvaise gestion financière en janvier 2009<sup>12</sup>.** L'audit interne des projets réalisé par la Banque en novembre 2008 a mis en exergue des faiblesses de capacités en matière de maîtrise des règles et procédures de la Banque ainsi que dans la gestion financière des projets. S'agissant de la mise en vigueur des prêts (cf. tableau 3), le délai moyen est de 11,3 mois pour le portefeuille actif (contre 6 mois requis par la Banque). Le faible taux de décaissement qui était de 7,8% à la même date s'explique par l'importance du PR1 dans le portefeuille actif, dont les conditions de premier décaissement n'étaient pas encore remplies, malgré un dialogue soutenu et le suivi rapproché de la Banque.

<sup>10</sup> BAD, RAPP, 2007

<sup>11</sup> Source : BAD, Rapport de revue de portefeuille, 2007

<sup>12</sup> Rapport préliminaire d'audit interne N° PR/2008/21 sur la gestion des projets financés par la Banque au Gabon, janvier 2009.

3.2.2.10 Le **PRI**, a été approuvé le 17 septembre 2007 et mis en vigueur le 30 septembre 2008 (12 mois après). Une seule des trois conditions préalables au premier décaissement était satisfaite en février 2009. Néanmoins le processus d'acquisition de l'ensemble des composantes a été entrepris à 95% et les contrats paraphés en février 2009. Les activités d'assistance technique, de contrôle et de surveillance des travaux, d'audit ont démarré depuis mars 2009. Afin de débloquent le lancement des travaux qui était lié à la réalisation des conditions préalables au premier décaissement, ces conditions ont dû être amendées par la Banque en mai 2009 pour ce qui concerne la disponibilité de la contrepartie nationale et l'indemnisation des personnes devant être expropriées. En effet le Gouvernement s'est engagé vis-à-vis du FMI à loger tous les fonds de contrepartie (y compris pour les projets financés par la BAD) auprès de l'Agence Comptable Centrale des Dépôts du Trésor Public. Beaucoup de temps a été perdu pour la satisfaction des conditions et les services de la Banque ont fait le constat a posteriori de la complexité des conditions apparemment simples et standards. Comme l'indique la revue à mi-parcours du DSPAR 2006-2010 en décembre 2008, les longs délais de mise en vigueur des prêts demeurent un problème générique qui réduit la performance du portefeuille. Cette contrainte nécessite aussi un réel effort dans l'amélioration de la qualité à l'entrée. Le lancement officiel des travaux routiers a eu lieu les 4 et 7 août 2009, après le paiement des avances de démarrage en juillet soit 20% du montant du projet. La mise en place d'un organe d'exécution a permis de compenser la carence en ressources humaines dans l'administration. A fin 2009, la situation était la suivante : démarrage effectif des travaux sur le terrain, mobilisation de l'assistance technique, démarrage des procédures d'expropriation et d'indemnisation depuis septembre 2009.

3.2.2.11 Enfin, il importe de relever la prise en compte des enseignements tirés de l'autoévaluation par les revues de portefeuille, suite à la longue période des sanctions, notamment l'allègement du programme de prêt en fonction de la capacité fluctuante d'absorption du pays et la nécessité d'une meilleure prise en charge du problème d'endettement du pays, et l'orientation des DSP vers un soutien plus important au processus de diversification de l'économie et aux réformes afin de réduire la dépendance du Gabon vis-à-vis du secteur pétrolier et créer les conditions favorables à une coopération durable entre la Banque et le Gabon.

### **3.3 Mise en œuvre de la stratégie de la Banque : Activités non financières**

Ces activités comprennent l'assistance technique non financée par des prêts ou crédits, les études économiques et sectorielles (EES), le dialogue de politique et la coordination de l'aide. *La performance de la Banque en matière d'activités non financières est globalement satisfaisante.*

#### **3.3.1 Assistance technique**

3.3.1.1 En appui aux efforts de bonne gouvernance du Gouvernement, la Banque a mobilisé des ressources sous forme de dons du Fonds d'assistance aux PRI pour financer les projets Appui au PNBG et Renforcement institutionnel de la DGMP. Ces projets ont pour but d'aider le pays à adopter des politiques et normes en matière de bonne gouvernance y compris le changement des pratiques en matière de passation des marchés publics. L'action de la Banque couvre l'assistance technique, l'organisation de séminaires et ateliers participatifs, l'appui institutionnel au Secrétariat exécutif du PNBG, à la DGMP et aux secteurs prioritaires (Santé, Education, Travaux publics) ; l'élaboration des textes d'application du code, du manuel de procédures des marchés publics ; des activités de formation des acteurs publics et privés ; etc.

3.3.1.2. Ces projets sont en synergie avec le PAS III dont ils ont parachevé quelques-unes des actions restantes. Ils sont en conformité avec la stratégie de la Banque qui met l'accent sur le renforcement des capacités des parties prenantes à son programme d'aide pour une meilleure appropriation et efficacité de l'aide. L'appui au PNBG a abouti à la préparation et à l'adoption du PNBG en 2008 ainsi que du plan d'action y afférent.

### 3.3.2 Etudes économiques et sectorielles

3.3.2.1 Sept études ont été réalisées grâce à des financements variés : Fonds fiduciaires PRI, Fonds fiduciaires wallons, budget de fonctionnement de la Banque et ressources des projets. Il s'agit de : l'étude complémentaire d'amélioration de la qualité de l'éducation (1990-1998) ; l'étude de faisabilité de l'élevage dans les provinces du Nord (1992-1998) ; le Profil de gouvernance-pays (2005) ; l'étude stratégique du secteur de l'éducation (2005) ; l'étude stratégique du secteur de la santé (2005) ; l'étude sur la diversification des sources de la croissance (2007).

3.3.2.2 Les études de pré-investissement dans les domaines de l'éducation et de l'élevage ont accusé des retards (8 ans et 5ans) en raison de problèmes génériques de mise en vigueur (18 mois pour l'élevage) et de maîtrise des règles et procédures de la Banque en matière de recrutement de consultants (18 mois également pour l'élevage). Elles n'ont pas été efficaces pour positionner la Banque. Tout comme l'étude de pré-faisabilité du port de Mayumba qui n'a pas été suivie d'effets. Les éléments qui précèdent montrent que la performance de ces trois études est peu satisfaisante.

3.3.2.3 Les 4 autres études ont eu une performance satisfaisante en fournissant en temps opportun des réponses appropriées aux attentes du pays notamment leurs apports dans la définition des stratégies, programmes et plans d'action. Ainsi les conclusions des études stratégiques de l'éducation et la santé ont servi à définir les stratégies sectorielles concernées dans le DSCR. Les ministères s'en sont servis pour orienter leur agenda, à travers des outils comme le Plan de développement sanitaire (2006-2010) ou le Plan stratégique (2008-2009) du ministère en charge de l'enseignement technique et professionnel. Le Profil de gouvernance-pays a servi au cadrage du PNBG adopté en 2008 par le Gouvernement. En dépit des lenteurs de mise en œuvre, l'appropriation du Programme par les autorités et la population ainsi que le cadre de dialogue qu'il offre, concourent à la pérennisation des résultats.

3.3.2.4 L'étude sur la diversification a mis l'accent sur l'avantage comparatif du Gabon au niveau sous-régional, notamment pour développer certaines filières, dont la transformation du bois, la pêche industrielle ainsi que les dérivés du pétrole. Le Gouvernement s'est approprié les résultats et les travaux des commissions mises en place, à cet effet, serviront à l'élaboration d'un programme cohérent d'action chiffré dans le cadre de l'opérationnalisation du DSCR. La Banque a révisé sa stratégie pour prendre en compte les priorités du Gouvernement en matière de diversification économique. Ceci se matérialise, lors de la revue à mi-parcours du DSPAR, par un positionnement dans les sous-secteurs de l'assainissement et énergie. **En fournissant en temps opportun des apports appréciables à la définition des stratégies, programmes et plans d'action, la contribution de la Banque en matière d'études économiques et sectorielles a été satisfaisante.**

### 3.3.3 Dialogue de politique

3.3.3.1 La Banque a participé au dialogue de politique axé sur les priorités de développement du Gabon au cours des cycles de programmation des DSP. Ce dialogue a été mené par des

canaux divers dont les missions de dialogue, préparation et revue des DSP, les revues de portefeuille, la préparation et le suivi des projets, les travaux analytiques et le mécanisme de concertation générale et des groupes thématiques des PTF du Gabon. Le dialogue sur les priorités de développement du Gabon a permis de préciser le contenu des DSP et des programmes de réformes, notamment la viabilité du cadre macroéconomique, la soutenabilité de la dette, la bonne gouvernance, la diversification de l'économie, la promotion du secteur privé, l'amélioration des infrastructures.

3.3.3.2 Le processus de dialogue participatif, mené à travers le Projet d'appui à l'élaboration du PNBG, a suscité une prise de conscience de l'importance de la gouvernance et aidé à la prise de décisions dans le sens de l'approfondissement des réformes. Ainsi le dialogue a abouti, après une période relativement longue de plus de trois ans, à l'adoption du PNBG par le Gouvernement en 2008. L'engagement des autorités s'est traduit par un Plan d'action dans chaque secteur, la mise en place de points focaux au sein des ministères en guise de relais et suivi-évaluation, une évolution du discours politique, une « feuille de route » gouvernementale, l'adhésion à l'initiative ITIE, la lutte contre l'enrichissement illicite, l'application du nouveau Code des marchés publics en vue de renforcer l'efficacité de la dépense publique, etc.

3.3.3.3 Au travers de ses travaux analytiques précédemment mentionnés, la Banque a contribué avec les autres partenaires au dialogue de politiques en particulier dans la définition des orientations en matière de diversification de l'économie. Elle s'est engagée, dans le cadre de la revue à mi-parcours DSPAR 2006-10 en juin 2008, à accompagner le Gouvernement dans ce processus. Le dialogue mené à cet effet avec les autorités, a permis de concentrer la stratégie sur les opérations qui contribueront à la diversification des sources de croissance de l'économie à travers les deux piliers existants à savoir le renforcement de la gouvernance et l'amélioration des infrastructures. La contribution de la Banque au dialogue a été facilitée par l'ouverture depuis 2000 du Bureau régional GAFO.

3.3.3.4 Des efforts et progrès ont été réalisés, cependant le dialogue nécessite d'être renforcé sur les voies et moyens de mieux accompagner les programmes de gouvernance et renforcement des capacités, fournir une assistance en matière de diversification de l'économie, et promouvoir le développement du secteur privé au Gabon. **La contribution de la Banque au dialogue de politiques, rehaussée par le Bureau régional de la Banque, a été dans l'ensemble satisfaisante.**

### **3.3.4 Harmonisation et coordination de l'aide**

3.3.4.1 **Depuis 2004, la coordination de l'aide est structurée et fonctionne par le mécanisme de coordination générale du Gouvernement et à travers sept (7) groupes thématiques et sectoriels auxquels participent les PTF.** La Banque est membre actif de 5 groupes et coordonne 3 autres : gouvernance, infrastructures, et efficacité de l'aide. Les réunions mensuelles des partenaires techniques et les réunions trimestrielles des groupes thématiques sont des cadres de dialogue au sein desquels les partenaires échangent des informations, renforcent la concertation avec le Gouvernement et harmonisent leurs interventions. Le tableau en annexe 910 précise le rôle et l'apport de chaque PTF par domaine.

3.3.4.2 Le cadre de coordination général a précisé ses objectifs notamment le progrès vers l'harmonisation et l'alignement des processus et systèmes nationaux ainsi que le renforcement des efforts du Gouvernement pour coordonner l'aide. La mise sur pied de groupes

thématiques et de travail sur la base des priorités nationales et œuvrant en étroite collaboration avec le Gouvernement permet ainsi à développer une synergie entre les différentes interventions. La Banque a contribué au progrès vers l'atteinte de ces objectifs en participant activement aux travaux du mécanisme de coordination générale et des groupes thématiques et sectoriels, en alignant ses interventions sur les programmes du Gouvernement, comme les autres PTF, en appuyant les réformes structurelles et en renforçant les capacités au niveau finances publiques, marchés publics et de la bonne gouvernance.

3.3.4.3 Ainsi, **la Banque a contribué au renforcement des capacités d'appropriation de l'aide par le pays en appuyant les processus DSCR, CDMT et PNBG** qui ont permis au Gouvernement de se doter d'outils définissant des priorités et stratégies opérationnelles sur lesquelles les PTF alignent leurs interventions. La Banque contribue également à l'amélioration de l'alignement de l'aide à travers son appui à la fiabilité des systèmes nationaux. A la différence de certains bailleurs comme l'AFD, elle ne se conforme pas encore à l'utilisation du système national pour la passation des marchés. En matière de partenariat et d'harmonisation, la Banque a cofinancé, sous la coordination du Gouvernement, plusieurs projets et programmes avec les PTF : le PAS III, PRIVATIS, projet TIPPEE<sup>13</sup>, PSFE et PARR.

3.3.4.4 L'implication active de la Banque dans le processus des réformes lui a permis de renforcer sa coopération avec les institutions de Brettons Wood et l'UE, chaque partenaire intervenant dans son domaine de compétence et en synergie avec les autres. Ainsi, la Banque a été associée aux différentes missions de revues trimestrielles du FMI et a eu accès à toute la documentation. Elle a cofinancé avec la Banque mondiale et l'UE, la revue des dépenses publiques dans les secteurs éducation, santé, infrastructures, forêt et environnement dont les résultats ont servi au dialogue mené par le FMI sur les CDMT. Les conclusions issues de ladite revue ont contribué à enrichir la matrice des recommandations de l'accord triennal (2007-2009) avec le FMI.

3.3.4.5 Dans son secteur de concentration (les Infrastructures), l'action de la Banque est également en synergie avec la Banque mondiale, l'UE, l'AFD et la BID. Cette complémentarité est assurée par une coordination permanente au sein du groupe thématique infrastructures où la Banque est active et joue le rôle de chef de file dans les transports. Le dialogue avec le Gouvernement a permis la mise en place progressive d'une programmation pluriannuelle « SWAP<sup>14</sup> » dans une optique de cohérence et de coordination de tous les acteurs du secteur. La valeur ajoutée de la Banque est son expertise à travers une forte implication au niveau sous régional dans les projets routiers du NEPAD, l'appui institutionnel au Ministère chargé des travaux publics et sa responsabilité dans la création du Fonds d'entretien routier (FER en 1998) afin de pérenniser la maintenance des investissements routiers.

3.3.4.6 En dépit de ces efforts, le mécanisme souffre d'un insuffisant pilotage de l'action des partenaires par les autorités nationales en vue de mieux l'orienter sur les priorités nationales. En effet, les concepts d'appropriation, d'harmonisation, d'alignement et d'efficacité de l'aide ne semblent pas être suffisamment internalisés au niveau national, malgré le fait que le Gabon se soit engagé formellement à appliquer la Déclaration de Paris. Toutefois, les signes d'un changement de perspective apparaissent. En effet, en étroite coordination avec les PTF, le Gabon a : (i) réalisé l'enquête 2007 relative au suivi de la Déclaration de Paris, (ii) préparé

<sup>13</sup> Travaux d'intérêt public pour la promotion de l'entrepreneuriat et de l'emploi.

<sup>14</sup> Sector Wide Approach

son rapport-pays 2007 sur le suivi de ladite Déclaration ; et (iii) pris part aux travaux d'Accra en septembre 2008. *La contribution de la Banque à l'alignement, l'harmonisation et la coordination de l'aide est satisfaisante.*

#### **IV. EVALUATION DES RESULTATS DE L'ASSISTANCE DE LA BANQUE**

Les résultats de l'assistance de la Banque sont évalués sur l'ensemble de la période 1996-2008 par rapport aux objectifs de développement du Gabon appuyés par la Banque dans le cadre des 3 DSP, à savoir : amélioration de la gouvernance ; diversification de l'économie ; renforcement des infrastructures ; et développement du capital humain.

##### **4.1 Consolidation du cadre macro-économique et amélioration de la gouvernance**

4.1.1 L'assistance de la Banque au renforcement de la gouvernance avait comme objectifs la stabilisation des équilibres macro-économiques et financiers, le renforcement de la transparence et de la bonne gouvernance, et l'accélération des réformes structurelles visant à créer les bases d'une croissance forte et soutenue à même de réduire la pauvreté. La Banque a contribué à la réalisation des objectifs visés en soutenant, avec d'autres partenaires, les efforts d'ajustement et de réformes du Gabon par le biais du PRIVATIS (1998-2007) et PAS III (2004-2006). Parallèlement, elle a mobilisé, au profit du Gabon, des dons en appui au renforcement des capacités institutionnelles de la DGMP et au processus d'élaboration du PNBG.

4.1.2 Bien que ne disposant pas d'un programme national servant de cadre de cohérence en la matière, la bonne gouvernance a été une composante centrale des programmes de réformes 2004-2005 et un des axes stratégiques du DSRP intérimaire du Gouvernement. La cohérence des deux stratégies de la Banque et du Gabon est illustrée par la convergence des axes prioritaires de leurs programmes respectifs articulés autour des volets suivants : (i) assainissement de la chaîne des dépenses publiques ; (ii) amélioration du cadre institutionnel des marchés publics ; (iii) renforcement du contrôle et de la gestion des ressources publiques ; (iv) promotion de la bonne gouvernance et lutte contre la corruption ; (v) appui aux réformes administratives ; (v) et appui aux processus DSCR et PNBG.

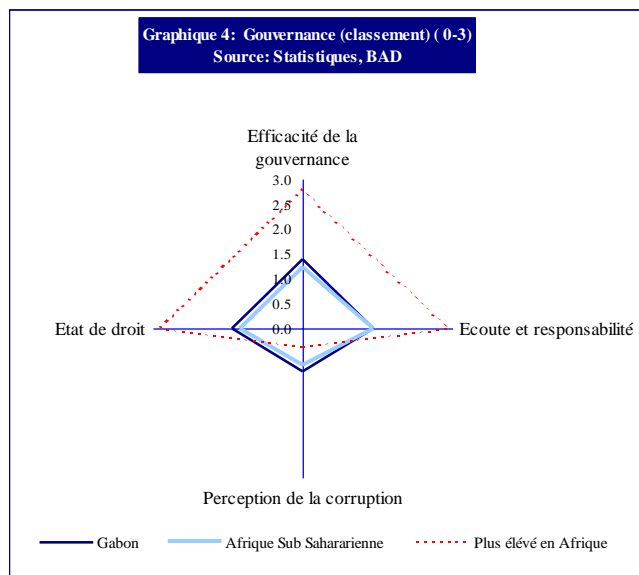
4.1.3 **En matière de transparence**, l'action de la Banque a porté sur l'assainissement de la chaîne des dépenses publiques, le renforcement du contrôle de la gestion des ressources publiques et l'amélioration du cadre institutionnel de passation des marchés publics. A cet effet, la Banque a aidé à mettre en place un système d'information intégré (SII) de la chaîne des dépenses publiques couvrant toute l'administration, qui permet de suivre tous les stades d'exécution de la dépense (engagement, contrôle, ordonnancement et paiement). Le système permet également un suivi en temps réel, par les départements ministériels, de l'exécution de leur budget. Sous l'impulsion du dialogue mené par la Banque et les autres partenaires, le Gouvernement a renforcé les capacités opérationnelles des institutions de contrôle<sup>15</sup> notamment le redéploiement de moyens humains et la création d'unités décentralisées de contrôle au niveau d'autres ministères, l'augmentation du budget de la Cours des comptes et l'élargissement de son champ d'action. Ainsi, le contrôle de la gestion des ressources publiques s'opère progressivement pour assurer l'effectivité et l'efficacité de la dépense.

4.1.4 S'agissant des marchés publics, le Gouvernement a adopté en 2002 un cadre règlementaire avec un nouveau Code dont les dispositions sont globalement en conformité

<sup>15</sup> L'Unité du « Service Fait » de la Direction générale du contrôle financier et de la Cour des Comptes

avec les bonnes pratiques internationales. L'assistance de la Banque a appuyé la mise en œuvre du plan d'actions de renforcement des capacités institutionnelles visant à mieux clarifier les responsabilités, éviter les conflits d'intérêts, accroître l'efficacité de la chaîne de passation des marchés publics. Les réalisations ont porté sur l'élaboration et l'adoption des textes d'application du nouveau Code des Marchés publics et d'un manuel de procédures de contrôle de passation de marchés ainsi que le renforcement des capacités de la DGMP à mieux assurer son rôle. Le nouveau Code qui privilégie le recours à la concurrence et régleme les ententes directes est mis en vigueur par la DGMP et les résultats évoluent dans le sens souhaité, notamment une réduction considérable des contrats de gré à gré.

4.1.5 L'assistance de Banque a appuyé les efforts du Gouvernement visant à ancrer la bonne gouvernance dans les politiques publiques. Pour ce faire, elle a contribué à mettre en place des mesures et une Commission nationale de lutte contre l'enrichissement illicite qui a un effet dissuasif de par ses actions. Le soutien au programme d'action de la réforme administrative a permis (i) la fusion des fichiers de la solde et Fonction publique et (ii) l'adoption des lois portant statut général de la Fonction publique et code de déontologie de la Fonction publique. Ces mesures qui visent une administration plus efficace, attendent d'être opérationnalisées par des textes d'application. La Banque a soutenu le processus participatif d'élaboration du PNBG qui a abouti au dit Programme assorti de plans sectoriels de mise en œuvre, adopté par le Gouvernement en 2008. L'ancrage du PNBG à la Primature et la création de points focaux au sein des départements ministériels témoignent de l'engagement des autorités. Le processus participatif a favorisé également une plus large appropriation du Programme par les populations au niveau national.



4.1.6 La mise en œuvre réussie du PAS III ainsi que l'appropriation du PNBG par le Gouvernement et les populations, ont contribué à améliorer le processus budgétaire, entamer la restauration de la transparence dans la gestion des ressources publiques et rompre avec la culture de l'impunité. En effet, la gouvernance financière se caractérise par un plus grand respect des règles et procédures budgétaires ainsi que des mécanismes plus efficaces d'élaboration, de prévisions, d'exécution et de suivi du budget général de l'Etat en particulier la fusion des budgets d'investissement et de fonctionnement ; l'instauration des CDMT ; une plus grande fluidité dans l'exécution budgétaire ; la réduction des délais de paiement au Trésor de 90 à 30 jours en 2008 ; la publication de rapports trimestriels et annuels relatifs à l'exécution du budget, etc. Le cadre institutionnel de passation des marchés s'est amélioré grâce à une plus grande transparence dans le processus y compris la publication d'une liste « noire » des entreprises défaillantes. Le taux de marchés de gré à gré en conséquence est passé de 100% en 2004 à 60% en 2007 et 29% en 2008.

4.1.7 **Les efforts de transparence se sont traduits par l'adhésion du Gabon à l'ITIE et la publication de 3 rapports sur les revenus miniers** en 2004, 2005 et 2008. Une « Feuille de route » guide également l'action du Gouvernement dans la recherche d'une plus grande efficacité basée sur les résultats. Concernant l'impunité, parmi les mesures contre

l'enrichissement illicite, l'astreinte, de tout dépositaire de l'autorité de l'Etat à l'obligation de déclaration de fortune sous peine de démission de sa charge, est un instrument assez efficace de prévention contre ce phénomène. Environ 950 personnes se sont déjà conformées à cette réglementation sur une population cible de 3000. Toutefois, l'efficacité de ces mesures devrait être renforcée par davantage d'actions plus visibles de sensibilisation, une volonté politique sans relâche et la sécurisation des membres de la commission nationale.

4.1.8 Comme le confirme le graphique 4 précédent, l'analyse comparative des indicateurs relatifs au Gabon indique sa faible performance en matière de gouvernance, comparativement à la moyenne en Afrique subsaharienne surtout au niveau de l'efficacité de la gouvernance et la perception de la corruption. A l'exemple de la réforme administrative, des lenteurs dans le processus de prise de décisions freinent encore le rythme des réformes. **En somme, le Gabon a entamé l'instauration de la bonne gouvernance dans les pratiques politiques, économiques et financière, particulièrement dans la gestion des ressources pétrolières. Toutefois, l'assistance de la Banque dans le domaine de la gouvernance et de la transparence devrait être renforcée davantage.**

4.1.9 **Croissance et consolidation du cadre macroéconomique.** Les réformes soutenues par la Banque et d'autres partenaires au développement ont permis de restaurer la viabilité du cadre macro-économique et donner une impulsion à la croissance. L'impact des réformes sur la structure de l'économie s'est traduit par des taux de croissance robustes. En effet, au cours de la période, le taux de croissance du PIB réel s'est établi en moyenne à 2,6% avec un pic de 5,6% en 2007 et s'est maintenu à 5,5% en 2008. Cette moyenne est supérieure au taux de progression démographique de 1,5% en 2007. En 2008, le secteur pétrolier a contribué à 50,3 pour cent du PIB, contre 55 % du PIB en 2004. Le solde primaire des finances publiques (base engagements) était d'environ 12,2% du PIB en 2005 contre des prévisions du PAS III de 7,5%. Il est passé à 10,8% en 2007 et 0,8% en 2008. L'inflation était de 0,7% en moyenne sur la période 2001-2005 satisfaisant à l'atteinte de la valeur cible d'un taux inférieur à 2%. Elle est passée à 5,0 en 2007 et 5,4% en 2008 du fait de l'augmentation des prix à la consommation, particulièrement l'ajustement des prix du carburant à la pompe. Ce qui laisse le Gabon en retrait par rapport aux critères de convergence de la CEMAC dans ce domaine.

4.1.10 **Réduction de l'endettement soutenue par la rente pétrolière.** La tendance du taux d'endettement du Gabon (stock de la dette publique en pourcentage du PIB) est à la baisse sur la période 2002-2008. En effet, le taux est passé de 69,1% du PIB en 2002 à 15,2% du PIB en 2008, bien en deçà des 70% du PIB fixé par les critères de convergence de la CEMAC. En 2007, le Gouvernement a poursuivi son effort de désendettement qui s'est traduit par le rachat anticipé de la dette envers les créanciers du Club de Paris, avec une décote d'environ de 15% (20% pour la France). Pour opérer sur les marchés financiers internationaux, le Gabon s'est soumis à la notation des agences de cotation dont deux lui ont attribué la note BB- pour le long terme et B pour le court terme. L'étude de juillet-août 2008 sur la soutenabilité de la dette, indique qu'elle reste viable à court, moyen et long terme avec un taux se situant en moyenne à 15% du PIB sur les 15 années à venir.

4.1.11 Au vu de ce qui précède, les résultats de l'assistance de la Banque en matière de **consolidation du cadre macro-économique et d'amélioration de la gouvernance**, sont dans l'ensemble *satisfaisants, même si des efforts additionnels sont à faire..*

## 4.2 Diversification de l'économie

4.2.1 L'axe relatif à la diversification de l'économie inclut le développement rural et l'environnement, l'industrie et le soutien direct au secteur privé. La stratégie d'intervention de la Banque est venue en appui aux efforts du Gouvernement visant à diversifier l'économie en mettant en valeur les potentialités du secteur non pétrolier. Elle avait comme objectifs : (i) soutenir les réformes structurelles pour créer une économie compétitive et promouvoir le secteur privé ; et (ii) appuyer l'élargissement de la base productive. La contribution de la Banque a été délivrée en amont sous forme d'appui aux réformes (PRIVATIS et PAS III), de soutien direct au promoteur privé SIAT<sup>16</sup> Gabon, d'appui au sous-secteur halieutique à travers le projet d'appui au secteur des pêches et de l'aquaculture (PSPA) ; et une étude sur la diversification des sources de croissance de l'économie.

### Compétitivité de l'économie et promotion du secteur privé

4.2.2 *Le résultat de l'assistance de la Banque dans le soutien au secteur privé est jugé peu satisfaisant.* Cela résulte en partie du redimensionnement de PRIVATIS, qui n'a pas permis de concrétiser toutes les actions envisagées lors de la formulation du projet. Les actions envisagées pour atteindre l'objectif visé sont ci-après : i) le désengagement de l'Etat des secteurs productifs ; (ii) la création d'un cadre institutionnel légal et réglementaire favorable au développement du secteur privé ; et (iii) un soutien direct au secteur privé. Les résultats intermédiaires attendus étaient multiples et variés : 40 entreprises restructurées et/ou privatisées ; cession des parts minoritaires de l'Etat dans 121 entreprises ; mise en place des lois et règlements dès 1998 ; amélioration du cadre réglementaire, juridique et institutionnel ; textes de l'OHADA vulgarisés ; Agence multisectorielle de régulation créée ; Cadre de développement du marché des capitaux et mobilisation de l'épargne créé ; une Agence de promotion des investissements privés et un guichet unique créés ; la Charte des investissements adoptée, les audits sociaux réalisés ; le personnel déflaté des établissements privatisés est encadré et reconverti, etc.

4.2.3 En ce qui concerne le désengagement de l'Etat des secteurs productifs, **les résultats des privatisations sont mitigés.** La contribution de la Banque au financement du PRIVATIS a été la plus importante : 47% du contre 32% pour la Banque mondiale et 21% pour le Gouvernement. Mais son exécution a souffert des tensions sociales consécutives aux licenciements dans les entreprises privatisées. Suite à son redimensionnement, la moitié des actions prévues n'ont pas été réalisées y compris la participation des nationaux à la privatisation et la mise en œuvre du volet dimension sociale de la privatisation. Puis les réformes identifiées par le projet et qui avaient connu un retard de mise en œuvre, ont été reprises comme partie intégrante du PAS III. Les réalisations portent sur l'amélioration du climat des affaires<sup>17</sup> et le renforcement des capacités du Comité de Privatisation dont la formation d'une dizaine de cadres en matière de suivi des concessions dans la régulation des secteurs transport, énergie, poste et télécommunications. Concernant le désengagement de l'Etat des secteurs productifs, parmi les 40 entreprises ciblées, 15 ont été privatisées, 11 liquidées, 5 sont en cours de privatisation ou restructuration, et 9 retirées du programme. Les travailleurs déflatés n'ont bénéficié que de leurs primes de licenciement. Faute d'appuis financiers, de conseils et d'esprit entrepreneurial, ils n'ont pu se reconverter contrairement à ce qui était prévu. Les coûts de cession des sociétés privatisées ont été bas, en raison du nombre peu élevé des candidats à la reprise. Les résultats des privatisations sont donc mitigés.

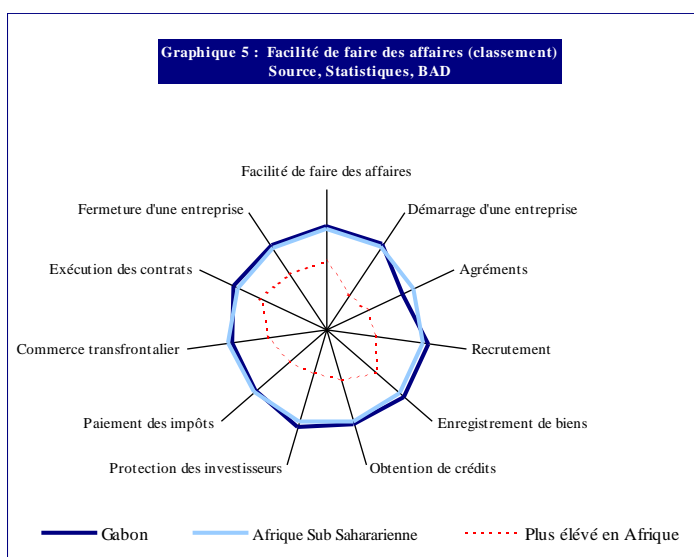
<sup>16</sup> Société d'investissement pour l'agriculture tropicale

<sup>17</sup> Cf. 4.2.1.7

4.2.4 Dans le cadre du soutien direct au secteur privé, SIAT Gabon peut être considéré comme un exemple de privatisation réussie. La reprise des activités de Hévégab<sup>18</sup> et d'Agrogabon<sup>19</sup> par SIAT-Gabon figure parmi les privatisations réussies. Spécialisée dans l'agro-industrie, SIAT est l'une des principales sociétés à l'échelle mondiale dans les filières du palmier à huile et de l'hévéa. Elle est l'unique société industrielle de palmier à huile et d'hévéa du Gabon. La Banque a contribué à ce succès en accordant un prêt direct de 10 millions d'Euros en appui à son programme d'expansion agricole au Gabon. La collaboration de la Banque avec le Groupe SIAT a démarré au Ghana en décembre 2002, avec l'approbation d'un prêt de 7,14 millions d'euros à la société d'huile à GOPDC<sup>20</sup> (filiale de SIAT au Ghana). Cette assistance est un exemple de consolidation de la collaboration entre un groupe privé et la Banque. La bonne gouvernance affichée par le promoteur en fait un exemple de bonne pratique qui pourrait être dupliquée ailleurs dans les interventions de la Banque de même nature.

4.2.5 D'autres initiatives en faveur du secteur privé gabonais sont à l'actif de la Banque notamment une mission de promotion des instruments financiers et prospection, et le financement de l'étude de préféabilité du port de Mayumba. Mais elles n'ont pas abouti à des projets en raison des procédures jugées longues et relativement contraignantes au plan des conditions d'accessibilité aux prêts et du risque de change. Cependant il existe des opportunités pour le financement du secteur privé au Gabon notamment à travers le partenariat public privé dans l'industrie (transformation du bois, dérivés du pétrole), l'énergie, le tourisme, les TIC<sup>21</sup>, les infrastructures, etc. Toutefois, outre les contraintes liées à l'environnement peu favorable aux affaires, les services fournis par la Banque en appui au secteur privé sont encore insuffisants. Le département du secteur privé de la Banque (OPSM) contribue peu au développement d'une stratégie spécifique au secteur privé Gabonais dans le cadre du DSP. A cet égard, l'assistance au secteur privé souffre du manque de réflexion continue et d'initiatives innovantes au sein de l'équipe-pays pour amorcer le dynamisme. En dépit des efforts de promotion, les opportunités du Guichet privé sont encore peu connues des opérateurs privés et de l'administration gabonaise. La base de connaissances sur la situation, les besoins et les potentialités du secteur privé au Gabon est à renforcer en vue d'un programme d'interventions concrètes, en synergie avec les actions d'autres bailleurs engagés dans ce domaine comme la Banque mondiale.

4.2.6 En 1998, le Gouvernement a adopté une Charte des investissements en tant que cadre général de l'ensemble des dispositions destinées à améliorer l'environnement institutionnel, fiscal et financier des entreprises. Il a parachevé également le processus d'harmonisation de la législation nationale avec les actes uniformes de l'OHADA afin de créer un espace juridique et judiciaire commun au



18 Société gabonaise de développement de l'hévéaculture

19 Société agro-industrielle du Gabon

20 Ghana Oil Palm Development Company

21 Technologie de l'information et de la communication

niveau sous-régional. Dans ce cadre, la Banque a apporté son assistance pour le tirage et une large diffusion de 12 000 exemplaires relatifs à chacun de ces textes ainsi que la réalisation d'un audit opérationnel de la justice. Elle a également aidé au renforcement des capacités institutionnelles en particulier la formation et l'amélioration des conditions de travail des magistrats ainsi que la tenue des Etats généraux de la Justice et la mise en place du Centre d'arbitrage des litiges (dont la matérialisation est encore attendue). En outre, la Banque a apporté son soutien à la création de l'Agence de promotion des investissements privés (APIP) et la Direction générale de la consommation et concurrence afin d'aider le Gouvernement à promouvoir la création d'entreprises, à assurer l'encadrement des opérateurs privés et à favoriser la libre concurrence. Enfin en accompagnement au désengagement de l'Etat une étude actuarielle de la *Caisse nationale de sécurité sociale* (CNSS), des audits sociaux et une stratégie de reconversion du personnel licencié dans le cadre des privatisations, ont été réalisés.

**4.2.7 Des progrès ont été enregistrés dans le dispositif mis en place pour promouvoir le développement du secteur privé. Mais de façon générale, le processus de réformes n'a pas encore produit l'effet escompté.** Dans l'immédiat, l'APIP s'est focalisée sur l'amélioration du guichet unique pour réduire les délais de création d'une nouvelle entreprise à 7 jours. Mais les faibles indicateurs du Gabon sur le plan du climat des affaires indiquent la limite des résultats. La performance attendue du Gabon, concernant la facilité de faire des affaires, est encore en deçà de la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne à bien des égards (cf. graphique 7) : le délai moyen d'importation est de 35 jours contre 16 à Maurice ; l'indice de protection de l'investisseur (échelle de 0 à 10) est de 3,3 points contre 8 en Afrique du Sud ; le coût des licenciements est de 43 semaines de salaires contre 20 au Botswana, et 7 au Nigeria. Le taux de taxation du bénéfice est de 44,2% contre 21,7% à Maurice et 17, 2% au Botswana<sup>22</sup>. Des réformes plus approfondies en direction du secteur privé sont nécessaires notamment l'allègement des procédures, la sécurisation des investissements privés, la transparence des affaires publiques, une fiscalité plus attractive, la clarification et l'ouverture des règles d'accès au foncier (vente ou concession), la mise en place d'institutions d'intermédiation financière, etc. Les résultats dans l'amélioration du climat des affaires restent en deçà des attentes.

### **Diversification de la base productive de l'économie**

**4.2.8** Les principales sources de cette croissance du secteur non pétrolier ont été essentiellement le bois et le manganèse qui sont des produits de rentes. La part de l'agriculture dans le PIB tend à baisser. Evaluée à 4.1 pour cent en 2001, elle ne représentait plus que 3.2 pour cent en 2008. Le développement du secteur pétrolier a favorisé le dépeuplement des zones rurales et, l'abandon de l'agriculture. La régression de l'agriculture a eu pour conséquence d'augmenter la dépendance du pays de l'extérieur pour son approvisionnement en produits alimentaires. L'assistance de la Banque dans ce secteur a soutenu les actions de développement rural du Gouvernement visant la promotion des cultures d'exportation ainsi que la réalisation de l'autosuffisance alimentaire. Son but était de promouvoir les activités agricoles à fortes potentialités telles que l'agriculture vivrière, la pêche et l'élevage. Elle appuie à cet effet la pêche et de l'aquaculture (PSPA). Les projets d'élevage et hévéicole (phase II), achevés durant la période en revue ont également soutenu la politique de promotion de l'agriculture de rente (hévée, palmier à huile) et l'agro-industrie (caoutchouc, élevage de ranch, etc.) du Gouvernement.

---

<sup>22</sup> Source : Statistiques de la BAD, 2008

4.2.9 Les projets d'élevage et d'hévéicole gérés par des sociétés étatiques avaient contribué à asseoir un appareil de production permanent grâce à la construction de bâtiments d'habitats modernes, la réalisation d'infrastructures de desserte, sanitaires et scolaires, l'importation d'animaux reproducteurs, l'exploitation de ranches, les plantations industrielles et villageoises d'hévéa, l'implantation d'une usine, un réseau routier, etc. Dans les ranches de la Nyanga et de Lékabi (mis en place avec l'appui de la Banque) gérés par la société d'état SOGADEL, l'espèce bovine Ndama a pu être adaptée aux conditions du Gabon et les effectifs ont atteint 38 000 têtes contre un objectif de 45 000 têtes en 1998. La production de SOGADEL ne représentait que 1,6% des besoins du marché national de viande bovine contre un objectif sectoriel équivalent à 3%. Quant au Programme hévéicole, géré par la société d'Etat HEVEGAB, il a permis de planter 2518 ha d'hévéa (contre 3000 ha prévues) entre 1988 et 1998 ; produire 10 509 tonnes de caoutchouc (80% des prévisions) ; et de générer des recettes d'exportation de l'ordre de 21 milliards de F.CFA, entre 1992 et 1999. Les sites concernés furent des pôles autour desquels se sont développées des activités industrielles. L'utilisation des planteurs privés répondait aux priorités de fixation de la population rurale et création d'emplois.

4.2.10 Cependant cet appareil n'a pas été viable aussi bien sur le plan économique, institutionnel et de gestion. Fortement déficitaires en termes de résultats d'exploitation, les deux sociétés étaient dépendantes des subventions de l'Etat, qui par ailleurs, faisaient défaut. La seule alternative de maintien, voire de renforcement du patrimoine existant, a été la privatisation. Les réalisations au niveau de la pêche et de l'aquaculture sont modestes au moment où cette évaluation a eu lieu.

4.2.11 Du fait de l'insuffisance des résultats obtenus, les projets n'ont pas apporté de contribution significative à l'autosuffisance alimentaire et la diversification de l'économie. 85% des besoins alimentaires nationaux sont fournis par les importations, et environ 20% de ces ressources proviennent des pays voisins, qui présentent pourtant les mêmes caractéristiques agro-écologiques que le Gabon. La facture des importations alimentaires est actuellement estimée à 150 milliards de F.CFA par an. ***Le résultat de l'assistance de la Banque dans le secteur agricole est peu satisfaisant.***

4.2.12 Au niveau de l'industrie, SIAT Gabon qui a bénéficié de l'appui du guichet secteur privé de la Banque, est une des sociétés les plus actives du secteur agro-industriel. Le promoteur participe à la diversification de l'économie gabonaise à travers la culture du palmier à huile et de l'hévéa, la production davantage de produits à valeur ajoutée, des devises et recettes fiscales au pays, la création d'emplois et le transfert de technologie. Ainsi, la surface plantée d'hévéas était de 11 610 hectares (ha) en 2008, et il est prévu de la porter à 15 610 hectares (ha) dans quelques années. La superficie replantée de palmiers à huile est passée de 88 ha en 2006 à 1200 ha en 2008. Le projet fournit un appui direct à environ 500 petits planteurs qui emploient près 3600 personnes. Cet appui porte sur la distribution d'équipements ainsi que l'exploitation et la mise en saignée de 2.000 ha d'hévéa. La production de caoutchouc dont la qualité a été homologuée, est d'environ 15 000 tonnes en moyenne par an, largement au-dessus de l'objectif fixé (9 000 tonnes). Celle de l'huile en augmentation progressive, a atteint de 10 000 tonnes en 2008.

4.2.13 Le caoutchouc granulaire est exporté majoritairement vers la France (Michelin) dans le cadre d'un accord contractuel à long terme. Les produits dérivés de l'huile de palme (savon de toilette, huile à friture raffinée) sont vendus sur le marché national. Environ 71% du chiffre d'affaires de SIAT est réalisé à l'étranger. Le projet représente donc une source de devise

pour le pays. Le chiffre d'affaires s'élevait à 17.2 milliards FCFA en 2007, en légère baisse par rapport à 2006 (18.5 milliards FCFA). Au 30 novembre 2008, le résultat net affiché de 4,8 milliards indiquait une amélioration de la performance financière par rapport aux 3,2 milliards FCFA de pertes enregistrées en 2007, dues à la dotation aux amortissements dans le cadre des investissements. Bien que confrontée aux effets néfastes de la crise financière et de l'automobile qui a provoqué la chute des cours mondiaux de l'hévéa de 3000 à 1000 \$EU la tonne en octobre 2008, SIAT Gabon peut être considérée comme un cas de réussite d'une privatisation soutenue par la Banque. 4.2.14 Dans l'ensemble, bien que la collaboration entre la Banque et SIAT Gabon soit considérée comme un cas de réussite, la contribution de la Banque n'a pas été significative dans le développement rural, notamment dans la promotion des activités agricoles à fortes potentialités telles que l'agriculture vivrière, la pêche et l'élevage. **Malgré les efforts, le résultat de l'assistance de la Banque pour l'axe de la diversification est encore peu satisfaisant.**

### 4.3 Développement des infrastructures

4.3.1 La stratégie de la Banque est alignée sur le pilier n° 2 du DSCR du Gouvernement. Elle a pour objectif de développer les infrastructures afin de désenclaver l'intérieur du pays, renforcer l'intégration sous-régionale, faciliter les échanges et améliorer l'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique. La Banque avec d'autres partenaires ont soutenu le PARR du Gouvernement portant sur la mise en place du réseau structurant dont le Gabon veut se doter notamment le revêtement de 2579 kilomètres (km) de linéaire entre 2002 et 2012. Dans ce cadre, le PR1 approuvé par la Banque vise le renforcement de l'intégration régionale, la réduction de l'enclavement intérieur du pays et la réduction de la pauvreté par l'amélioration des conditions de vie des populations. Les réalisations attendues sont multiples et variées en conséquence : 245 km de routes revêtues, 275 km de routes étudiées, 198 agents formés, construction de latrines dans 25 écoles, 25 forages réalisés, réhabilitation des écoles avec équipement de 29 classes, 28 dispensaires réhabilités, distribution matériels agricoles à 80 associations de femmes rurales, 35000 personnes sensibilisées au VIH/SIDA etc..

4.3.2 La nature de l'économie de rente du Gabon a orienté le développement de ses infrastructures. Le chemin de fer de 697 kilomètres Transgabonais est le projet le plus important du Gabon, ouvrant un énorme secteur forestier à l'exploitation et facilitant le commerce entre Libreville et la région riche en minerais de Franceville. Le réseau routier est constitué de 9170 km dont 1055 km de routes revêtues, soit environ 11% du réseau national, et 8115 km de routes non revêtues. Le réseau routier en terre représente 86% du linéaire total contre 11 % pour le réseau bitumé et 3% pour le réseau en cours d'aménagement. La densité du réseau est seulement de 3,4 km pour 100 km<sup>2</sup>. Le manque d'entretien fait que le réseau routier gabonais est caractérisé par un état de dégradation qui touche une bonne partie de son linéaire. Environ 60% du réseau revêtu du Gabon serait en mauvais état, contre 20% considéré comme bon<sup>23</sup>.

4.3.3 L'assistance de la Banque a contribué à la réalisation de l'objectif sectoriel à travers un projet de réhabilitation et aménagement routiers (clôturé en 1997) et la route Franceville-Lastourville (projet arrêté), approuvés dans un cadre stratégique antérieur à la période en revue. Le premier projet a permis le revêtement des tronçons Nsilé-Bifoum (61km) ; Bifoum-Lambaréné (70 km) et Bifoum-Njolé (56 km). La mise en œuvre du second a été moins efficace et moins efficient. Le tronçon Franceville-LaLeyou (93 km) avait un taux d'exécution

<sup>23</sup> Source : Rapport d'évaluation du PR1, BAD

physique de 95%, tandis que La Léyou-Lastourville (93 km) a été réalisé à hauteur de 29%. Les retards et surcoûts ont entraîné l'arrêt du projet.

4.3.4 En dehors du rôle clé joué par la Banque dans la création du FER II (une conditionnalité du PR1) entre 2003 et 2006, après l'échec du FER I (1993-1996), les interventions précédentes de la Banque achevées après 1996 n'ont pas permis d'atteindre les résultats escomptés. Ceci à cause du manque d'entretien adéquat du réseau routier entre 1997 et 2003 et de la mauvaise exécution du projet Franceville-La Léyou-Lastourville. Le PR1 qui semblait avoir capitalisé les expériences antérieures n'a pas encore donné de preuves d'améliorations au regard du retard accusé par ce projet de grande envergure. Des projets d'électricité et assainissement sont prévus dans le cadre du DSP, avec des études de faisabilité y compris les études techniques détaillées et environnementales grâce notamment aux dons PRI et au don de la Facilité Africaine d'Eau. **Le résultat de l'assistance de la Banque dans le développement des infrastructures demeure encore peu satisfaisant.**

#### 4.4 Développement du capital humain

4.4.1 La Banque a soutenu le Gouvernement dans ses efforts dans les domaines suivants: enseignement technique et professionnel, enseignement de base, et santé. La Banque a aussi accordé une aide humanitaire d'urgence en appui à la surveillance de la fièvre hémorragique virale de type Ebola (FHV Ebola).

##### Education

4.4.2 L'assistance de la Banque appuie le Programme de redressement de l'enseignement technique et professionnel (ETP) du Gouvernement qui vise à transformer le système en un véritable instrument de formation au service l'emploi et de l'économie. Son but est de revaloriser les formations technique et professionnelle. Les objectifs intermédiaires sont l'augmentation des capacités d'accueil et l'accroissement de l'efficacité interne. Au niveau de du primaire, la Banque a soutenu les mesures initiées par le Gouvernement et visant l'amélioration de l'accès, de la qualité et du rendement. L'intervention de la Banque était orientée vers la réalisation de salles de classe et le renforcement des capacités de planification et d'inspection.

4.4.3 Le projet Education I a atteint l'objectif d'amélioration de l'offre de 18 500 places supplémentaires dans les écoles publiques de Libreville et de rénovation de 111 salles de classes additionnelles. Le ratio élèves/classe avait par conséquent baissé de 72 à 42 dans les écoles du projet. Un des effets les plus remarquables du projet sur le système fut la suppression des doubles vacations dans la quasi-totalité de ces écoles. Le nombre de classes fonctionnant sous le système de double vacation avait été réduit de 61% en 1991 à 15% en 1999<sup>24</sup>. En revanche, les résultats sont plus mitigés en ce qui concerne la qualité notamment les redoublements et abandons. En raison de la pression des mouvements migratoires et du manque d'enseignants qualifiés, les effectifs par classe ont retrouvé leur niveau d'avant le projet (60 à 100 élèves par classe) et le taux de redoublement à Libreville est plus élevé qu'ailleurs dans le pays (41% contre une moyenne nationale d'environ 30% en 2005).

4.4.4 Le projet Education III a contribué à la réhabilitation des infrastructures de l'ETP à travers 8 lycées (sur 9) entièrement réhabilités et équipés. Les activités non achevées concernent notamment la construction du lycée professionnel industriel de l'Estuaire (Bikelé)

<sup>24</sup>Source : RAP du projet Education III.

d'une capacité d'environ 1000 élèves ainsi que l'extension de 8 autres établissements. Le lycée de Bikélé, en chantier, intègre effectivement les ambitions du Gouvernement de développer les métiers de l'agriculture, de l'élevage et de la pisciculture, et de faire de cet établissement un pôle d'excellence pour la diversification de l'économie. Le projet a contribué également à l'objectif de qualité ciblé en réalisant à 100% des formations initialement prévues. Malgré les retards, l'action de la Banque participe progressivement à asseoir un appareil de formation technique comportant des équipements appropriés et la disponibilité d'enseignants recyclés et/ou formés. La prise en compte du personnel d'encadrement pédagogique (inspecteurs) et administratif (gestionnaires d'établissement) et auxiliaire (laborantins et techniciens de maintenance) dans le renforcement des capacités est de nature à renforcer la qualité des enseignements.

4.4.5 La Banque a su apporter son assistance durant des périodes de tensions sociales. Elle s'est de ce fait plus focalisée sur l'accès à l'éducation que sur la qualité. Cependant le système éducatif gabonais est encore marqué par son inefficacité et son inadaptation aux impératifs du marché de l'emploi. Les taux brut de scolarisation, de 140% en 2005<sup>25</sup>, est significatif d'un manque d'efficacité du système notamment des taux de redoublement élevés, malgré une baisse de 39% en 1995 à 30% en 2005. Aussi, les efforts de construction de nouvelles infrastructures scolaires exigés par la croissance démographique ne sauraient être durables s'ils ne sont pas accompagnés par une réforme en profondeur du système, avec comme priorité des gains en efficacité et efficience. En ce qui concerne l'ETP, bien que le marché de l'emploi soit relativement restreint, les entreprises ne parviennent pas à recruter de la main d'œuvre qualifiée. **Au vu de ce qui précède, le résultat de l'assistance de la Banque dans le secteur de l'éducation est dans l'ensemble *peu satisfaisant*.**

### Santé

4.4.6 L'assistance de la Banque au sous-secteur de la santé s'inscrivait dans le cadre de l'opérationnalisation du Programme national de réhabilitation du système de santé (1992) dont l'objectif visait une meilleure couverture sanitaire et l'accès aux soins de qualité. Son but visait l'amélioration de l'état de santé de la population par l'utilisation accrue des services de santé de qualité. L'aide humanitaire accordée au Gabon répondait à cette préoccupation à travers un meilleur contrôle de l'épidémie FHV Ebola. Le Gabon avait subi en 10 ans, 5 épidémies, faisant près de 207 cas dont 150 morts, ce qui est un véritable drame pour ce pays peu peuplé.

4.4.7 Le Programme de développement du système de santé (PDSS) a eu une efficience peu satisfaisante au regard des longs délais de réalisation des infrastructures (12 ans). Son redimensionnement (annulation de 8,645 millions UC sur un prêt initial de 14,130 M. UC) a réduit les réalisations notamment à 5 dispensaires (au lieu de 30), 2 centres de SMI/PF<sup>26</sup> (au lieu de 15). Le RAP du PDSS indique que les formations sanitaires sont fonctionnelles et mènent des activités de soins de santé. Toutefois l'absence de statistiques ne permet pas de disposer d'indicateurs sur les taux de couverture et fréquentation de ces centres de santé.

4.4.8 L'action d'aide humanitaire a été efficace en réalisant 98% des activités prévues malgré un retard de deux ans qui lui a ôté quelque peu son caractère d'urgence. Elle a formé près de 299 agents à la surveillance, contrôle et mobilisation sociale ; renforcé la coordination de la surveillance grâce aux outils standardisés de collectes des données, véhicules, matériels de

<sup>25</sup> PNUD, 2<sup>ème</sup> rapport national sur les OMD, 2006

<sup>26</sup> Santé maternelle et infantile/planning familial

protection, médicaments, matériels de communication ; mis en place 9 comités villageois de surveillance à la frontière avec le Congo ; et couvert plus de 200 villages avec l'appui d'un réseau de 160 relais communautaires formés et installés. Depuis 2002, aucune flambée d'épidémie de FHV Ebola n'a été enregistrée. Les épidémies similaires au Congo voisin ont été maîtrisées grâce à l'efficacité des actions menées dans le cadre de cette opération. Cette accalmie offre plus de sérénité aux autorités et populations.

#### **4.4.9 Le résultat de l'assistance de la Banque dans le secteur de la santé est *peu satisfaisant compte tenu des faibles résultats du PDSS et du retard de l'aide d'urgence.***

Au vu de ce qui précède, *le résultat de l'assistance de la Banque au développement humain est dans l'ensemble jugé peu satisfaisant.*

### **4.5 Aspects transversaux**

#### Genre

4.5.1. Dans l'éducation, un des neuf centres d'enseignement technique et professionnel en construction est exclusivement réservé aux filles. Le RAP du projet réhabilitation et aménagement routiers indique un impact positif sur les femmes dans sa zone d'influence où elles représentaient 65% de la population rurale. L'aménagement des routes a facilité l'écoulement des produits vivriers (bananes, Plantin, manioc, légumes, arachides, etc.) dont elles assurent l'essentielle de la production, ce qui contribue probablement à augmenter leurs revenus. Outre l'amélioration de l'accès aux centres de santé et écoles, l'action de la Banque a facilité et accéléré la mise en place de micro-projets initiés par les femmes. Dans l'agriculture, les femmes représentent 35% du personnel permanent de SIAT-Gabon et 40% des travailleurs saisonniers. Le projet appuie également les femmes à cultiver des vivriers dans les plantations de la société. Elles peuvent ainsi assurer la sécurité alimentaire de leurs familles et générer des revenus supplémentaires.

#### Participation communautaire

4.5.2 La préparation des DSP ainsi que la revue à mi-parcours DSPAR 2006-2010 ont été faites de manière participative, associant les autorités gabonaises, la société civile et les autres partenaires techniques et financiers. Cette dimension a été également prise en compte dans le cadre du projet d'appui à l'élaboration du PNBG. Le processus participatif s'est appuyé sur des séminaires ateliers de consultations participatives dans les provinces, la création et formation de groupes thématiques, la mise en place de points focaux, et la création de comités provinciaux. Le projet Education III a mis en place, dans chacune des provinces bénéficiaires, une cellule locale de suivi et contrôle des activités dont la composition est assez représentative de la communauté : autorités administratives locales, représentants des associations de parents d'élèves et de syndicats des enseignants.

#### Intégration régionale

4.5.3 La stratégie de la Banque visait la consolidation par le Gabon de sa performance en termes de critère de convergence de la CEMAC ; l'appui au Programme sectoriel des transports par le bitumage des routes assurant la liaison avec des pays voisins, la réhabilitation et le développement des infrastructures maritimes et le renforcement des capacités institutionnelles. Les réformes menées par le Gouvernement avec l'appui de la Banque ont permis de contenir l'inflation à un niveau raisonnable et maintenir une discipline budgétaire en conformité avec les exigences communautaires. Les réformes ont également contribué à

renforcer l'espace juridique et judiciaire commun, grâce à la vulgarisation des Actes uniformes de l'OHADA. La Banque est fortement impliquée dans la mise en œuvre du Plan Directeur Consensuel des Transports en Afrique Centrale (PDCT-AC), de la CEMAC et de la CEEAC. Le tronçon Fougamou-Mouila-Ndendé-Doussala, d'une longueur de 237km, dont la moitié est financée par la Banque dans le cadre du PR1, est l'un des axes d'intégration de la CEEAC et un maillon important du corridor Ndjaména-Yaoundé-Brazzaville, qui figure parmi les projets prioritaires du NEPAD.

4.5.4 Enfin, la Banque a répondu favorablement à la demande des autorités de la CEMAC en accordant un don FAD de 600 000 UC pour le financement du projet multinational de renforcement des capacités de l'Institut de statistique et des technologies appliquées (ISTA). Cette intervention est la première avec la CEMAC dans le secteur de l'éducation et de la formation. Le recours à la Banque s'expliquait surtout par un besoin d'expertise. L'assistance de la Banque a permis de conduire une réflexion approfondie sur les perspectives de l'établissement afin de mieux orienter et consolider son développement. Un nouveau programme avec de nouveaux cours conduisant au Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées (DESS) en analyse et évaluation de projets a été mis en place. Trois promotions de formation au DESS (2003-2004 ; 2004-2005 ; 2005-2006) pour un effectif de 65 étudiants ont été formées, et 52 étudiants ont obtenu leur DESS. Les acquis sont durables, car l'institution est passée d'une phase transitoire à un stade de maturité. Elle peut, grâce à une gamme plus élargie d'activités, mieux répondre aux défis économiques et sociaux des pays de la CEMAC.

#### **4.6 Impact sur le développement institutionnel**

4.6.1 L'impact institutionnel se réfère aux effets de l'assistance de la Banque sur les capacités du Gabon à utiliser ses ressources humaines, financières et naturelles, de façon plus efficiente, équitable et durable. Les réformes soutenues par la Banque et d'autres partenaires ont permis une amélioration du processus budgétaire, de la transparence et du contrôle. La mise en place du Système d'Information Intégré au niveau de la chaîne des dépenses a permis un suivi plus efficace et transparent y compris le contrôle de l'efficacité de la dépense et l'élaboration de rapports périodiques d'exécution du budget d'investissement. Enfin, le DSCR, les CDMT et le PNBG sont des outils de programmation dont la mise en œuvre s'opère progressivement et concourt au renforcement de l'efficacité des ressources publiques.

4.6.2 Les projets ont développé ponctuellement les capacités institutionnelles dans leurs domaines, par exemple pour l'enseignement technique et professionnel : les formations, l'assistance technique, la mise place en d'architectures organisationnelles, l'élaboration de plans d'action, l'harmonisation de programmes, etc... Les différentes interventions ont fourni un cadre au renforcement des capacités nationales en gestion de projets. Dans l'agriculture, le projet SIAT appuie les femmes à cultiver des vivriers dans les plantations de la société ; elles peuvent ainsi assurer la sécurité alimentaire de leurs familles et générer des revenus supplémentaires. Dans l'ensemble cependant, les projets ont contribué à renforcer les capacités nationales mais de façon encore limitée. On peut citer à titre d'exemple le cas de PRIVATIS dont l'impact a été marginal sur la capacité institutionnelle en matière de privatisation. *L'impact sur le développement institutionnel est encore limité et peu satisfaisant.*

#### **4.7 Efficience**

4.7.1 Les opérations de la Banque ont connu des retards et mis du temps à produire leurs résultats. A titre d'exemple le projet routier PR1 a été approuvé en septembre 2007 et mis en

vigueur en septembre 2008. Le processus d'acquisition de l'ensemble des composantes a été entrepris et les contrats paraphés en février 2009 notamment l'acquisition des travaux routiers et des prestations de contrôle. Toutefois, le lancement des travaux était à ce moment bloqué car subordonné à la réalisation des conditions préalables au premier décaissement. Ces conditions ont dû être amendées par la Banque en mai 2009 pour ce qui concerne la disponibilité de la contrepartie nationale et l'indemnisation des personnes devant être expropriées. En effet le Gouvernement s'est engagé vis-à-vis du FMI à loger tous les fonds de contrepartie (y compris pour les projets financés par la BAD) auprès de l'Agence Comptable Centrale des Dépôts du Trésor Public. Beaucoup de temps a été perdu pour la satisfaction des conditions et les services de la Banque font le constat à posteriori de la complexité des conditions apparemment simples et standards.

4.7.2 Outre les insuffisances liées à la qualité à l'entrée et les faiblesses des capacités nationales de gestion, la suspension des décaissements d'août 1998 à mars 2001 et la période transitoire avant la reprise durable des activités en 2003, ont également porté un préjudice au programme d'assistance de la Banque. Hormis les opérations multisectorielles, la durée moyenne des projets achevés ou arrêtés par rapport à la date de signature a été de 8,3 ans. Deux projets avaient respectivement 13,1 ans et 10,6 ans. La moyenne d'âge est de 5, 2 ans pour les opérations du multisecteur, dont 2,5 ans pour l'une contre 9,1 ans pour la seconde. Une partie des financements en cours a dû être annulée dans le cadre des mesures visant à assainir le portefeuille. Le volume cumulé de ces annulations totales ou partielles de prêts représente environ 133,56 millions d'UC sur la période en revue, soit 19,24% du volume total des approbations concernées. **Les longs délais de satisfaction des conditions de prêts, les insuffisances liées à la qualité à l'entrée, les problèmes de capacité de mise en œuvre auxquels s'ajoutent les conséquences de la longue période de sanction, à l'origine d'annulations d'activités et de retards dans l'obtention des résultats, ont conduit à une efficience jugée peu satisfaisante.**

## 4.8 Durabilité

4.8.1 La durabilité se réfère à la continuation des bénéfices résultant des actions et à leur résistance aux risques après la fin de l'intervention. Elle est appréciée à l'aune de l'engagement des autorités et de la viabilité des réalisations. La durabilité s'appuie sur une volonté politique exprimée à travers l'engagement soutenu depuis 2003 qui marque le début des programmes appuyés par le FMI et exécutés sans à-coups majeurs ; des réformes difficiles qui ont été entamées notamment l'observation par le Gabon des critères requis par ITIE, la lutte contre l'enrichissement illicite, l'application du nouveau code des marchés publics, etc.

4.8.2 La durabilité s'appuie également sur le renforcement des capacités institutionnelles qui a été limitée.

4.8.3 En ce qui concerne les projets, la durabilité de leurs effets a été limitée dans la mesure où les réalisations ont été limitées ou n'ont pas été suffisamment exploitées dans l'optique d'une continuité des actions et effets du projet faute de politique post-opération. Le manque d'entretien routier peut être cité à ce sujet. Autre exemple, l'appareil de production renforcé par les projets hévéicole et d'élevage n'a pas été viable à cause des déficits des sociétés étatiques qui ont conduit à la privatisation. Les infrastructures scolaires construites avec l'appui de la Banque sont vite dépassées par la croissance démographique et ne sauraient être durables si ces efforts ne s'accompagnent pas d'une meilleure efficacité de l'ensemble du système éducatif. Au vu de ce qui précède, **la durabilité des résultats est dans l'ensemble peu probable.**

## 4.9 Evaluation d'ensemble

4.9.1 L'évaluation globale de l'assistance de la Banque au Gabon offre un tableau mitigé dans la mesure où des motifs de satisfaction et d'insatisfaction coexistent. La performance est jugée satisfaisante en ce qui concerne les DSP, les activités non financières comme le dialogue, les diagnostics, les revues de portefeuille et les efforts menés par les deux parties. Cependant, l'insatisfaction prime, y compris pour les parties prenantes, par rapport aux résultats obtenus.

4.9.2 La traduction des objectifs et actions en résultats tangibles reste un grand défi. Malgré les progrès réalisés qui indiquent une tendance à l'amélioration, les contributions de la Banque restent limitées notamment du point de vue des objectifs stratégiques comme l'amélioration de la gouvernance, la diversification économique, le renforcement des infrastructures et le développement humain. Le manque d'efficacité a réduit la capacité de la Banque à contribuer plus efficacement au développement du pays. Les programmes de la Banque mettent du temps à se concrétiser et à produire leurs effets : les travaux de PR1 approuvé en septembre 2007 n'avaient pas encore démarré en avril 2009 ; après avoir nécessité près de 5 ans pour son élaboration, le PNBG n'est pas opérationnel ; les activités de réhabilitation de l'enseignement technique et professionnel ne sont pas achevées après 12 ans d'exécution ; etc... Sans oublier également **la faible appropriation de l'aide sous forme de projet par le pays** en particulier un manque d'application et de respect des conditions des projets et des faiblesses dans la gestion des projets.

4.9.3 Des améliorations sont nécessaires tant du côté du Gabon que de la Banque pour renforcer les capacités institutionnelles de conception, de mise en œuvre, et de coordination des projets. GAFO a un rôle clé à jouer dans le cadre de la décentralisation de la Banque pour impulser ces améliorations. Mais les problèmes liés à la performance du portefeuille requièrent un suivi plus efficace, tenant compte du fait que les recommandations récurrentes des revues de portefeuille et des audits ne se sont pas traduites en améliorations tangibles. Ce dialogue devrait être bien préparé par des discussions au sein de la Banque aux niveaux de l'équipe-pays et de la Direction afin d'élaborer une approche commune partagée. Cette approche devrait aussi bénéficier d'une large consultation aux niveaux du pays, des autres donateurs et de la Banque. L'annexe 2 présente le récapitulatif de l'évaluation selon divers critères. *Compte tenu de l'insuffisance des résultats, la performance globale de l'assistance de la Banque au Gabon est jugée peu satisfaisante.*

## V. PERFORMANCES DES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT

### 5.1 Gouvernement et agences d'exécution

5.1.1 La performance du Gouvernement est appréciée à travers les réformes, la gestion du portefeuille et la qualité du dialogue avec la Banque. Le Gouvernement est crédité de la restauration des équilibres macroéconomiques, de la dynamique donnée à la croissance ainsi que d'initiatives importantes, en l'occurrence les processus DSCR (même si le Gabon n'est pas PPTE), CDMT et PNBG soutenus par la Banque et d'autres partenaires, et ayant abouti à la mise en place d'instruments de dialogue et de coordination entre les différentes sources de financement.

5.1.2 Cependant **les faibles indicateurs du Gabon sur le plan de la gouvernance et du climat des affaires**, comme il a été relevé plus haut, montrent le caractère irrégulier de l'engagement du gouvernement à réformer. On note des lenteurs voire une relative inertie dans les prises de décisions et l'approfondissement des réformes notamment les réformes administratives ainsi que l'opérationnalisation du DSCR et PNBG. Le cadre réglementaire de l'environnement des affaires requiert des réformes plus approfondies en direction du secteur privé, malgré les progrès réalisés dans le dispositif mis en place pour favoriser la création et le développement des entreprises.

5.1.3 **Le dialogue entre le Gouvernement et la Banque a été constructif et renforcé par la présence de GAFO ainsi que le cadre de concertation générale des PTF.** Les réunions mensuelles de coordination ont souvent servi de cadre de dialogue avec le Gouvernement. Mais les efforts ont été insuffisants en ce qui concerne le pilotage de l'action des partenaires par le Gouvernement. Le partenariat avec la Banque a souffert du manque d'appropriation des projets notamment au niveau de la mobilisation des fonds de contrepartie, du suivi physique et financier, du respect des conditions et de la coordination. La plupart des problèmes génériques qui affectent la performance du portefeuille persistent comme développé précédemment. Au vu de ce qui précède, malgré les améliorations, *la performance du Gouvernement et des agences d'exécution est jugée dans l'ensemble peu satisfaisante.*

## 5.2 La Banque

5.2.1 La performance de la Banque est appréciée à travers l'examen de la pertinence de sa stratégie et de ses interventions, leur mise en œuvre, la qualité de son travail analytique, et ses activités de partenariat et de dialogue. La Banque, considéré comme un des principaux bailleurs de fonds du Gabon en volume, a aligné ses stratégies d'assistance durant la période 1996-2008 sur les besoins du pays tels que formulées dans les stratégies et programmes du Gouvernement incluant le DSCR. Son dernier DSP s'est notamment positionnée sur le renforcement de la gouvernance et l'amélioration des infrastructures, et cherche à concentrer l'assistance de la Banque sur les opérations issues des deux piliers qui contribueront à la diversification des sources de croissance économique. La Banque a mobilisé des ressources pour le renforcement des capacités et les travaux analytiques au profit du Gabon. Les EES ont répondu également aux attentes du pays au regard de leur contribution à la définition des politiques en matière de pauvreté, gouvernance et diversification de l'économie. La Banque a collaboré de manière satisfaisante avec les autres PTF notamment dans le cadre des cofinancements tels que le PAS III, PRIVATIS, le PARR et PSFE.

5.2.2 **La qualité à l'entrée a été affectée par des lacunes**, notamment le manque de précision des objectifs, activités, calendriers d'exécution, et cadre de suivi des résultats ainsi que le choix de conditionnalités peu réalistes par rapport aux capacités de l'emprunteur et des procédures parfois inadaptées. La Banque a fait des efforts pour améliorer la qualité du portefeuille en renforçant le rôle de supervision et la capacité d'intervention du Bureau régional GAFO. Sa présence sur le terrain permet une meilleure communication avec le Gouvernement et les agences d'exécution ainsi qu'avec les partenaires. En outre GAFO a participé activement aux RPP (2004 et 2007), à la préparation et à la revue du DSPAR 2006-2010, aux EES et aux missions d'identification de projets (2008).

5.2.3 Cependant **les actions des différents départements de la Banque et du Bureau régional manquent parfois de synergie à cause du manque de vision partagée sur la division du travail et des responsabilités.** Par exemple, le soutien de la Banque au secteur privé manque de lisibilité compte tenu de la faible contribution d'OPSM au développement

d'une stratégie. S'agissant des tâches administratives, un dossier analysé par le Bureau est souvent repris au niveau du siège après un long délai de traitement, et généralement pour valider les analyses faites par le GAFO. Le sentiment qui se dégage au niveau de GAFO est que si le processus de décentralisation demeure une option pertinente en vue d'améliorer la qualité de l'assistance de la Banque, il importe de le renforcer en s'orientant vers un système plus efficient. En somme, la décentralisation sera bénéfique s'il y a plus de responsabilité avec des mécanismes de contrôles même plus renforcés en particulier des audits plus fréquents. Parallèlement, le Bureau serait davantage plus efficace si le système de communication (email, téléphone et vidéoconférence) était plus performant qu'il ne l'est en ce moment malgré de nouvelles installations.

5.2.4 Le manque d'efficience et de réactivité a réduit la capacité de la Banque à contribuer plus efficacement au développement du pays comme le montrent les retards dans la satisfaction des conditions de premier décaissement du PR1. La performance du portefeuille actif est restée peu satisfaisante à cause de la persistance de problèmes. Les recommandations récurrentes des revues de portefeuille ne se sont pas traduites en améliorations tangibles. Aussi, dans le cadre d'un dialogue franc à tous les niveaux, des solutions plus efficaces devraient être recherchées pour traiter en profondeur les lenteurs, les problèmes génériques liés à la mise en vigueur des accords de prêts, aux conditions préalables au premier décaissement, à la passation de marchés, etc. *Compte tenu de l'insuffisance des résultats, la performance de la Banque est jugée dans l'ensemble peu satisfaisante malgré les améliorations.*

### 5.3 Facteurs exogènes

5.3.1 Les facteurs exogènes ont influencé favorablement ou défavorablement les résultats au cours de la période. Leur impact est accentué par les vulnérabilités économiques du pays. Ainsi jusqu'en 1997, la Gabon honorait ses engagements vis-à-vis de la Banque. Cependant en raison des difficultés financières qu'il a connues, à partir de 1998, le Gabon a accumulé des arriérés et cette situation a amené la Banque à suspendre ses interventions pendant une longue période allant d'août 1998 à mars 2001. Les performances sont encore dans une large mesure liées à la stabilité du pays et l'évolution des conditions extérieures. En effet, dans une région abritant des foyers de conflits, le Gabon a su, jusqu'à présent, faire l'usage du dialogue pour préserver la paix sociale indispensable pour la mise en œuvre des réformes économiques et structurelles. La période 2003-2008 a enregistré une augmentation du PIB, atteignant 5,6% en 2007, du fait de la flambée des prix du pétrole. Toutefois, la durabilité de la croissance du pays reste confrontée à la vulnérabilité de l'économie aux chocs extérieurs, en l'occurrence les fluctuations des prix des principales exportations du pays : le pétrole, le manganèse, le caoutchouc et le bois. Concernant le pétrole, les exportations ont pâti de l'effondrement des cours du brut qui sont passés de 140 dollars US le baril en juillet 2008 à 40 dollars US le baril en décembre 2008. Les exportations de manganèse ont été affectées par la crise de l'industrie de l'automobile et les cours du caoutchouc ont été divisés par trois entre octobre et décembre 2008 pour les mêmes raisons.

## VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

### 6.1 Conclusions

6.1.1 La diversification économique reste un défi majeur pour le Gabon afin de préparer l'après pétrole. Dans ce cadre, le développement du secteur privé requiert des efforts indispensables pour améliorer le climat des affaires et les infrastructures du pays avec le soutien actif de la Banque et des autres partenaires.

6.1.2 L'alignement des DSP sur les stratégies et programmes du Gouvernement a permis d'assurer leur cohérence avec les besoins du pays. La Banque s'est positionnée à partir de 2006 sur le renforcement de la gouvernance et des infrastructures.

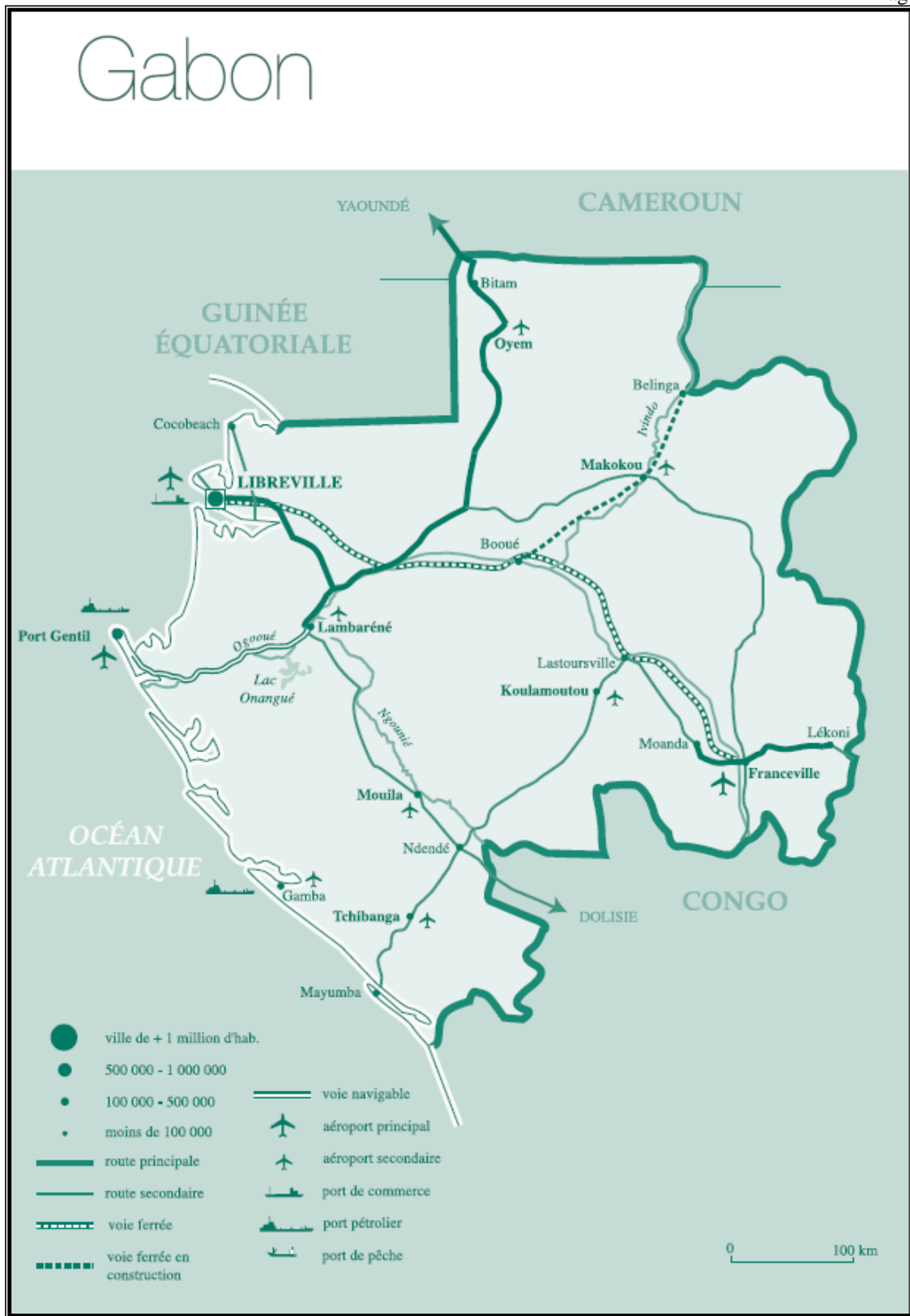
6.1.3 Les activités non financières de la Banque ont été satisfaisantes grâce aux efforts de renforcement des capacités, d'études, de dialogue de politique et de contribution à la coordination de l'aide. La présence du Bureau régional GAFO et son renforcement pendant les dernières années ont amélioré le dialogue et le partenariat.

6.1.4 Ces progrès indiquent une tendance à l'amélioration qu'il convient de consolider. Car les contributions de la Banque restent encore limitées notamment par rapport aux objectifs stratégiques visés : l'amélioration de la gouvernance, la diversification économique, le renforcement des infrastructures et le développement du capital humain. Malgré les améliorations récentes, la performance globale de l'assistance de la Banque au Gabon est jugée peu satisfaisante compte tenu de l'insuffisance des résultats sur l'ensemble de la période en revue. La traduction des objectifs et actions en résultats tangibles reste un défi. A l'exemple du projet routier PR1 qui est censé tirer les leçons du passé, les programmes de la Banque mettent encore du temps à se concrétiser. Ces programmes bénéficieraient d'une meilleure synergie d'action au sein de la Banque et d'une plus grande responsabilisation de GAFO.

## **6.2 Recommandations**

Les recommandations des évaluations faites par OPEV sur la qualité à l'entrée et la supervision sont aussi valables pour le Gabon. A cela s'ajoutent les recommandations suivantes :

1. Accroître la sélectivité stratégique à l'intérieur des piliers infrastructures et gouvernance du DSP en s'appuyant sur des analyses économiques et sectorielles de haute qualité et un dialogue de politique plus ciblé.
2. Renforcer l'appui de la Banque au développement du secteur privé par une implication plus active et de plus fortes synergies dans l'amélioration du climat des affaires et le soutien direct au secteur privé.
3. Renforcer le soutien à la bonne gouvernance en améliorant la concrétisation, l'efficacité et la synergie des actions par l'application effective des textes et instruments mis au point.
4. Accorder un intérêt accru au renforcement des capacités du pays à s'approprier et à mettre en œuvre les opérations financées par la Banque. Définir un plan de mise en œuvre des projets avec un choix rigoureux des personnes en charge des projets, des programmes de formation, la mise en place de systèmes de gestion comptable et financière et de manuels de procédures.
5. Renforcer le suivi-évaluation et la présence de la Banque sur le terrain en responsabilisant davantage GAFO ainsi qu'à travers des missions de supervision conjointes associant l'expertise disponible à GAFO et au niveau central, afin d'éviter les écarts trop grands avec les objectifs de départ et les dérapages en cours de réalisation des projets.
6. Améliorer la coordination et la synergie d'action entre les différents départements de la Banque, y compris le Département du secteur privé et GAFO, autour d'une vision partagée de l'assistance de la Banque au Gabon, de la division du travail et des responsabilités.



Source : Perspectives économiques africaines, 2006-2007, BAD/OCDE, 2008

### Grille de notation de la performance

4=Très satisfaisant, 3=Satisfaisant ; 2= Peu satisfaisant ; 1= Très peu satisfaisant

#### Récapitulatif des performances de l'assistance de la Banque 1996-2008

<b>Domaine</b>	<b>Evaluation</b>
<b><i>Stratégies DSP</i></b>	<b><i>Satisfaisant</i></b>
<b>Activités non financières</b>	
Etudes économiques et sectorielles	Satisfaisant
Dialogue sur les politiques	Satisfaisant
Coordination et harmonisation de l'aide	Satisfaisant
<b><i>Ensemble activités non financières</i></b>	<b><i>Satisfaisant</i></b>
<b>Opérations selon les critères d'évaluation</b>	
Pertinence	Satisfaisant
Qualité à l'entrée	Peu satisfaisant
Efficacité	Peu satisfaisant
Efficiences	Peu satisfaisant
Impact institutionnel	Peu satisfaisant
Durabilité	Peu probable
<b><i>Ensemble opérations</i></b>	<b><i>Peu satisfaisant</i></b>
<b><i>Evaluation globale</i></b>	<b><i>Peu satisfaisant</i></b>

### Récapitulatif des résultats de l'assistance de la Banque par objectif de développement

<b>Objectif de développement</b>	<b>Notation par objectif</b>	<b>Composantes</b>	<b>Notation par composante</b>
<b>1</b> : Consolidation du cadre macro-économique et Renforcement de la bonne gouvernance	Satisfaisant	Réformes économiques	Satisfaisant
		Réformes administratives	Peu satisfaisant
		Renforcement du processus budgétaire	Satisfaisant
<b>2</b> : Diversification de l'économie	Peu satisfaisant	Amélioration du climat des affaires	Peu satisfaisant
		Agriculture et développement rural	Peu satisfaisant
		Industrie	Peu satisfaisant
		Soutien direct au secteur privé	Satisfaisant pour SIAT mais pas pour le Projet PME
<b>3</b> : Développement des infrastructures	Peu satisfaisant	Transport,	Peu satisfaisant
		Electricité	-
		Assainissement	-
<b>4</b> : renforcement du capital humain	Peu satisfaisant	Infrastructures sociales	Peu satisfaisant
		Programmes de lutte contre le chômage	Peu satisfaisant

## GABON

### Liste des projets achevés, arrêtés, annulés ou en cours, sur la période 1996-2008 Situation au 31/12/2008

<b>Projets achevés qui ont un RAP</b>		Date d'achèvement
1	Projet de réhabilitation et d'aménagements routiers	1996
2	Programme hévéicole II	2001
3	Education I	1998
4	Développement des services de santé	30/06/2007
5	Appui au programme de privatisation	30/06/2007
6	Programme d'ajustement structurel III (PAS III)	31/12/2006
Renforcement de l'ISTA		
<b>Projets achevés qui n'ont pas de RAP</b>		Date d'achèvement
1	Développement des PME/PMI	1997-
2	Projet Elevage II	2000
3	Etude du projet élevage	1999
4	Aide humanitaire d'urgence	31/12/2005
<b>Projets annulés/arrêtés</b>		Date d'achèvement
1	Développement des activités socio-économiques des femmes	2001
2	Projet pilote de travaux d'intérêt public pour la promotion de l'entrepreneuriat et de l'emploi (TIPPEE)	31/12/2006
3	Education II	2002
4	Route Franceville-Laleyou-Lastourville	30/06/2007
<b>Projets en cours</b>		Date d'achèvement
1	Programme Routier Phase 1 (PR1)	31/12/2011
2	Education III	31/12/2009
3	Projet d'appui au secteur des pêches et de l'aquaculture	31/03/2011
4	Projet d'expansion SIAT Gabon	2010
5	Appui au Programme National de Bonne Gouvernance	31/12/2008*
6	Appui au Renforcement de la DGMP	31/12/2008*

\* dons pour lesquels les dates d'achèvement étaient le 31/12/2007. Il est proposé de les proroger au 31/12/2008.

**Opérations approuvées au cours de la période 1996-2008**

No REF SAP	Projet	Status	Sector	Source	Date d'approbation	Date Signature	Date de mise en vigueur	Premier décaiss.	Dernier Décaiss.	Date Cloture approuvé (UC)	Montant approuvé (UC)	Montant Net (UC)	Taux Décaiss. (%)	
<b>Opérations approuvées durant la période de revue (1996-2008)</b>														
1	P-GA-IAE-001	EDUCATION III (RENFORCEMENT ENSEIGN. TECHN.& PROFES)	en cours	Social	Prêt BAD	12/11/1997	01/13/1998	12/01/1998	12/01/1998	06/24/2008	12/31/2009	23 647 236,41	18 756 450,66	33,15
2	P-GA-K00-001	APPUI AU PROG.DE RESTRUCT.& PRIVAT.ENTREPR.PUBLIQ.	achevé	Multisecteur	Prêt BAD	04/22/1998	05/28/1998	05/18/1999	05/28/1999	08/21/2007	06/30/2007	13 033 110,90	2 024 094,65	100,00
3	P-GA-J00-001	PROJET TIPPE	abandonné	Dév. Urbain	Prêt BAD	07/08/1998	05/29/2001	05/29/2001	11/11/2002	02/28/2007	12/31/2006	7 074 613,17	82 355,30	100,00
4	P-GA-IBE-002	APPUI A LA SURVEILLANCE FIEVRE EBOLA	achevé	Social	FFS	10/09/2002	02/03/2003				12/31/2003	305 731,86	305 731,86	100,00
5	P-GA-KA0-001	PROGRAMME D'AJUSTEMENT STRUCTUREL III	achevé	Multisecteur	Prêt BAD	06/30/2004	07/12/2004	10/26/2004	12/22/2004	05/30/2006	12/31/2006	68 483 936,85	68 483 936,85	100,00
6	P-GA-KA0-002	PROGRAMME NATIONAL DE BONNE GOUVERNANCE	en cours	Multisecteur	PRI	08/03/2004	01/18/2005	01/18/2005	01/18/2005	09/21/2005	09/30/2005	100 000,00	100 000,00	99,19
7	P-GA-AAF-002	PROJET D'AP. SECT. PECHEs & AQUACULTURE	en cours	Agriculture	Prêt BAD	07/27/2005	10/28/2005	09/20/2006	11/15/2006	05/16/2008	12/31/2011	13 683 518,61	13 683 518,61	3,86
8	P-GA-AAG-002	SIAT GABON AGRICULTURAL EXPANSION PROJ	en cours	Agriculture	Prêt BAD	09/12/2007	02/19/2008	02/19/2008	06/30/2008		12/31/2010	9 645 899,05	9 645 899,05	100,00
9	P-GA-D00-001	PROGRAMME ROUTIER	en cours	Transport	Prêt BAD	09/17/2007	10/25/2007	09/17/2008			12/31/2012	247 195 454,85	247 195 454,85	0,00
10	P-Z1-IAZ-001	ISTA	achevé	Education	Don FAD	36656	36733	38898	36951	36886	38952	600000	600000	99,79
<b>Opérations approuvées avant 1996 et achevées durant la période de revue (1996-2008)</b>														
1	P-GA-AAE-003	PROJET D'ELEVAGE PHASE II	achevé	Agriculture	Prêt BAD	10/17/1989	01/30/1990	10/10/1990	11/06/1990	05/22/1998	12/31/1999	18 300 000,00	15 898 253,22	100,00
2	P-GA-IA0-001	ETUDES COMPLEMENTAIRES D'AMELIORATION	achevé	Social	Prêt BAD	05/14/1990	04/12/1991	07/31/1991	08/08/1991	09/04/1998	12/31/1998	1 574 999,00	1 348 133,29	100,00
3	P-GA-IAZ-001	PROJET EDUCATION PHASE I	achevé	Social	Prêt BAD	08/26/1991	09/13/1991	06/17/1992	07/01/1992	11/21/1997	03/31/1998	24 000 000,00	22 764 011,72	100,00
4	P-GA-AA0-001	PROGRAMME HEVEICOLE II	achevé	Agriculture	Prêt BAD	02/26/1992	05/13/1992	07/16/1992	07/16/1992	01/17/2003	12/31/2000	40 000 000,00	36 874 939,10	100,00
5	P-GA-AAE-001	ETUDE DE FAISABILITE DE L'ELEVAGE	achevé	Agriculture	Don FAD	04/21/1992	05/13/1992	11/17/1993	05/31/1996	04/17/1998	06/30/1998	902 631,00	476 756,80	100,00
6	P-GA-IAZ-002	EDUCATION II	achevé	Social	Prêt BAD	12/01/1992	01/07/1993	09/06/1994	09/19/1994	07/28/2003	07/30/2003	30 000 000,00	6 362 380,42	100,00
7	P-GA-DB0-002	REHABILITATION ET AMENAGEMENT ROUTIERS	achevé	Transport	Prêt BAD	05/06/1993	05/13/1993	11/10/1993	11/18/1993	06/23/1997	05/30/1997	72 550 000,00	72 287 534,70	100,00
8	P-GA-KB0-001	DEVELOPPEMENT DE PME/PMI	abandonné	indus./Fin./Banque	Prêt BAD	05/06/1993	05/13/1993	05/26/1994	06/03/1994	11/21/1996	12/31/1997	50 000 000,00	18 786 953,41	100,00
9	P-GA-IB0-001	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES SERVICES DE SANTE	achevé	Social	Prêt BAD	04/29/1994	05/10/1994	06/29/1995	01/11/1996	09/26/2007	06/30/2007	14 130 000,00	4 591 117,04	100,00
10	P-GA-ID0-001	PROMOTION DES ACTIVITES SOCIO-ECO. DES FEMMES	abandonné	Social	Prêt BAD	04/29/1994	05/10/1994	10/30/1996	07/01/1997	07/21/1998	12/31/1999	5 790 000,00	143 804,44	100,00
11	P-GA-DB0-003	PROJET ROUTE FRANCEVILLE - LA LEYOU-LASTOURSVILLE	achevé	Transport	Prêt BAD	12/19/1995	01/15/1996	07/15/1997	08/07/1997	05/08/2007	06/15/2008	53 000 000,00	20 069 925,55	100,00

FFS = Fonds Spécial de Sécurité  
PRI = Dons en faveur des PRI  
FFF = Fonds Fiduciaire Français

Objectifs, résultats intermédiaires et indicateurs de performance

Objectifs, actions et résultats intermédiaires	Interventions	Indicateurs de résultats		
		Prévus	Réalisés	Observations
<b>I. Amélioration de la gouvernance</b>				
Assainir et consolider le cadre macro-économique et relancer la croissance	PAS III	Taux de croissance du PIB de 0,8% durant la période 2004-2005 Taux d'investissement Taux d'inflation de 2% sur la période 2001-2005 Solde budgétaire excédentaire de 9% du PIB en 2004 et 7,5% en 2005.	Taux de croissance annuel moyen de 2,2% (1,4% en 2004 et 3,0% en 2005) pour le PIB de 2004 à 2005 Taux d'investissement privé légèrement en baisse de 20,1% en 2004 à 18,4% en 2005. Taux d'inflation de 0,7% 2001-2005 Solde primaire excédentaire estimé à 12,2% du PIB en 2005 contre 11,3% sur la période 2003-2004	Le taux de croissance au -dessus de la valeur cible Le taux d'inflation largement au -dessus de la valeur cible
Aider le Gabon à faire face à la baisse de la production pétrolière, à l'endettement extérieur et	PAS III Appui à la DGMP, Appui au PNBG	Solde du compte courant de la balance des paiements Réduire le service de la dette extérieure Part du secteur non pétrolier : taux de croissance du PIB 4,4% par an pour le secteur non pétrolier sur la période 2004-2005	L'encours de la dette du Gabon est passé de 55,9% du PIB en 2003 à 49,6% et 39,2% respectivement en 2004 et 2005.	une manière générale, les objectifs intermédiaires ont été atteints La privatisation des entreprises publiques a permis la réduction du niveau des transferts et subventions...
Renforcement de la transparence dans la gestion des ressources publiques et amélioration de la gouvernance	PAS III Appui à la DGMP, Appui au PNBG	Renforcement de Direction du contrôle Plan d'action de renforcement de la Direction Générale des marchés publics Commission nationale de lutte contre l'enrichissement illicite renforcée et opérationnelle Adopter les Textes organiques de la réforme administrative adoptés Document préliminaire du programme de bonne gouvernance élaboré	La Direction du Contrôle financier a été renforcée en moyens humains Commission nationale de lutte contre l'enrichissement illicite opérationnelle Système intégré de gestion de fi La Direction générale des marchés publics a été renforcée Plan d'action mis en place pour renforcer les marchés publics afin d'éliminer les insuffisances nouveau code des marchés publics élaboré. recours aux marchés de gré à gré a en baisse de 100% en 2004 à 60% en 2007 et 29% en 2008 manuel de procédure des marchés publics est en cours Elaboration d'un dossier types d'appel d'offres en cour Elaboration d'un un système d'information sur les marchés public en cour Textes organiques de la réforme administrative adoptés	Les Textes d'application de la réforme administrative n'ont pas été adoptés
Appui à l'élaboration du DSRP	PAS III, Projet Education III PDSS	Programme de communication mis en œuvre Finalisation de la stratégie de lutte contre la pauvreté Elaboration des stratégies sectorielles Santé et Education Elaboration de la stratégie nationale de la microfinance notamment l'Association professionnelle des institutions de microfinance	Programme de communication mis en œuvre DSCRPF élaboré et adopté en 2006 Stratégie Santé et Education Stratégie nationale de la microfinance	Objectifs atteints
adoption des politiques et normes visant à promouvoir la bonne gouvernance au Gabon.	Appui au PNBG	Assistance technique ; Séminaires-ateliers participatifs Appui institutionnel au Secrétariat exécutif du PNBG.	Rapport préliminaire de programme national de bonne gouvernance. Validation du PNBG et du Plan d'action y afférent en septembre 2008. Les PF servent de relais et assure le suivi-évaluation. La création d'un site web du PNBG lui assurera une plus grande visibilité un lien a été établi entre le PNBG et le processus de préparation du CDMT et l'exercice budgétaire 2008	L'appui institutionnel, bien qu'ayant souffert de lenteur à cause du non déboursement de la contrepartie gouvernementale, a permis de superviser tout le processus : formation, séminaires, communication. La performance est satisfaisante.
Renforcement des capacités institutionnelles	Appui au PNBG	organisation des séminaires-ateliers participatifs appui institutionnel au Secrétariat exécutif du PNBG.	Formation des membres des Groupes thématiques et du Secrétariat exécutif ayant contribué à la maîtrise de tout le processus élaboration d'un programme de bonne gouvernance dans ses différentes composantes : Gouvernance économique, la Gouvernance politique et institutionnelle et la Gouvernance locale. Séminaires/ateliers réalisés ayant favorisé une appropriation large du programme par les principaux acteurs du fait que toutes les neuf provinces et la capitale ont abrité ces réunions renforcement des capacités humaines et techniques, à travers (i) des formations des parties prenantes dans l'élaboration du programme de bonne gouvernance Appui institutionnel au Secrétariat exécutif du PNBG réalisé sous forme d'assistance technique et équipement qui a permis à celui-ci de superviser toutes les activités liées au processus d'élaboration du PNBG. Développement institutionnel par la mise en place des points focaux (PF) dans les ministères.	Objectif atteint en ce qui concerne l'élaboration et l'adoption du PNBG

Source : synthèse fait par OPEV à partir des DSP, RAP, revues de portefeuille, Rapport d'évaluation des proje

Objectifs, actions et résultats intermédiaires	Interventions	Indicateurs de résultats		
		Prévus	Réalisés	Observations
<b>II. Diversification de l'économie</b>				
Promotion du secteur privé	PRIVATIS, PASIII Guichet secteur privé	Part du secteur privé dans le PIB au moins supérieure à 90% à partir de l'an 2002	Le redimensionnement de PRIVATIS a réduit sa pertinence en rapport à la cible, car le projet est resté au stade des études et n'a pas connu la mise en œuvre des réformes nécessaires à l'atteinte de l'objectif.	La Contribution de la Banque à PRIVATIS a été de 11,03 millions d'UC soit 47% du financement du projet contre 32%, Banque mondiale et 21% Gouvernement.  Approuvé en avril 1998 le prêt n'a été décaissé qu'en juillet 2003 et prorogé de 2,5 ans jusqu'en juin 2007.  10 mesures sur 22 ont été annulées PRIVATIS a été redimensionné en synergie avec PAS III qui intégré certaines mesures comme « la participation des nationaux à la privatisation » et « Amélioration du climat des affaires »
Mise en place d'un environnement propice au développement du secteur privé	PAS III	Mise en place des lois et règlements dès 1998 : Amélioration du cadre réglementaire, juridique et institutionnel, Textes de l'OHADA vulgarisés ; Audits sociaux réalisés ; Agence multisectorielle de régulation créée Elaborer une législation pour établissant l'agence multisectorielle de régulation Former des cadres chargés de la réglementation Assistance technique à la gestion de l'agence de réglementation Etudes sectorielles pour assurer efficacement la réglementation Réviser le cadre légale et réglementaire et restructurer le principal secteur : télécommunication, poste, électricité, eau Etudier et mettre en places les modes et structures de règlement des litiges Restructurer la CNSS Publier et organiser des séminaires d'information sur le code du travail et la charte des investissements Evaluer l'environnement des affaires	Modes et structures de règlement des litiges en droit des affaires en place Impression et diffusion de 12000 exemplaires de la charte des investissements et organisation de 20 séminaires d'information sur la charte des investissements Impression de 12000 et diffusion des actes uniformes de l'OHADA Audit opérationnel de la justice réalisé Formation et amélioration du cadre de travail des magistrats Mise en place d'un Centre d'arbitrage et de conciliation des litiges Etude actuarielle de la sécurité sociale réalisée Etude de satisfaction relative aux privatisations dont les résultats sont attendus.	La modernisation de l'environnement des affaires reste un défi majeur.
Transfert des entreprises publiques au secteur privé et cession des parts minoritaires de l'Etat	PRIVATIS	40 entreprises du secteur parapublic restructurées et/ou privatisées en 2002, participations minoritaires de l'Etat dans 121 entreprises cédées Participation des nationaux à la privatisation	Participation privée majoritaire dans les 40 EP et au moins 90% des parts de l'Etat dans les entreprises à participations minoritaires cédées au secteur privé (Volet Banque mondiale de PRIVATIS)	Certaines actions annulées et d'autres n'ayant pas été menées à terme. Toutefois, la moitié au moins des actions inscrites dans PRIVATIS ont été réalisées.  Manque de spécialistes en privatisation dans certains domaines  La participation des nationaux à la privatisation n'a pas été effective
Cadre de développement du marché des capitaux et mobilisation de l'épargne créé		Légalisation relative à la création et à la réglementation des OPCVM et législations relative aux transactions des titres sont promulgués en 1999	Annulée à la revue de portefeuille de 2004.	

Objectifs, actions et résultats intermédiaires	Interventions	Indicateurs de résultats		
		Prévus	Réalisés	Observations
Minimiser l'impact social de la privatisation	PRIVATIS	Audits sociaux sur la dimension sociale de la privatisation réalisés Appui à la mise en place du fonds de préservation de l'emploi Au moins 70% des emplois sont reconvertis et/ou préservés Encadrement/reconversion du personnel déflaté	Audits sociaux réalisés Elaboration d'une stratégie de reconversion des personnes licenciées	fonds de préservation de l'emploi annulé par la revue de 2004
Renforcement des capacités des cadres de la CEP en matière de privatisation	PRIVATIS	Comité de privatisation en matière de privatisation renforcées Mise en place d'une cellule de communication et centre d'information  Conception d'un programme de communication Equipped de la cellule de communication Assistance technique à la privatisation Enquête d'opinion pour améliorer la communication et mesurer son impact Réaliser	architecture institutionnelle mis en place concertation renforcée entre le Ministère des Finances, les ministères techniques assurant la tutelle des sociétés à privatiser, et d'autres ministères renforcé Assistance comptable au Comité de privatisation Audit des comptes Voyage d'étude de 2 cadres en France Formation de 10cadre en France et Canada à la régulation dans les secteurs transports, énergie, en vue d'un meilleur suivi des concessions et des activités concurrentielles. Formation des membres du comité de privatisation Séminaire sur les procédures de la Banque en septembre 2005 à Libreville Création d'un site web au sein du Comité de privatisation	
Soutien direct au secteur privé	Guichet secteur privé de la Banque	Nombre de projet financé par le Guichet privé	Projet d'expansion SIAT Gabon Etude de préféabilité du port de Muyamba	
<b>Diversification de la base productive : AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL et AGRO-INDUSTRIE</b>				
Promouvoir la gestion durable des ressources halieutiques  une meilleure gestion des ressources halieutiques en vue de contribuer à la sécurité alimentaire et à la diversification de l'économie nationale	PSPA	une amélioration et un renforcement des capacités humaines et institutionnelles du sous-secteur de la pêche et de l'aquaculture ;  une amélioration des techniques de pêches et des unités de production de pêche et d'aquaculture ; et  la mise en place progressive d'un système efficace de gestion des ressources halieutiques permettant d'améliorer de manière durable la productivité des unités de pêche et d'aquaculture, les connaissances sur les stocks et les zones de protection des ressources naturelles.	Une enquête-cadre nationale qui fournit une base de connaissance du sous-secteur Voyages d'études	Manque d'efficacité. Le Projet sous sanction par audit.
Promouvoir la croissance et le développement agricole, la création d'emploi, le transfert de technologie et la réduction de la pauvreté	Guichet secteur privé de la Banque/ SIAT GABON	La part du secteur agricole dans le PIB augmentera de plus de 20 millions d'euros par an durant la majeure partie de la vie du projet. La contribution du secteur agricole aux exportations augmentera de plus de 10,5 millions d'euros par an durant la majeure partie de la vie du projet.  11.450 tonnes par an d'huile à friture raffinée ; 6.000 tonnes par an de savon de toilette ; et 9.000 tonnes par an de caoutchouc granulaire..  1,3 millions d'euros à dépenser en infrastructure sociale et commodités.  Les entrepreneurs locaux profitent des contrats de construction et de fournitures ; Des marchés de 10 millions d'euros sont attribués aux entrepreneurs locaux ; perspectives d'emplois pour les ressortissants du pays là où les compétences existent ; Expansion et amélioration de l'infrastructure locale ; routes, cliniques, écoles, adduction d'eau, électricité) ; Sensibilisation au VIH/SIDA et programme de lutte contre les moustiques	Modernisation de l'huilerie et de l'usine de trituration de Makouké ; installation de la nouvelle ligne de conditionnement de l'huile à Lambaréné Les travaux d'extension de la capacité de raffinage d'huile de palme de Lambaréné pour passer de 50 à 70 tonnes ; extension de la capacité de stockage des produits finis (huile et savon) à Lambaréné est terminée ; la modernisation de la savonnerie de Lambaréné ; l'augmentation progressive de 2000 tonnes de la capacité des réservoirs de stockage d'huile ; acquisition d'une deuxième ligne de transformation de fonds de tasses en caoutchouc granulé d'une capacité de 40 tonnes par jour  La mise en place du bloc sanitaire pour les ouvriers est presque terminée, sa livraison est prévue pour fin septembre 2008.	Efficacité et efficacité très satisfaisante

Objectifs, actions et résultats intermédiaires	Interventions	Indicateurs de résultats		
		Prévus	Réalisés	Observations
exportation de produits agricoles		<p>part du secteur agricole dans le PIB augmentera de plus de 20 millions d'euros par an durant la majeure partie de la vie du projet.</p> <p>La contribution du secteur agricole aux exportations augmentera de plus de 10,5 millions d'euros par an durant la majeure partie de la vie du projet</p> <p>Produit de l'impôt sur les sociétés de 33,4 millions d'euros, pendant la vie du projet. Impôts indirects de 7,7 millions d'euros, pendant la vie du projet.</p>	71% du chiffre d'affaire provient des ventes à l'étranger ; Chiffre d'affaire en 2008 de 18.9 milliards FCFA	
Production de plantation industrielle de palmiers à huile et d'hévéas au Gabon et		<p>Palmer à huile : i) création d'une nouvelle palmeraie à huile de 4.250 ha et replantation de 1.500 ha de palmiers à huile à Bindo ; ii) replantation de 750 ha de palmiers à huile à Zilé ; iii) replantation de 1000 ha de palmiers à huile à Makouké ; iv) modernisation de l'huilerie de palme et de l'usine de trituration de Makouké ; v) extension de la capacité de l'usine de raffinage d'huile de palme de Lambaréné, qui passe de 50 tonnes par jour à 75 tonnes par jour ; vi) modernisation de la savonnerie de Lambaréné, et vii) augmentation de 3.000 t de la capacité des réservoirs de stockage d'huile de palme de Lambaréné et Port Gentil.</p> <p>Hévéa : i) replantation de 4.100 ha de plantations d'hévéas nucléés à Bitam et Mitzié ; ii) appui au programme d'aide aux petits planteurs d'hévéa, sur 2.000 ha ; et iii) acquisition d'un deuxième mélangeur à cylindres de caoutchouc granulaire, d'une capacité de 40 tonnes par jour, à Mitzié.</p>	Création d'une nouvelle plantation de palmiers à huile de 298 (4.250 ha en 2017) ; Replantation de 428 ha de palmiers à huile à Bindo (1.500 de prévue en 2017) ; Replantation de 140 ha de palmiers à huile à Makouké (1000 ha en 2017) surface plantée disponible de 11,610 ha d'hévéa Extension cours	Replantation de 750 ha de palmiers à huile à Zilé (3) non réalisé
<b>III. Renforcement des infrastructures</b>				
<p>Désenclavement des provinces de l'Estuaire, du Moyen Ogooué, du Woleu-Ntem et de la Ngounie Satisfaire au moindre coût la demande de transport entre Nsilé et Bifoun, Bifoun et Ndjolé et entre Bifoun et Lambaréné.</p> <p>Routes revêtues à deux voies entre Nsilé et Bifoun, Bifoun et Ndjolé, et entre Bifoun et Lambaréné</p>	Projet de Réhabilitation et d'aménagement Routiers	Routes revêtues à deux voies entre Nsilé et Bifoun, Bifoun et Ndjolé, et entre Bifoun et Lambaréné	<p>Diminution des CEV de 16% à la mise en service ; Valeur de l'uni 1,65 à 1,95 mm/m à la mise en service (à l'évaluation 5 mm/m)</p> <p>Accroissement d'au moins 7% du trafic sur les axes routiers à leur mise en service.</p> <p>Routes revêtues en béton bitumineux sur 9 m y compris accotements sur 187 km : Nsilé – Bifoun : 61 km Bifoun – Lambaréné : 70 km Bifoun – Ndjolé : 56 km</p>	100% de réalisations ; Durabilité peu probable par manque d'entretien routier
doter le pays d'une liaison plus économique entre les capitales régionales du Haut-Ogooué et de l'Ogooué-Lolo, et de promouvoir le développement des activités agricoles et industrielles dans cette zone. En outre, il participera à l'intégration économique du pays à la Région, en améliorant une des liaisons routières avec le Congo.	Projet route Franceville-Lastourville	93 km de route revêtue à deux voies réhabilitées (Tronçon France La Leyou-Lastourville) et une route en terre revêtue sur 92,65 m création du FER renforcement des capacités du Ministère de l'Equipement et de la Construction à constituer une banque de données routières	93 km de route revêtue création du FER	<p>Projet exécuté à 50%</p> <p>Le taux d'exécution Physique du tronçon Franceville –La-Leyou a été de 95%. Le Gouvernement a achevé les travaux sur fonds propres.</p> <p>Le taux d'exécution physique de La Leyou Lastourville était de 29%</p> <p>Projet de revêtement de La Leyou Lastourville intégré au PRI</p>

Objectifs, actions et résultats intermédiaires	Interventions	Indicateurs de résultats		
		Prévus	Réalisés	Observations
<p>Renforcement de l'intégration régionale; réduction de l'enclavement intérieur et réduction de la pauvreté par l'amélioration des conditions de vie des populations.</p> <p>Réduction des coûts d'exploitation des véhicules et amélioration de la sécurité du transport routier</p> <p>Aménagement des routes Fougamou Mouila, La Léyou Lastourville et Ndendé Lebamba</p> <p>Aménagement et réhabilitations des infrastructures socio-éducatives de sante et de petits commerces de proximité</p> <p>Etudes des liaisons routières - Libreville PK 15, Mouila-Ndende-Doussala Ndende-Tchibanga et la voie express de Libreville</p> <p>Appui institutionnel au MTPEC Assistance technique et gestion de programme</p>	PR1	<p>Echanges entre les pays de la CEEAC augmenteront de 30% a horizon 2015</p> <p>Le pourcentage du réseau revêtu en bonne état passe de 11 % du réseau total en 2006 à 30% en 2012 Diminution du CEV de 35% en 2010 par rapport à 2006 ; Réduction a partir de 20 l 0, du temps de transport de 4h a 2h en Fougamou-Mouila, de 3 h 30 a 2h entre La Leyou-Lastoursville et ; de 2h à 1 h entre Ndende-Lebamba ; Réduction des coûts d'exploitation des véhicules et des coûts d'e route Franceville-La Leyou-Lastourville, Accès de la population aux infrastructures socio-éducatives et de santé, accru de 30% ; Taux d'absentéisme des enseignants passe à 30% en 2007 à 20% en 2010 ;Taux d'absentéisme des personnels soignant qualifié passe de 35% à 20% en 2010</p> <p>infrastructures socio économiques réhabilitées ;8 hangars de vente des produits ; agricoles construits ;29 écoles réhabilitées ;5 forages réalisés et clôturés de 25 écoles réalisées ; 28 dispensaires y pose de panneaux sol aires, réhabilités ; deux centres féminins a Fougamou et a Mouila réhabilités ; 50 km de pistes de désenclavement des Exploitations agricoles aménagées ; Matériel agricole fourni au profit de 80 associations de femmes rurales (1000 brouettes, 2 presses a canne, 20 moulins a manioc) ; 35000 personnes sensibilisées sur l'hygiène du milieu, la prévention SIDA</p> <p>245 km de route en béton bitumineux réalises; 3 OA réhabilités et 6 OA reconstruits; 272 km de routes étudiées. APD et DAO correspondants produits ;</p> <p>198 agents du MTPEC formes Renforcement des capacités du Ministère à constituer une banque de données routières ; Acquisition de matériel pour la Banque de données ; 8 appareils de pesages et comptages ; 8 essieux 1 véhicule 4X4 au Ministère</p>	Les travaux n'ont pas démarré	Manque d'efficience. importants retard dans la satisfaction des conditions du premier décaissement .

Objectifs, actions et résultats intermédiaires	Interventions	Indicateurs de résultats		
		Prévus	Réalisés	Observations
<b>IV. Développement du capital humain</b>				
Améliorer la qualité de l'enseignement technique et professionnel et l'adapter au contexte gabonais afin d'en faire un instrument au service de l'économie Améliorer la qualité de l'enseignement au niveau primaire	Education III Education I	360 salles de classes construites au niveau primaire ; 10 établissements d'enseignement technique réhabilités ; un (1) lycée professionnel industriel construit ; la fourniture d'équipements, de mobiliers et manuels didactiques ; 7000 instituteurs, 600 professeurs de sciences et 118 enseignants recyclés ; 15 professeurs de l'ENS27, 10 professeurs de l'ENSET28, 58 autres enseignants, 33 chefs d'établissement, 60 laborantins et 5 techniciens de maintenance formés ; deux études sur la stratégie du secteur de l'éducation et la carte scolaire	18 500 places supplémentaires dans les écoles publiques de Libreville ; rénovation de 111 salles de classes additionnelles ; formation réalisée à 100% ; études sur la stratégie du secteur de l'éducation ; Dotation de véhicules aux inspections ; <u>Réhabilitation extension</u> Lycée Technique National Omar BONGO ONDIMBA (39%) Lycée Professionnel Commercial de Franceville (100%) Lycée Technique Fulbert BONGOTHA de Moanda (90%) Lycée Professionnel Industriel de Fougamou (100%) Lycée Professionnel Industriel Bernard OBIANG d'Oyem (100%) Lycée Professionnel Commercial NYONDA MAKITA de Mouila (100%) Lycée Professionnel Industriel Alexandre BIANGUE de Tehibanga (100%) Lycée Technique Jean Fidele OTANDO de Port-Gentil (100%) Ecole Nationale de Commerce de Port-Gentil (100%) Lycée Professionnel Commercial Agathe OBENDZE de Franceville (92,11%) Lycée Professionnel Commercial de Ntoum (55%) Lycée Professionnel Industriel Bernard OBIANG d'Oyem (75%) <u>Nouvelle construction</u>	Manque d'efficacité et d'efficience. Education III à un taux d'exécution physique estimé à 96% par la CEP Mais le taux de décaissement est de 33% ; Le projet est sous suspendu de décaissement par AUDIT ; le projet est âgé de 12 ans.
amélioration de l'état de santé de la population Accroître l'efficacité du système de prestation des soins curatifs et préventifs par le renforcement des services sanitaires des provinces de Ogooué-Ivindo, Ogooué-Lolo et Nyanga ; améliorer les capacités du Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP) à contrôler certaines maladies transmissibles par le renforcement des services du génie sanitaire et de l'Hygiène publique.	PDSS  Aide humanitaire d'urgence FHV Ebola	47 formations sanitaires dont 15 centres SMI/PF et 30 dispensaires et ainsi que trois laboratoires de santé publique (contrôle des eaux, contrôle alimentaire, et entomologie). préparer la phase 2 du projet qui comprendrait la construction de trois hôpitaux et la création d'un service national de maintenance des équipements.	5 dispensaires, 2 centres de SMI/PF et 9 logements. Les équipements, matériels médicaux et les ambulances ont été livrés. Les médicaments essentiels sont actuellement livrés et les forages en alimentation en eau des formations sanitaires sont en partie achevés. Les derniers forages ont été réceptionnés. La formation du personnel des formations sanitaires a été effectivement achevée en juillet 2006. Le contrat de l'Assistance technique a pris fin le 30 juillet 2007. Une étude du secteur de la santé a été réalisée en mai 2000.  L'action d'aide humanitaire a formé près de 299 agents à la surveillance, contrôle et mobilisation sociale ; renforcé la coordination de la surveillance grâce aux outils standardisés de collectes des données, véhicules, matériels de protection, médicaments, matériels de communication ; mis en place 9 comités villageois de surveillance à la frontière avec le Congo ; et couvert plus de 200 villages avec à l'appui d'un réseau de 160 relais communautaires formés et installés.	Résultats insuffisants : un taux de réalisation de 15% pour le PDSS et 2 ans de retard pour l'aide humanitaire d'urgence FHV Ebola .

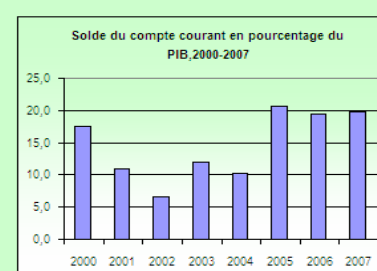
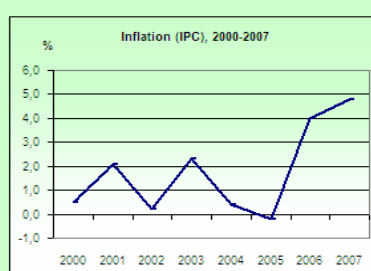
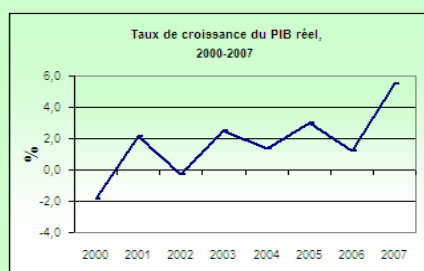
Source : synthèse fait par OPEV à partir des DSP, RAP, revues de portefeuille, Rapport d'évaluation des proje

<sup>27</sup> Ecole normale supérieure

<sup>28</sup> Ecole normale supérieure de l'enseignement technique

**Gabon**  
**Principaux indicateurs macroéconomiques**

Indicateurs	Unité	2000	2002	2003	2004	2005	2006	2007
<b>Comptes nationaux</b>								
RNB aux prix courants du marché	Million \$ E.U.	3 535	4 088	4 397	4 979	5 666	6 554	...
RNB par habitant	\$ E.U.	2 990	3 330	3 520	3 920	4 390	5 000	...
PIB au prix courants	Million \$ E.U.	5 067,7	4 931,5	6 054,7	7 178,1	8 665,7	9 546,9	10 651,5
PIB aux prix constants de 2000	Million \$ E.U.	5 067,7	5 162,0	5 290,4	5 361,9	5 523,8	5 590,1	5 895,7
Croissance du PIB en termes réels	%	-1,9	-0,3	2,5	1,4	3,0	1,2	5,5
Croissance du PIB par habitant en termes réels	%	-3,8	-2,1	0,7	-0,3	1,4	-0,3	3,9
Investissement intérieur brut	% du PIB	22,6	31,6	29,7	27,8	23,2	22,6	24,9
Investissement public	% du PIB	3,5	11,0	9,5	7,5	4,7	4,3	7,1
Investissement privé	% du PIB	19,0	20,6	20,3	20,3	18,5	18,3	17,8
Epargne nationale	% du PIB	41,8	31,4	33,5	35,7	43,0	42,8	35,2
<b>Prix et Monnaie</b>								
Inflation (IPC)	%	0,5	0,2	2,3	0,4	-0,2	4,0	4,8
Taux de change (moyenne annuelle)	monnaie locale / \$ E.U.	712,0	697,0	581,2	528,3	527,5	522,9	479,3
Taux de change (fin de période)	monnaie locale / \$ E.U.	705,0	625,5	519,4	481,6	556,0	498,1	445,6
Masse monétaire, variations annuelles (M2)	%	18,3	5,7	-1,2	11,4	27,5	16,4	3,5
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB / M2)	%	14,6	17,4	16,8	17,4	18,4	19,6	19,8
<b>Finances publiques</b>								
Recettes totales et dons	% du PIB	33,5	31,7	29,8	29,4	31,4	31,7	31,3
Dépenses totales et prêts nets	% du PIB	21,8	28,2	22,4	21,8	22,8	22,5	21,7
Déficit (-) / Excédent global (+)	% du PIB	11,7	3,5	7,4	7,6	8,6	9,2	9,6
<b>Secteur extérieur</b>								
Variation en volume des exportations (marchand)	%	-6,2	-8,4	5,9	5,4	-0,8	-9,6	2,1
Variation en volume des importations (marchand)	%	-13,9	9,2	7,2	1,7	0,6	8,3	12,9
Variation des termes de l'échange	%	39,3	5,7	12,8	9,0	21,8	9,5	-3,5
Solde des comptes courants	Million \$ E.U.	894,9	331,5	729,0	732,6	1 799,6	1 852,1	2 051,5
Solde des comptes courants	% du PIB	17,6	6,7	12,0	10,2	20,7	19,4	19,8
Réerves internationales	mois d'importations	1,4	1,0	1,3	2,3	3,3	4,7	4,3
<b>Dettes et flux financiers</b>								
Service de la dette	% des exportations	15,6	19,5	49,7	12,5	8,4	10,2	11,0
Dettes extérieures totales	% du PIB	56,8	65,4	58,9	40,9	29,7	34,1	28,0
Flux financiers nets totaux	Million \$ E.U.	76,3	-165,5	158,6	398,7	-76,4	171,7	...
Aide publique au développement nette	Million \$ E.U.	11,7	71,7	-11,0	39,9	52,3	31,1	...
Investissements nets directs en prov. de l'étranger	Million \$ E.U.	-42,6	39,0	263,2	219,0	321,2	267,8	...



Source : Département de la statistique de la BAD; FMI: Perspectives de l'économie mondiale, Septembre 2007 et Statistiques financières internationales, Octobre 2007; Département de la statistique : Development Data Platform (base de donnée), avril 2008; OCDE, Division des systèmes statistiques, janvier 2008.

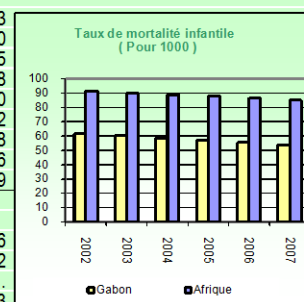
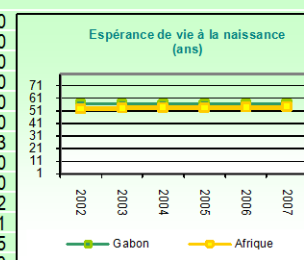
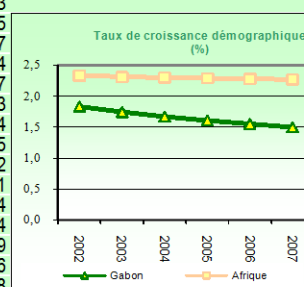
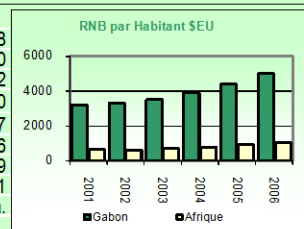
Notes: ... Données non disponibles

Dernière mise à jour : avril 2008

## Gabon

### INDICATEURS SOCIO-ECONOMIQUES COMPARATIFS

	Année	Gabon	Afrique	Pays en Développement	Pays Développés
<b>Indicateurs de Base</b>					
Superficie (000 Km <sup>2</sup> )		268	30 307	80 976	54 658
Population totale (millions)	2007	1,3	963,7	5 448,2	1 223,0
Population urbaine (% of Total)	2007	84,6	39,8	43,5	74,2
Densité de la population (au Km <sup>2</sup> )	2007	5,0	31,8	65,7	23,0
Revenu national brut (RNB) par Habitant (\$ EU)	2006	5 000	1 071	2 000	36 487
Participation de la Population Active - Total (%)	2005	45,2	42,3	45,6	54,6
Participation de la Population Active - Femmes (%)	2005	44,8	41,1	39,7	44,9
Valeur de l'Indice de développement humain	2005	0,677	0,514	0,694	0,911
Indice de développement humain (rang sur 174 pays)	2005	119	n.a.	n.a.	n.a.
Indice de pauvreté humaine - valeur (HPI-1) (%)	2005	20,4	36,8	...	...
<b>Indicateurs Démographiques</b>					
Taux d'accroissement de la population totale (%)	2007	1,5	2,3	1,4	0,3
Taux d'accroissement de la population urbaine (%)	2007	2,2	3,5	2,6	0,5
Population âgée de moins de 15 ans (%)	2007	34,9	41,0	30,2	16,7
Population âgée de 65 ans et plus (%)	2007	4,7	3,5	5,6	16,4
Taux de dépendance (%)	2007	65,7	80,1	56,0	47,7
Rapport de Masculinité (hommes pour 100 femmes)	2007	100,1	99,3	103,2	94,3
Population féminine de 15 à 49 ans (%)	2007	25,9	24,2	24,5	31,4
Espérance de vie à la naissance - ensemble (ans)	2007	56,7	54,2	65,4	76,5
Espérance de vie à la naissance - femmes (ans)	2007	57,1	55,3	67,2	80,2
Taux brut de natalité (pour 1000)	2007	25,7	36,1	22,4	11,1
Taux brut de mortalité (pour 1000)	2007	11,7	13,2	8,3	10,4
Taux de mortalité infantile (pour 1000)	2007	53,8	85,3	57,3	7,4
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1000)	2007	85,6	130,2	80,8	8,9
Indice synthétique de fécondité (par femme)	2007	3,1	4,7	2,8	1,6
Taux de mortalité maternelle (pour 100000)	2005	520,0	723,6	450	8
Femmes utilisant des méthodes contraceptives (%)	2000-06	32,7	29,9	61,0	75,0
<b>Indicateurs de Santé et de Nutrition</b>					
Nombre de médecins (pour 100000 habitants)	2004	31,1	39,6	78,0	287,0
Nombre d'infirmières (pour 100000 habitants)	2004	549,1	120,4	98,0	782,0
Naissances assistées d'un personnel de santé qualifié (%)	2000-06	85,5	50,4	59,0	99,0
Accès à l'eau salubre (% de la population)	2006	87,0	62,3	80,0	100,0
Accès aux services de santé (% de la population)	2004	77,0	61,7	80,0	100,0
Accès aux services sanitaires (% de la population)	2005	38,3	45,8	50,0	100,0
Pourcent. d'adultes de 15-49 ans vivant avec le VIH/SID.	2005	7,9	4,7	1,3	0,3
Incidence de la tuberculose (pour 100000)	2005	0,0	0,0	275,0	18,0
Enfants vaccinés contre la tuberculose (%)	2006	89,0	83,7	85,0	93,0
Enfants vaccinés contre la rougeole (%)	2006	55,0	75,4	78,0	93,2
Insuffisance pondérale des moins de 5 ans (%)	2003-06	6,0	28,6	27,0	0,1
Apport journalier en calorie par habitant	2004	2 707	2 436	2 675	3 285
Dépenses publiques de santé par habitant (en % du PIB)	2005	3,0	2,4	1,8	6,3
<b>Indicateurs d'Education</b>					
Taux brut de scolarisation au (%)					
Primaire - Total	2006	152,0	96,4	91,0	102,3
Primaire - Filles	2005	140,6	92,1	105,0	102,0
Secondaire - Total	2005	81,0	44,5	88,0	99,5
Secondaire - Filles	2005	...	41,8	45,8	100,8
Personnel enseignant féminin au primaire (% du total)	2004	44,7	47,5	51,0	82,0
Analphabétisme des adultes - Total (%)	2006	29,0	33,3	26,6	1,2
Analphabétisme des adultes - Hommes (%)	2006	...	25,6	19,0	0,8
Analphabétisme des adultes - Femmes (%)	2006	...	40,8	34,2	1,6
Dépenses d'éducation en % du PIB	2001-06	3,9	4,5	3,9	5,9
<b>Indicateurs d'Environnement</b>					
Terres arables en % de la superficie totale	2005-07	1,3	6,0	9,9	11,6
Taux annuel de déforestation (%)	2000-07	0,1	0,7	0,4	-0,2
Taux annuel de reboisement (%)	2000-07	5,0	10,9	...	...
Emissions du CO2 par habitant (tonnes métriques)	2005-07	2,8	1,0	1,9	12,3



Source : Base des données du Département de la Statistique de la BAD;

dernière mise à jour: Juillet 2008

Banque Mondiale WDI; UNUSIDA; UNSD; OMS, UNICEF, WRI, PNUD, Rapports nationaux

Notes: n.a. Non Applicable; ... : Données non disponibles;

GABON: PROFIL DES INDICATEURS DES OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT							Objectif du Gouvernement
		1990	2000	2004	2005	2006	2015
1	Réduire de moitié le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (% <sup>o</sup> )	...	...	...	33%	...	0,135
2	Etendre l'enseignement primaire à tous (% net)	...	78.0	...	92.4	...	100
3	Eradiquer la disparité de sexe entre garçons et filles dans l'enseignement primaire d'ici 2005 et à tous les niveaux d'ici 2015						
	Ratio fille/ garçon dans l'enseignement primaire (%)	...	99.9	99.4	101.1	...	100
	Ratio fille/ garçon dans l'enseignement secondaire (%)	...	86.8	...	...	...	100
4	Réduire la mortalité maternelle et infantile						
	Réduire le taux de mortalité infantile de 3/4 entre 1990 et 2015 (pour 1000 naissances vivantes)	60.5	60.8	58.6	57.0	55.4	31,5
	Réduire le taux de mortalité imaternelle de 3/4 entre 1990 et 2015 (pour 100 000 naissances vivantes)	...	519.0	...	520.0	...	150
5	Réduire de moitié ensuite inverser la propagation du VIH/SIDA d'ici 2015	2,8 (1993)	...	...	7,9	8,1	2,8
6	Arrêter la croissance et amorcer la diminution de la malaria et des autres principales maladies d'ici 2015 (%)	...	16	...	...	4,9	4
7	Garantir un environnement mieux protégé						
	Accès à l'eau potable (% de la population)	...	70.0	87.9	...	87	100
	Accès à des sanitaires (% de la population)	...	21.0	36.0	38.3	45	75
	Emission de dioxyde de carbone par habitant (tonne métrique)	...	...	...	2,8	2,8	3
8	Développer un partenariat global de développement						
	Taux de chômage des jeunes de 15-24 ans (%)	...	20 (1997)	...	25	...	10
Source : Statistiques BAD, PNUD Gabon 2eme rapport sur les OMD							

INFORMATIONS SUR LA COORDINATION DE L'AIDE AU GABON

<p>Groupe thématique des partenaires techniques et financiers au Gabon Groupe thématique Macroéconomie et diversification de l'économie. Animateur : FMI avec comme suppléants la Banque et la BM. Dans le cadre du Programme de réformes 2004-2005, la Banque, le FMI, la BM et l'UE ont apporté un appui financier et technique. La Banque a accordé au Gabon le 3ème Prêt d'ajustement structurel PAS III d'un montant de 112 millions de dollars des EU qui a été mis en œuvre de manière satisfaisante en mai 2006. Elle a également appuyé la préparation du Programme national de bonne gouvernance (PNBG) par le biais de deux dons (PRI et Fonds nordiques). Le Plan d'action du PNBG a été validé en septembre 2008 et la Banque envisage d'appuyer, au cours de la période 2009-2010, la mise en œuvre du PNBG par le biais du projet de renforcement des capacités institutionnelles. L'Union européenne a accordé un prêt d'appui budgétaire qui a été décaissé à hauteur de 80 % en 2006. Le FMI a renforcé son appui aux réformes par la signature d'un Accord de Confirmation (2007-2010) en mai 2007 qui, depuis lors, se met en œuvre de manière globalement positive. Les autres membres du Groupe sont la France, le PNUD, la FAO et les EU.</p>
<p>Groupe thématique Infrastructures : Animateurs : Union européenne avec la Banque et la Coopération Française comme suppléant. Ce groupe entend inscrire son action dans le cadre d'une approche programme qui a suscité en mars 2006 une mission conjointe des PTF dont l'objectif était de convenir avec le Gouvernement de l'approche méthodologique en vue de l'élaboration d'un programme sectoriel des infrastructures «approche SWAP ». Ce processus n'a pas connu d'avancée. La Banque est le premier partenaire du Gabon en termes de financement du secteur routier, suivie de l'AFD et la Banque mondiale. En 2007 elle a approuvé un important Programme Routier Phase I (PR I) et envisage, au cours de la période 2009-2010 de renforcer son appui à l'aménagement du réseau routier à travers une 2ème Phase intitulée : « Programme Routier Phase II). Au cours de la période 2009-2010 et au terme de la revue à mi-parcours de sa stratégie d'intervention au Gabon, la Banque envisage d'intervenir en synergie avec la Banque mondiale et l'AFD en appui au développement des secteurs de l'eau et de l'assainissement et de l'énergie électrique. La Banque appuie aussi la CEEAC au niveau sous régional dans la collecte des données des infrastructures de transports. L'UE appuie le Gouvernement sur l'entretien routier. Les autres partenaires techniques et financiers membres de ce groupe sont le FMI, la France, le Japon et la BID.</p>
<p>Groupe thématique Gouvernance Animateurs : La Banque, à travers GAFO, avec le PNUD comme animateur suppléant. La Banque et le PNUD apportent l'assistance technique et financière au processus participatif entamé par le Gouvernement en vue d'élaborer un programme national de bonne Gouvernance (PNBG). En mars 2006, le Gouvernement a produit un rapport préliminaire de programme national de bonne Gouvernance et un Document d'Orientation. En 2007 un Plan d'action a été élaboré validé au cours du séminaire national organisé septembre 2008. Au cours de la période 2008-2010, la Banque envisage d'appuyer les activités de renforcement de capacités au titre du PNBG. Plusieurs autres partenaires envisagent d'appuyer ce programme dont la Banque mondiale et l'Union européenne. Les autres PTF qui apportent un appui dans le cadre de la Gouvernance sont: la Banque mondiale, le BIT, le FMI, le HCR, L'UE, l'UNESCO et le FNUAP.</p>
<p>Groupe thématique Secteurs sociaux : Education/Santé/VIH/Sida. Animateurs : La France avec la Banque et l'OMS comme suppléant. Ce groupe a apporté ses contributions techniques à l'élaboration du DSCR (les résultats de deux études stratégiques sur la Santé et l'Education, réalisées sur financement de la Banque, ont été exploités pour enrichir le document final du DSCR). La quasi-totalité des partenaires au développement apportent un appui technique ou financier à ces secteurs. La Banque est très impliquée dans le secteur de l'Enseignement et de la formation technique et professionnel. Elle est rejointe par l'Union européenne. Au cours de la période 2009-2010, la Banque envisage d'appuyer l'amélioration de l'Enseignement supérieur de la formation et professionnelle.</p>
<p>Groupe thématique Secteur Forêt/Pêche/Environnement. Un cadre de concertation regroupant les partenaires techniques et financiers (Union Européenne, BAD, Banque Mondiale, PNUD, AFD, FMI, Coopération française, Japon, USA, FAO, UNESCO, WWF, WCS) intervenant dans les secteurs des ressources naturelles dans le cadre du Programme Sectoriel Forêt, Environnement et biodiversité (PSFE) a été constitué et se réunit une fois tous les deux mois sous la conduite de l'Union Européenne. La Banque est impliquée dans la pêche où elle finance le projet d'appui au secteur des pêches et de l'aquaculture (PSPA) en cours d'exécution depuis 2006.</p>
<p>Groupe thématique Harmonisation de l'aide. Un comité restreint de réflexion des bailleurs de fonds a été constitué et est animé par l'UE, la Banque, l'AFD, et la Banque mondiale. Ses premiers travaux ont consisté à : (i) approfondir la connaissance des membres sur le concept de l'harmonisation ainsi que les outils de suivi des douze indicateurs établis à cet effet ; (ii) informer l'ensemble des partenaires techniques et financiers des avancées au niveau international en matière d'harmonisation ; (iii) adapter les indicateurs au cas particulier du Gabon ; et (iv) échanger avec le Gouvernement sur les exigences de part et d'autre en vue de parvenir à une réelle efficacité de l'aide. La Banque joue un rôle actif au sein de ce Groupe qui a préparé le questionnaire et le rapport 2007 sur le suivi de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Tous les PFT suivent les travaux de ce Groupe. La Banque appuie depuis septembre 2008 la coordination des travaux du Groupe.</p>

Source : Rapport d'identification de projet, déc. 2008,ORCE, BAD

## REVUE DOCUMENTAIRE

Titre
DOCUMENTS DE LA BANQUE
République gabonaise : Document de stratégie par pays 1996-1998, ORCE, septembre 1996
Rapport de revue de portefeuille, 1996, 1998, 1999, 2001, 2004, 2007
Rapport d'identification générale de projets, ORCE/GAFO, mars 2008
Gabon : Evaluation de la performance du multisecteur
Gabon : Evaluation de la performance du secteur Infrastructures
Gabon : Note d'évaluation du Secteur privé
République Gabonaise : Revue à mi-parcours du Document de stratégie par pays axé sur les résultats (DSPAR) 2006-2010, ORCE, GAFO, Décembre 2008
Gabon : 3ème Programme d'ajustement structurel (PAS III) 2004-2006/Rapport d'achèvement du Programme, Département Gouvernance, Gestion économique et financière (OSGE), Décembre 2006
Gabon : Rapport d'achèvement du Projet (RAP) d'appui au programme de restructuration/privatisation des entreprises publiques, ORCE, BAD, décembre 2008
Fiche de projet : Renforcement institutionnel de la Direction générale des marchés publics, 18 novembre 2008
Cadre stratégique pour le renforcement du soutien du Groupe de la Banque aux pays à revenu intermédiaire, préparé par ORPC, ADF/BD/WP/2008/41, 25 avril 2008
Gabon : Document de stratégie-pays : 2006-2010, ORCE, 31 octobre 2006
Gabon : Document de stratégie par pays 2003-2005, ONCB/GARO, 18 juin 2003
République gabonaise : Proposition visant à l'octroi d'un prêt BAD de 91,5 millions d'euros (75 millions d'UC en vue du financement du 3ème Programme d'ajustement structurel (PAS III), ONCB/GARO, 10 juin 2004
Perspectives économiques en Afrique BAD/OCDE, 2006-2007
République gabonaise : Profil de gouvernance-pays, ONCB/GARO, 20 octobre 2005
BAD, Mission de supervision du projet Education II et III – Aide mémoire, 11 au 22 décembre 2001
BAD, Mission de supervision du projet Education III – Aide mémoire, 09 au 19 décembre 2008
BAD, Mission de supervision du projet Education III – Aide mémoire, 09 au 19 décembre 2008
Rapport d'achèvement Projet Education I
Rapport d'achèvement Projet développement des service de santé (PDSS)
Rapport d'Evaluation Projet Education I, II et III
Rapport d'Evaluation Projet développement des services de santé (PDSS)
Rapport d'Evaluation Projet d'Expansion SIAT Gabon
Rapport d'Evaluation Projet Appui à la pêche et aquaculture
Rapport d'Evaluation Projet Education I
Aide mémoire mission d'identification
Projet de renforcement de l'enseignement technique
Proposition d'étude sur l'emploi et le chômage
BAD, Mission d'achèvement du projet Education I, de supervision du projet Education II et de lancement du projet Education III, Septembre 1998
Programme routier : Supervision Summary
documents et tableaux statistiques collectés au Gabon
Gabon, PNBG, Composante I – Gouvernance démocratique et renforcement de l'Etat de droit
Gabon, PNBG, Composante I – Gouvernance démocratique et renforcement de l'Etat de droit
Gabon, PNBG, Composante II – Modernisation de l'appareil de l'Etat et Approfondissement du processus de décentralisation
Gabon, PNBG, Composante III – Amélioration des instruments de pilotage de l'économie ; de la gestion des finances publiques et de l'environnement des affaires
Gabon, PNBG, Composante IV – Renforcement des capacités de la société civile
Gabon, PNBG, Composante V – Matrice Provinciale
Quelle politique monétaire pour sortir de la crise
Quelle agriculture pour protéger l'économie gabonaise des crises mondiales, Par Paul Biyoghe Mba, Ministre de l'Agriculture, de l'élevage et du développement Rural, 07 Janvier 2009
Rapport du séminaire de validation de l'étude sur la diversification des sources de croissance de l'économie gabonaise
Commission Nationale de Diversification de l'Economie
Gabon : 2008, Tableau de bord de l'économie – situation 2007, Perspectives 2008-2009
Notation Souveraine 2008 – Contribution de la Direction Générale de la Comptabilité Publique
Notes et statistiques de la Banque Centrale
FODEX – Indication de quelques entreprises en activité, financées sur Fonds BAD
FODEX – Statistiques sur les prêts
Recueils des Textes sur l'Investissement en République Gabonaise
Commission Economique des Nations Unies Pour l'Afrique – Bureau Sous-Régional Afrique Centrale, « Les économies de l'Afrique Centrale 2008 »
DSCR Sector Education 2005
PNUD Gabon Rapport National sur le développement Humain 2006 – Dette publique et Développement Humain au Gabon
PNUD, GABON, Coordination des partenaires techniques et financiers, 2006-2007
Objectifs du Millénaire pour la Développement – Deuxième Rapport National Gabon 2006
Système des Nations Unies – Coordination des Partenaires techniques et financiers, Programme de coopération

<b>Titre</b>
Gabon, Principaux indicateurs économiques, 2007-13
UE ,
Gabon, Résumé de l'évolution du secteur réel, 2007-13
Gabon, Compte de l'administration centrale, 2008-13 en milliards de FCFA
Gabon, Compte de l'administration centrale, 2008-13 en pourcentage du PIB hors pétrole
Gabon, Balance des paiements, 2007-13
Gabon, Banque Centrale et banques commerciales, 2007-13
Gabon, Situation monétaire, 2007-13
Gabon, Indicateurs de solidité financière pour le secteur bancaire, 2004-08
Gabon, Dette extérieure, 2007-13
Gabon, Stock des engagements intérieurs de l'Etat, 2006-08
Gabon, Indicators of External Vulnerability, 2004-08
Gabon, Quantitative Performance Criteria and Indicative Targets for the SBA, 2009
Gabon, Revised Purchase Schedule and Terms Under the Stand-By Arrangement, 2007-10
Compte Central
TOFE – Opérations Financières de l'Etat, Situation à fin septembre 2008
Plan stratégique 2008-2009
Répertoires des centres de formation professionnelle au Gabon – Edition 2008
Données statistiques, Effectifs 2003-2008
Données statistiques, Effectifs scolaires des Lycées Professionnelles 2007-2008
Données statistiques, Résultats scolaires 2007-2008
Gabon, 2005, Etude stratégique du secteur éducatif
Etude stratégique du secteur de la sante et finalisation de la carte sanitaire - Rapport final, TOME I : Analyse de la situation
Etude stratégique du secteur de la sante et finalisation de la carte sanitaire - Plan National de Développement Sanitaire (PNDS 2006-2010)
Projet Santé – Rapport d'achèvement de projet, Septembre 2008
Summary of Infrastructure Framework Report
Décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale des TIPPEE
Rapport d'achèvement du projet PROTOTIPPEE
Rapport d'évaluation du projet de développement des Infrastructures locales
Rencontre Banque Mondiale - Secteur Privé (PME) Gabonais, 2006
Feuille de route du Ministère des PME-PMI
PROINVEST – Présentations faites lors du Salon International de l'Entreprise PROMOTE 2008 tenu à Yaoundé du 5 au 14 décembre 2008 (8 documents)
ATELIER DE FINANCEMENT
Communication du président de la conférence patronale Gabonaise sur le financement de l'économie par le secteur bancaire
Rapport Annuel sur l'investissement privé via l'APIP, 2004-2007
Charte des investissements – Loi no 15/98 du 23 juillet 1998
Note sur le projet de création d'un centre de gestion agréé
SIAT info numéro 1, 3, 2, 4, sept 2006, juillet 2007
SIAT Rapport d'activité, novembre 2008
Programme sectoriel Forêt, Pêche et Environnement
Comité de privatisation – La privatisation au Gabon
Fonds d'Entretien Routier (FER) de 2eme Génération – Rapport d'activités 2007
Extraits du Programme du Plan Directeur International des Transports 1998-2015
Programme d'aménagement du Réseau Routier National
PROJET BAD-CEEAC - Rapport d'activités réalisées en territoire du Gabon (expert infrastructures/transport)
Audit Opérationnel du Système Judiciaire au Gabon – Rapport Final
Projet d'appui au programme de privatisation des entreprises publiques - appui au traitement de l'aspect social induit par la privatisation des entreprises publiques Gabon
Gabon - amélioration du diagnostic sur le climat des investissements (Diagnostic réalisé par la Banque Mondiale en septembre 2004)
Recueil des textes sur l'investissement en République gabonaise